

Publications des réunions et activités

- Réunion binationale a Malpasse/Jimani (Abril, 2022):
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1517477398501015554>
- Réunion binationale Ouanaminthe/Dajabon (Abril, 2022):
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1519381620607791105>
- Réunion binationale Anse-à-Pitre/Pedernales (Marzo, 2022):
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1506735715476021250>
- Réunion binationale Ouanaminthe/Dajabon (Febrero, 2022):
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1494676544790351875>
- Réunion binationale Ouanaminthe/Dajabon (Septembre, 2021) :
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1443287823768035338>
- Réunion binationale Ouanaminthe/Dajabon (juin, 2021) :
https://twitter.com/Khalid_Khattabi/status/1403158096118157316
- Réunion binationale Malpasse/Jimani (mai, 2021):
https://twitter.com/Khalid_Khattabi/status/1399496084754472971
- Formation des jeunes chercheurs organisée en partenariat avec l'Université Quisqueya. Twitter :
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1544029437544566785?t=YrEbQ6V3WoYRjiPiyp5CPw&s=19>
- Journée Eco-citoyenne de réarborisation – Mairie de Carice
<https://twitter.com/IOMHaiti/status/1522595557482635265?t=Tw3mtBJUAJc7Vtz4YgQQNw&s=19>

OIM Haïti, PBF

Cartographie des acteurs existants aux quatre points frontaliers travaillant sur la migration, la sécurité et la prévention des conflits au niveau binational.

Eduardo Spinelli
Août 2022

Sommaire

Glossaire des sigles et abréviations	3
Résumé analytique.....	4
Introduction	5
Niveau National.....	5
Les tables de dialogue transfrontalières.....	9
Composition des tables de dialogue transfrontalière aux quatre points frontaliers	9
Les réunions binationales POLIFRONT/CESFRONT	13
Les Comités Intermunicipaux Transfrontaliers CIT	15
Les Mairies et les Marchés Frontaliers	16
Les organisations de la société civile	19
Points Frontaliers	24
Ouanaminthe/Dajabón	25
Belladère/Comendador	28
Malpasse/Jimani	28
Anse à Pitre/Pedernales.....	29
Idées de projet	30
Conclusions	32
Annexe 1 : Fiche Institution utilisée.....	34
Annexe 2 : Liste des organisations et institutions locales entretenues.....	35
Ouanaminthe/Dajabón	35
Belladère/Comendador.....	35
Malpasse/Jimani	36
Anse à Pitre/Pedernales.....	36
Annexe 3 : Fiches des institutions entretenues en adjoint.....	37

Glossaire des sigles et abréviations

ACNUR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ADELNE	Agence de développement local du Nord-Est HT
ADETDA	Agence de développement économique local de Dajabón
AGD	Administration générale des douanes HT
ASCALE	Association Scalabriniana au Service de la Mobilité Humaine RD
AVSI	Association des Volontaires pour le Service International (Italie) RD
BLTS	Brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants HT
CDC	Conseil municipal de développement HT
CESAL	Centre d'études et de solidarité avec l'Amérique latine (Espagne) RD
CESFRONT	Corps spécialisé dans la sécurité des frontières terrestres RD
CIT	Comité intermunicipal transfrontalier
CMD	Comité municipal de développement RD
CODEVI	Société de développement industriel HT
CONADO	Conseil d'appui au développement de Ouanaminthe HT
CONANI	Conseil national pour l'enfance et l'adolescence RD
DGA	Direction générale des douanes RD
DGM	Direction générale des migrations RD
DIE	Direction de l'immigration et de l'émigration HT
DPDZF	Direction des politiques de développement de la zone frontalière RD
GARR	Groupe d'appui aux réfugiés et rapatriés HT
IBESR	Institut du Bien-être social et de recherches HT
J2	Direction du renseignement de l'état-major général RD
MEPyD	Ministère de l'économie, de la planification et du développement RD
MICT	Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales HT
OBMICA	Centro para la Observación Migratoria y el Desarrollo Social en el Caribe
OIM	Organisation des Nations Unies pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PCB	Programme de coopération binationale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POLIFRONT	Police des frontières terrestre HT
RFJS	Réseau frontalier Jeannot Succès HT
SJM	Solidarité Jésuite aux Migrants HT
STCMB	Secrétariat technique de la Commission mixte bilatérale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Résumé analytique

Dans ce document le consultant essayera de donner une description exhaustive des organisations qui travaillent aux quatre points frontaliers, soit du côté haïtien soit du côté dominicain, de mettre en évidence les forces et les faiblesses ainsi que leur capacité à travailler en collaboration pour améliorer les conditions de vie des habitants de la bande frontalière.

Une attention particulière sera portée sur les activités principales que les organisations réalisent, leur impact sur le terrain, leurs domaines d'action et sur les problèmes rencontrés dans la gestion quotidienne des activités.

Pour plus de détails concernant chaque organisation il sera possible de consulter la « fiche des institutions entretenues » adjoint au présent document.

La cartographie permettra l'établissement d'une base de données qui pourra permettre de distinguer ces acteurs selon leur domaine d'activité, les thématiques qu'ils traitent, leurs types d'activités, leurs domaines d'action et leur implication dans les enjeux stratégiques. La cartographie va permettre aussi d'identifier les acteurs de la société civile, les institutions publiques et les autorités locales qui mènent des actions et travaillent sur des questions liées à la cohésion sociale et à la prévention des conflits locaux au niveau binational sur les 4 points frontaliers.

La cartographie inclura :

- Identification des organisations de la société civile, des institutions publiques et des autorités locales et nationales actives dans les domaines susmentionnés en Haïti et en République Dominicaine ;
- Identification des mécanismes formels et informels de dialogue binational au niveau de la société civile, des autorités locales, des acteurs frontaliers et des organisations internationales en Haïti et en République Dominicaine ;
- Identification des synergies possibles avec les initiatives existantes favorisant le dialogue binational et la cohésion sociale entre Haïti et la République Dominicaine pour éviter des doublons et créer des partenariats ;
- Catégorisation des acteurs selon leur secteur d'activité et leur champ d'intervention en contenu et périmètre géographique ;
- Analyse de leur approche de travail et évaluation de leur impact sur le terrain ;
- Analyse de leur réseau et définition de la nature des liens potentiels avec les acteurs aux niveaux local, national et binational.

Introduction

Le document va commencer par l'analyse des institutions qui travaillent à la frontière depuis une perspective nationale, ayant ou non un bureau ou des agents de terrain à la frontière. 8 Institutions ont été consultées au niveau national et 42 sur les deux cotés des quatre points frontaliers.

Les informations et données recueillies seront analysées par le consultant de façon à parvenir à la rédaction du document qui sera fondamental pour définir la ligne de base, c'est-à-dire la situation actuelle de la cohésion sociale et du dialogue binational au niveau des quatre points frontaliers desquels nous devrons partir pour suggérer les améliorations à apporter.

Il faut remarquer comme les organisations en fonction, les activités menées et les résultats atteints diffèrent entre les quatre points frontaliers. Le consultant donnera donc d'abord une vision globale des initiatives menées et fera ensuite un panoramique plus détaillé de l'état des choses aux quatre points frontaliers pour mettre en évidence les similitudes et les différences entre les dynamiques binationales et le niveau local.

Niveau National

Bien que le document se réfère aux quatre points frontaliers, après les premières séances d'entretiens, le consultant a ressenti le besoin de prendre contact avec les niveaux nationaux de différentes institutions actives à la frontière.

A cause du manque d'information de la part des représentants locaux ou du besoin d'une autorisation du chef de l'organisation, il n'était pas facile d'avoir des données fondamentales pour remplir la fiche d'entretien. Parfois les organisations n'ont pas un bureau à la frontière, mais des agents de terrain qui réalisent des tâches spécifiques et qui ne sont pas autorisés à partager des données sensibles.

Ci-dessous la liste des organisations consultées au niveau national dans les deux pays :

A Port au Prince

- IOM Haiti
- POLIFRONT
- IBESR Institut de la protection Sociale et de la Recherche
- ONM Organisation Nationale des Migrations

A Saint Domingue

- ACNUR RD



- UNICEF RD
- IOM RD
- CONANI
- CESAL RD
- OBMICA



Il y a sans doute des différences entre les institutions qui travaillent à Saint Domingue et celles de Port au Prince.

OIM est la seule organisation internationale qui a des bureaux à la frontière. IOM RD est active aux quatre points frontaliers, tandis que IOM Haïti a un bureau à Ouanaminthe et des responsables à Belladère et Malpasse ; il n'y a pas de présence à Anse à Pitre. Il faut remarquer qu'à Ouanaminthe, Belladère et Malpasse sont actifs les CRF, Centres de Ressources Frontalières. Ces derniers sont placés directement à la frontière et ont été réalisés pour donner un espace de premier accueil aux migrants en provenance de la RD et un espace de travail aux institutions partenaires comme IBESR et ONM.

Le travail de IOM à la frontière dans les deux pays diffère, en raison des besoins et des nécessités distinctes entre Haïti et la République Dominicaine. Si OIM Haïti travaille surtout avec des migrants de retour, soit du pays voisin soit des Etats Unis, en République Dominicaine le travail est concentré sur les droits des migrants haïtiens qui résident ou travaillent dans le pays et dans l'articulation des institutions étatiques et de la société civile actives sur le terrain.

Un discours différent concerne les autres agences des UN actives à la frontière. En Haïti seulement UNICEF a une personne à Ouanaminthe, pour le reste aucune autre présence n'est enregistrée. En République Dominicaine UNICEF et ACNUR ont des agents de terrain à Dajabón, Comendador, Jimani et Pedernales, mais n'ont pas de bureaux. Ils développent leurs activités au large de tout le pays, la frontière étant juste une petite partie des projets en cours et ils n'ont pas de budgets suffisant à disposition. Actuellement ACNUR est plutôt concentré sur l'assistance aux migrants en provenance du Venezuela, mais mène également des activités à la frontière : organisation d'ateliers d'espagnol et de créole, santé sexuelle et reproductive, autonomisation communautaire, culture afro-descendante, tournois sportifs. A Saint Domingue et parfois à la frontière ils réalisent des formations avec la participation des officiers supérieurs de la Direction Générale des Migrations, du CESFRONT et de l'Armée sur les thématiques suivantes : le mandat de ACNUR, les mécanismes de référencement, comment reconnaître les cas d'intérêt sur le terrain.

UNICEF a un bureau local à Dajabón et est très active à la frontière et sur les thématiques frontalières en général. Parmi ces activités nous pouvons répertorier l'organisation des cours spécialisés de formations, synchrone et asynchrone, destinés aux responsables des organisations de la société civile, aux institutions de l'Etat et aux représentants haïtiens qui parlent espagnol

sur la protection des droits des enfants et des adolescents dans la migration et la mobilité. Depuis juin 2016, UNICEF promeut le dialogue binational sur la manière d'améliorer la protection de l'enfance, ils ont ainsi rédigé et partagé un protocole d'aide aux enfants migrants (qui n'existait pas jusqu'à présent), pour le traitement des cas de violence, des cas de besoin de regroupement familial et d'hébergement temporaire. Au cours de leur travail ils mettent en évidence le manque de coordination institutionnelle, les faiblesses en matière de connaissances et de capacités des fonctionnaires de l'Etat et de la société civile y compris les ressources humaines et financières.

Les deux organisations ont mis en place des rencontres binationales à la frontière au cours des dernières années : 3 rencontres à Elis Pina et Dajabón avec les autorités locales et la société civile pour l'accès au système d'asile et de nationalité pour ce qui concerne l'ACNUR ; et des rencontres pendant la pandémie avec une approche hybride avec des personnes qui pouvaient participer en direct et d'autres connectées pour ce qui concerne UNICEF.

Relativement aux forces armées présentes à la frontière il faut remarquer que le CESFRONT dépend de l'armée dominicaine, alors que la POLIFRONT dépend de la Police Nationale Haïtienne. Grâce aux bons contacts de IOM Haïti avec la POLIFRONT il a été possible d'avoir un rendez-vous avec le directeur à Port au Prince, alors qu'il n'a pas été possible d'organiser une rencontre avec le commandant du CESFRONT à Saint Domingue mais juste avec le Colonel en charge de la base de Dajabón, probablement à cause du règlement de l'armée dominicaine et du manque de relations entre IOM République Dominicaine et l'armée au niveau national.

Il faut mettre en évidence les principales différences entre les deux forces, particulièrement sur la question du financement. CESFRONT est directement financé par l'état Dominicain, les chiffres ne sont pas disponibles mais le gouvernement a fortement investi afin d'en faire sa force d'élite. Ils peuvent compter sur les appareils les plus modernes, comme des drones, des hélicoptères, des buggies, des canons et un parc automobile qui leur permettent de contrôler la plupart des 388 kilomètres de frontière terrestre. POLIFRONT ne peut compter sur ce genre de financement, et reçoit ses équipements grâce à la coopération internationale, principalement de l'Union Européenne et du Canada au travers de projets mis en œuvre par l'IOM qui a également pris en charge la construction ou la réhabilitation des bases pour les agents à la frontière. Le problème principal est la maintenance des équipements qui devrait être garantie par la Police Nationale d'Haïti, mais à cause du manque de ressources le parc automobile est en train de se détériorer. Parfois trouver de l'essence représente également une difficulté pour le faire fonctionner.

Grace aux réunions binationales organisées par l'OIM, la collaboration entre les deux forces s'est améliorée et elles se consultent de plus en plus au moment d'aborder des thématiques sensibles à la frontière. Cette entente dépend en grande partie des bonnes relations entre les commandants locaux étant donné qu'il n'existe pas d'accord au niveau central. Il peut arriver que des procédures déjà acceptées et habituelles soient bloquées à cause du changement d'un des responsables et qu'il faille beaucoup de temps pour les rétablir.

IBESR et CONANI représentent un bon exemple de travail conjoint. Les deux institutions qui s'occupent du soin des enfants en mobilité ont des bureaux aux quatre points frontaliers (à l'exception d'Anse à Pitre pour IBESR) et participent aux instances binationales qui se réalisent comme les tables locales de dialogue transfrontalière. Avant la pandémie du COVID-19 et des problèmes sécuritaires en Haïti, ils avaient l'habitude de se réunir de façon bilatérale pour discuter des enjeux concernant les enfants en mobilité et chercher des solutions conjointes pour leur soin. Il faut remarquer qu'au moins une personne de chaque bureau de CONANI à la frontière parle créole et cela facilite beaucoup la communication et l'échange d'informations. CONANI a renforcé son rôle au niveau central avec l'ouverture d'un volet spécifique pour les enfants migrants à partir de 2020, ce que lui a permis de pouvoir monter ses instances au plus haut niveau et d'influencer les politiques gouvernementales sur le sujet. Le financement de l'Etat est suffisant pour la réalisation des activités et la planification se réalise au niveau central, elle est ensuite partagée et adaptée selon les nécessités locales.

Parmi les bonnes pratiques de CONANI il faut remarquer un outil de cash transfert pour les familles des enfants en situation de vulnérabilité : il s'agit d'un système extrêmement bon marché où les transferts peuvent être effectués vers des migrants qui peuvent les retirer via un code PIN et sans mise à jour des documents d'immigration et donc sans l'ouverture d'un compte bancaire.

IBESR a l'inverse doit faire face à problèmes de financement, partagés avec la plupart des institutions étatiques haïtiennes, et au manque de personnel ; les salaires sont très bas et les conditions de travail difficiles, surtout à la frontière. Le manque de moyens de transport et de financement pour réaliser un travail plus efficace limite les possibilités des bureaux locaux à fournir l'assistance nécessaire aux enfants en mobilité.

Ce que le consultant a pu observer c'est qu'il y a un dialogue, plus ou moins fluide, entre les institutions homologues des deux pays ; évidemment la fermeture des frontières à cause de la pandémie du COVID-19 tout d'abord, puis des problèmes sécuritaires en Haïti ensuite, ont provoqué un ralentissement du processus de rapprochement. Il est devenu plus difficile d'avoir des autorisations pour traverser la frontière par les Haïtiens qui voudraient participer aux activités binationales organisées en République Dominicaine et il y a une méfiance des Dominicains à se rendre en Haïti.

Il ne faut pas aussi oublier le refroidissement des relations binationales suite à l'élection du nouveau président en RD et l'assassinat du président haïtien ; même si à la frontière la population des deux côtés est interdépendante, au niveau central les déjà faibles collaborations ont été presque arrêtées pour le moment en attendant une meilleure conjoncture politique. Les réunions entre les deux secrétariats techniques de la Commission Mixte Bilatérale ont été suspendues sans qu'il y ait une date de reprise fixée et les nombreux accords sur la table restent sans suivi.

Les tables de dialogue transfrontalières

La Table de dialogue transfrontalière de Dajabón/Ouanaminthe, parrainée à l'origine par l'OIM, a été la première à être formée sur toute la frontière et a émergé autour de la nécessité de promouvoir la carte d'habitant frontalier, prévue par la loi dominicaine 285-du 4 août 2004.

Les premières réunions ont eu lieu en 2016. Dans un premier temps, les organisations de la société civile de Ouanaminthe ont commencé à se réunir avec les institutions de l'État, pour créer un espace de dialogue entre les différents acteurs de la ville. Avec le déploiement de la nouvelle force armée frontalière haïtienne POLIFRONT, nous avons commencé à explorer la possibilité d'organiser des réunions avec l'homologue dominicain CESFRONT et, en effet, la participation des acteurs étatiques a été déplacée à cette nouvelle instance binationale tandis que se mettait en place la Table de dialogue transfrontalière réunissant les acteurs de la société civile et de la coopération internationale des deux côtés de la frontière. Cette demande a été reproduite aux trois autres points frontaliers officiels de Comendador/Belladère, Jimani/Malpasse et Pedernales/Anse à Pitre.

La première table a commencé ses réunions avec la nouvelle structure en mai 2018 et, au début elle réunissait mensuellement des représentants de la société civile, des organisations de base et différents acteurs impliqués d'une manière ou d'une autre dans des questions binationales ou ayant des intérêts dans la coexistence frontalière.

Composition des tables de dialogue transfrontalière aux quatre points frontaliers

Ouanaminthe	Dajabón
Réseau de protection	CESAL
Plate-forme de genre du Nord-Est	AVSI
Croix-Rouge haïtienne	Centro Puente
GARR	Centro Montalvo
OIM-Haïti	ADETDA
ONG WELTHUNGERHILFE	CMD
Association des commerçants	Clúster Turístico
SJM	Red de Protección
RFJS	UNICEF
	ACNUR
	OIM
	Plataforma de Genero
	ASCALE
	Cruz Roja Dominicana

	Asociación de Comerciante Servicio social de Iglesias Unión de Centros de Madre Unión de Juntas de Vecinos
--	---

Belladère	Comendador
DIE Belladère Commissariat de Belladère IBESR ONM AGD Mairie de Belladère Bureau de la Délégation de la commune de Belladère	Federación de juntas de vecinos Mesa de Dialogo Defensa civil Iglesia católica Cruz Roja Comendador Fudecesfront Plan Internacional Consulado Haitiano en Comendador GARR Relaciones exteriores Secretaria de Deporte Comendador Comercio Haiti Fundación frontera sur Isbel Alcaldía de Comendador La Fei Menamir Gobernadora civil Bomberos de Comendador Agua y Saneamiento Comendador Desarrollo Fronterizo

Malpasse	Jimani
Service Jésuites aux Migrants (SJM) Réseau Frontalier Janot Succès (RFJS) Asosiyasyon Fanm Vanyan Fonparizyen Fondasyon CEREMEN Institut du Bien-être Social et de Recherche (IBESR) Bureau du Casec	Gobernación Provincial Independencia Alcaldía Municipal Consejo Municipal Jimaní Dirección General de Migración CESFRONT MEPYD Ministerio de la Mujer Junta de Vecinos Jimani

Direction Protection Civile (DPC)	Medio Ambiente Red Fronteriza Jano Sikse CEDESO Plataforma Vida Iglesia Católica Jimaní Iglesia Bethel Mesade Dialogo Transfronterza Jimaní/Ganthier Red de Protección, NNA. CAFI CIEPO Fundación Frontera Sur Vision Mundial, CESAL CONANI Cruz Roja Filial Jimaní UNICEF Iglesia Evangelica Jimaní Defensa Civil Red Juvenil Jimaní Grupo de Migrantes de Jimaní
-----------------------------------	---

Anse à Pitre	Pedernales
Association de Planteurs de Fond Jeannette Association Fanm Vanyan (AFVA) Association Ayitimoun Yo, Anse-à-Pitres Alcaldía Municipal de Anse-A-Pitres CESAL Anse-à-Pitres Association Fanm Deside, Anse-à-Pitres ASVOTSOPE Association Belle Étoile Fle Kiskeya Haïti FTK (Fondasyon Tet Kole) GARR GHV (Grupo Horizont Vert) SJM-Haïti Sadhana Forest Haïti, Anse-à-Pitres Association Funbinafin, Anse-à-Pitres	Consejo de Administración Cooperativa de Caficultores Las Tres Hermanas Cuerpo de Bomberos de Pedernales División de Riego de Pedernales y Gerente de la Junta de Regantes FUNDACIPE Cámara de Comercio de Pedernales Asociación de Comerciantes de Pedernales Asociación de Guías Turísticos Federación de Centros de Madres Cruz Roja Dominicana, Barahona Confraternidad de pastores, iglesias y ministerios evangélicos de la Provincia de Pedernales (Conpimep) Fundación Ayitimoun Yo

IBESR, Anse-à-Pitres COPRELAM, Anse-à-Pitres Association Children of the Border, Anse-à-Pitres Comité Communale Protection Civile d'Anse-à-Pitres Association Flores de Kiskeya, Anses-à-Pitres Frontalier Jeannot Succés, Anse-à-Pitres Association de Fanm Angage de Fond Jeannette K FAG Ananda Marga, Anse-à-Pitres Association Loisir	Asociación de Camioneros de Pedernales Logia “Progreso de la Frontera” Defensa Civil Patronato para el Desarrollo de la Provincia de Pedernales Sociedad Ecológica de Pedernales SINCHOMIPE – Sindicato de Choferes de Minibuses de Pedernales. Comité de Derechos Humanos - CODHA, Enriquillo Iglesia Católica de Pedernales Club Social y Cultural de Pedernales Casa Caribe, Barahona Asociación Un Juguete Una Causa Asociación de Voluntarios de Pedernales - ASOVOTSOPE Asociación FUERVAIN, Pedernales Club Social y Cultural de Pedernales Cooperativa de Ahorros y Créditos, en Pedernales (COTRALCOA) Federación de Centro de Madres de Pedernales Junta de vecinos de Pedernales Agencia de Cooperación Alemana GIZ Plan Internacional CESAL Alcaldía Municipal de Pedernales CONANI
--	--

Parmi les sujets traités figurent la carte de résident frontalier, l’organisation de foires binationales et les questions de vie quotidienne.

Des représentants des autorités locales, en particulier le gouvernement dominicain, ont participé en tant qu’invités aux tables pour débattre de questions nécessitant un appui institutionnel, mais les mairies n’ont jamais fait partie des tables et celles-ci n’ont jamais été considérées comme un outil institutionnel dans les relations entre les municipalités des deux côtés.

C’est sans aucun doute le thème de la carte de résident frontalier qui a contribué à faire connaître les tables aux niveaux municipal, départemental et national dans les deux pays. Grâce au soutien de l’OIM en République Dominicaine, il a été possible de faire remonter la question aux plus hauts

niveaux du gouvernement dominicain, responsable de la prise de décision sur la carte d'identité du frontalier. Un plan pilote de carnetisation a été réalisé à Pedernales au travers de la résolution NO-DGM-09-2021 et un nombre limité de cartes a été délivré, mais les résultats finaux de cette expérience n'ont pas encore été divulgués.

En raison de la pandémie de COVID-19 et de la fermeture consécutive de la frontière en mars 2020, il a été difficile d'organiser des réunions binationales au niveau local au cours des deux dernières années et les tables ont perdu leur force et leur motivation.

Une fois épuisée la question de la carte de résident frontalier, les tables se sont trouvées dans une impasse, sans ressources et sans objectifs précis. Le manque de motivation de certains représentants a conduit à une moindre participation et implication dans les sujets traités.

Le plan initial prévoyait que les tables soient renforcées par des projets exécutés par les acteurs de la coopération internationale. Par exemple, dans le cadre des projets de renforcement des institutions pour les organisations locales, un poste serait créé pour renforcer les tables ; grâce à la formation de ses membres et à un appui juridique qui pourrait permettre son incorporation et sa légalisation il serait alors possible de les constituer comme des entités capables de participer à des appels d'offre et de gérer des projets.

En revanche, les tables font actuellement partie des organisations de base informelles, sans être enregistrées, sans statut, sans mission, sans vision d'avenir et devraient être considérées pour un processus de restructuration et de renforcement.

Les réunions binationales POLIFRONT/CESFRONT

À partir de 2017, avec le déploiement du POLIFRONT à Ouanaminthe, l'OIM a commencé à envisager de proposer des réunions avec son homologue dominicain CESFRONT. Les réunions ont commencé avec la participation des acteurs de l'État actif des deux côtés de la frontière, tels que les deux douanes (DGA et AGD), les deux directions des migrations (DGM et DIE), les différents départements de la police et de l'armée, à la fois des institutions de prise en charge des enfants et adolescents en mobilité (CONANI et IBESR).

Les participants actuels à ces réunions mensuelles sont les suivants :

Participants aux Réunions Binationales CESFRONT/POLIFRONT	
Haïti	République Dominicaine
POLIFRONT	CESFRONT

Administration générale des douanes AGD Direction de l'immigration et de l'émigration DIE Institut de protection sociale et de recherche IBESR Consulat d'Haïti en RD Ministère de la justice et de la sécurité publique MJSP OIM-Haïti	Direction générale des douanes Direction générale des migrations Conseil national pour l'enfance et l'adolescence CONANI IOM République dominicaine
--	--

Généralement les sujets abordés sont divers : le vol de bétail et de véhicules des deux côtés de la frontière, le passage des mineurs dûment accompagnés, les déportations de citoyens haïtiens et de femmes enceintes. Ces questions sont abordées au niveau municipal, mais peuvent aussi parfois l'être au niveau départemental.

De l'avis des participants, ces réunions ont été très bénéfiques pour l'échange d'informations entre les homologues dominicains et haïtiens et, à partir de l'échange de numéros de téléphone et de courriel, les responsables des institutions jumelles ont commencé à avoir une communication fluide qui s'est avérée très utile pour résoudre les conflits quotidiens qui se posent aux points de passage frontaliers et ses alentours.

Un bon exemple en est la résolution de la problématique des mineurs traversant d'Haïti vers la République Dominicaine, qui depuis longtemps était un sujet d'incompréhension entre les deux directions de migration et causait des conflits quotidiens ; il a été résolu grâce à la participation des deux institutions aux réunions. Il a été possible de clarifier certains aspects de la loi en Haïti et en République Dominicaine et, actuellement le certificat d'accompagnement délivré par l'IBESR est officiellement reconnu par les autorités dominicaines, de sorte que les mineurs qui le présentent et leurs accompagnateurs puissent accéder au territoire dominicain sans difficulté.

Jusqu'à présent 17 réunions ont eu lieu en total depuis début 2020. Dix à Ouanaminthe, deux à Anse-à-Pitre, et cinq à Malpasse. Bien que les réunions continuent d'être accueillies par l'OIM, qui est actuellement responsable de leur organisation, les commandants locaux du POLIFRONT et du CESFRONT à Ouanaminthe (où les réunions ont commencé) déclarent qu'ils ne laisseront pas tomber cet outil au moment où il ne sera plus possible de recevoir le soutien de la coopération internationale. Compte tenu de l'importance que les réunions ont acquise au fil des ans, les effets positifs qui se traduisent par une amélioration des relations entre les participants et un environnement frontalier plus sain et plus stable, ils auront pour tâche d'assurer la stabilité des réunions à l'avenir.

Les Comités Intermunicipaux Transfrontaliers CIT

Le premier CIT se forme en 2017 à l'initiative de l'ancien maire de Dajabón, Miguel Cruz, et du maire encore en fonction de Ouanaminthe, Luma Démétrius. En principe, le comité comprenait exclusivement ces deux municipalités et a été créé pour discuter de sujets d'intérêt mutuel et pour échanger des informations dans le but d'améliorer la cohabitation des citoyens haïtiens et dominicains qui partagent cette partie de la frontière. Le CIT a maintenu une structure informelle, une série de réunions organisées volontairement par les maires sans qu'il y ait besoin d'accords officiels.

Après les deux premières réunions (qui ont eu lieu sans périodicité préétablie), la nouvelle de la création du CIT a été diffusée dans la région et les maires d'autres municipalités, des deux côtés de la frontière, ont demandé à être inclus. Il fut alors décidé d'étendre l'instance aux communes de Montecristi, Pepillo Salcedo, Loma de Cabrera et Restauración du côté Dominicain, et Fort Liberté, Ferrier, Capotille, Mont Organisé, Mortbillecrochi et Carisse du côté Haïtien.

L'inclusion des autres municipalités a permis d'élargir le champ d'action du comité et la complexité des questions traitées, étant donné qu'elles dépassaient parfois les limites municipales des deux villes principales et qu'elles exerçaient une influence sur d'autres zones et d'autres départements.

Des tentatives ont été faites pour étendre le CIT à toute la frontière, de sorte que des réunions entre maires frontaliers ont eu lieu à Comendador/Belladère et à Jimani/Malpasse. L'idée était d'avoir un CIT unique avec des bureaux techniques aux différents points de passage frontaliers avec échange d'expériences entre les acteurs. Malheureusement, en raison du manque de fonds, cette idée n'a pas pu être réalisée, mais c'est l'une des propositions pour la relance du CIT avec le soutien de l'OIM.

Le processus d'enregistrement légal du CIT a commencé par les mairies de Ouanaminthe et Dajabón dans les deux pays, mais n'a pas abouti, et le comité a continué à se réunir jusqu'au 21 juin 2018, date de la dernière rencontre tenue à l'Hôtel Orix de Ouanaminthe. Les sujets abordés lors de cette dernière réunion ont été pluriels : frontière maritime et gestion de la pêche (questions sur lesquelles de nombreux accords ont été conclus), utilisation du fleuve Massacre par les agriculteurs, commerce frontalier, gestion des marchés et facilité de commercialisation, vol transfrontalier de bétail et de véhicules, protection de l'environnement (déforestation, extraction de sable et abattage d'arbres), droits de l'homme, tourisme et sécurité des citoyens.

Les raisons pour lesquelles le CIT a cessé de fonctionner sont multiples :

- Les troubles qui ont commencé en Haïti en juillet 2018 ont influencé la perception de la sécurité en Haïti par les représentants dominicains. À cet égard, la situation en Haïti s'est dégradée jusqu'à l'assassinat de son président en juillet 2021.
- L'émergence d'un conflit d'intérêts personnels de la part des maires participants des deux côtés et le problème de la conciliation d'un total de 12 mandataires ayant des besoins et des intérêts différents.
- Le changement de 4 des 5 maires dominicains suite aux élections locales de 2020 et la fin du mandat des maires haïtiens, bien que ceux-ci aient été confirmés par nomination présidentielle en attendant de nouvelles élections. Les nouveaux dirigeants dominicains n'ont pas placé le CIT parmi les priorités de leur agenda politique et la nomination présidentielle sans nouvelles élections dans HT a conduit à une diminution de l'engagement politique des maires haïtiens.
- La pandémie de COVID-19 qui a conduit à la fermeture des frontières à partir de mars 2020 et l'impossibilité à long terme de tenir des réunions à caractère binational au niveau local.
- La détérioration des relations binationales au niveau des deux gouvernements centraux au cours des dernières années jusqu'à un blocage quasi total jusqu'à présent en 2022.

Les Mairies et les Marchés Frontaliers

Même si on ne peut pas considérer les marchés frontaliers comme des espaces de dialogue binationaux on peut sûrement affirmer que ce sont les espaces de rencontre et d'échange entre les populations frontalières les plus connus et les plus actifs.

Pendant la mission de terrain il a été très difficile de rencontrer les maires des quatre points frontaliers et des brèves réunions ont été réalisées avec la maire d'Anse à Pitre et le maire de Dajabón.

Deux jours par semaine (qui parfois augmentent selon les dispositions au niveau local) qui varient selon le point frontalier, Haïtiens et Dominicains, et commerçants et acheteurs, se rencontrent pour échanger plusieurs typologies de marchandises créant entre les deux cotés de la frontière une relation très étroite, sinon de dépendance mutuelle.

Les modalités de gestion varient suivant les décisions des mairies Dominicains, qui sont responsables de la réalisation des marchés et de leur bon fonctionnement. En effet généralement les marchés se réalisent en territoire dominicain et les Haïtiens y participent grâce à l'autorisation des autorités de ce pays qui autorisent l'entrée aux Haïtiens suivant des conditions préétablies et un règlement à respecter. Sans doute cela fait pencher la balance des échanges du côté dominicain, étant donné que les commerçants de ce côté de la frontière agissent normalement

comme vendeurs, pendant que les Haïtiens viennent s’approvisionner de produits étrangers pour consommation personnelle ou pour les revendre dans leur pays.

Dans cette situation ce sont les mairies du côté dominicain qui gèrent les marchés frontaliers, parfois directement, parfois en donnant en affermage les espaces à des entrepreneurs particuliers en recevant un montant comme location.

Il faut mettre en évidence deux points frontaliers où les autorités haïtiennes font un effort pour donner à leurs citoyens des espaces en territoire haïtien où réaliser des activités de commerce sans devoir forcément traverser la frontière, en essayant de rééquilibrer les rapports de force avec les voisins dominicains : Anse à Pitre/Pedernales et Ouanaminthe/Dajabón.

Ces efforts ont pour objectifs de transformer ces marchés, qui actuellement sont des marchés dominicains, en des marchés transfrontaliers ; et à moyen terme, en de vrais marchés binationaux.

Pour ce qui concerne Anse à Pitre/Pedernales, où le marché a une petite taille (environ 400 espaces de vente), la mairie haïtienne a pu construire une installation consacrée au commerce grâce à un financement de la coopération internationale. Cela a créé un conflit avec la mairie de Pedernales au sujet des jours de fonctionnement du marché, en effet il n’y a pas encore de clarté sur le fonctionnement alterné ou concomitant des installations des deux côtés.

En ce qui concerne le point frontalier Ouanaminthe/Dajabón, la situation est différente. Un grand effort a été fait par l’Union Européenne à travers son programme binational pour fournir non seulement un bâtiment à chaque mairie pour pouvoir réaliser les marchés, mais également un support logistique et une formation pour assurer une bonne gestion des deux côtés.

Le bâtiment qui abrite le marché frontalier de Dajabón a été construit avec le financement de l’Union européenne et les échanges commerciaux à l’intérieur ont commencé en 2011. Le projet d’expansion du marché, financé par le gouvernement et achevé en 2018, comprenait la construction d’une passerelle permettant le passage au marché frontalier de Ouanaminthe.

La construction du bâtiment du marché frontalier de Ouanaminthe, qui faisait partie du même projet et qui a donc également été financé par l’UE, a été achevée et livrée à la mairie de Ouanaminthe en 2020. Actuellement, le marché reste fermé. La passerelle est utilisée dans un seul sens, de République Dominicaine à Haïti, pour favoriser le retour des Haïtiens qui vont acheter des marchandises dans les locaux du marché frontalier de Dajabón. Mais il n’y a pas d’accord binational pour formaliser l’ouverture officielle de la passerelle et réglementer le passage des personnes et des marchandises sur celle-ci.

Le retard accumulé par les Haïtiens nous permet de comprendre la façon différente dont les deux pays comprennent l’opportunité d’avoir une telle structure à la disposition des citoyens. Il est important de noter que, pour le moment, il n’y a pas de clarté sur le nom à utiliser pour les deux

marchés (en République Dominicaine, le marché est généralement désigné comme binational, bien qu'il soit implanté sur le territoire dominicain et géré par la mairie de Dajabón).

Au niveau institutionnel on se réfère généralement aux marchés en les distinguant comme marché frontalier de Dajabón et futur marché frontalier de Ouanaminthe, dans le but de les transformer en deux marchés transfrontaliers et à moyen/long terme en un véritable marché binational.

L'ouverture du marché frontalier de Ouanaminthe devrait avoir le même impact sur l'économie locale et sur l'amélioration des conditions de vie de la population, non seulement de la ville, mais également de tout le département du Nord-Est. Pour que cette attente soit réalisée, il faudra ouvrir le marché au plus vite : après deux ans d'attente, avec les stands déjà attribués et la première cotisation annuelle payée par les commerçants, le malaise se répand parmi les marchands et la mairie est accusée de mauvaise gestion du marché avant même son ouverture.

Bien que la mairie ait ses responsabilités dans la situation actuelle, il faut préciser que le manque d'appui des institutions de l'État au niveau national a eu un effet négatif sur le processus et l'a ralenti. PNUD Haïti, Oxfam, l'Union européenne et différentes ONG's ont investi au fil des ans des fonds et de l'énergie pour permettre un fonctionnement efficace et transparent du marché, en réalisant des études de faisabilité, en proposant des modalités de gestion différentes aux autorités et en progressant dans la formation des cadres de la mairie qui serait chargée de la gestion du futur marché frontalier.

Aujourd'hui, il reste encore des preuves de ces efforts, mais plus le temps passe, moins il restera de traces du travail accompli jusqu'à présent. À partir de 2015, une série de rencontres a commencé avec le Secrétariat Technique du côté haïtien de la Commission Mixte Bilatérale et par l'intermédiaire de la sous-commission Commerce pour rechercher un accord de gestion entre les différents acteurs impliqués dans le projet. Successivement, c'est le BONFED et le MICT qui ont effectué cette démarche, mais il n'a pas encore été possible de parvenir à un accord à ce jour.

À partir du mois d'avril 2022, le MICT a reconnu le manque de capacités de la mairie de Ouanaminthe à mettre en place une gestion efficace du marché, et a soutenu la constitution d'un "Comité Paritaire" formé par les différents acteurs haïtiens aux niveaux local et national impliqués dans le projet dans le but d'effectuer un suivi du travail effectué par la mairie et même de participer activement à la gestion du futur marché frontalier de Ouanaminthe.

Cet effort coordonné de la part des autorités haïtiennes est important pour le bon fonctionnement du futur marché frontalier de Ouanaminthe, mais il pourrait ne pas suffire. En effet, il y a un risque que le marché, en termes de marchandises vendues, devienne une pâle copie du marché frontalier de Dajabón, notamment s'il n'y a pas d'augmentation de l'offre de produits haïtiens attractifs par les commerçants dominicains.

À ce jour, la question de la coordination des deux marchés, en termes de jours d'ouverture, de passage frontalier et de réglementation, a été l'un des sujets les plus discutés lors des réunions des maires des deux villes. Cette question de la coordination des deux marchés et de la résolution des problèmes de ceux-ci, qui doivent être abordés au niveau local, devrait être un point fixe à l'ordre du jour des réunions des maires. Le bon fonctionnement coordonné des deux marchés ouvrirait des possibilités de développement pour les petits commerces au niveau local et binational, et pourrait avoir un impact sur le mode de vie de l'ensemble de la communauté frontalière.

Les organisations de la société civile

Les organisations de la société civile, où les ONG sont regroupées, nationales ou internationales et les organisations de base ont une forte présence sur la zone frontalière. L'importance de la frontière, reconnue par les bailleurs de fonds, se traduit en financements à disposition de projets de développement de la frontière identifiée comme une zone stratégique.

Pendant les dix dernières années, un des secrets pour obtenir des financements était d'ajouter aux propositions de projet le mot « Binational » à la recherche de fonds dans l'espoir d'une vraie collaboration entre les deux cotés de la frontière, spécialement au niveau local. Il faut mettre en évidence que la connotation binationale n'était pas toujours assurée, et que en réalité très peu de projets au cours des années ont mis en place des activités impliquant acteurs haïtiens et dominicains qui travaillaient main dans la main ; on parle plutôt d'activités ponctuelles de rencontres et d'échanges, mais pas d'actions communes et partagées qui pourraient assurer un avancement commun des bénéficiaires dans les deux pays.

La différence de vitesse avec laquelle les activités avancent en Haïti et en République Dominicaine et l'écart de niveau d'engagement des gouvernements nationaux et des municipalités frontalières est problématique. Particulièrement dans les dernières années, la faiblesse politique et les problèmes qui traversent Haïti se répercutent dans des énormes difficultés par les organisations pour réaliser les activités planifiées sur la frontière, pendant qu'en République Dominicaine le gouvernement national a bien compris l'importance du développement frontalier et l'a mis au centre de son programme pour les prochaines années. Un exemple très clair est la stratégie « Mi Frontera RD », présentée par le bureau des Politiques de Développement de la zone frontalière du Ministère de l'Economie, de la Planification et du Développement de la République Dominicaine (MEPyD), présentée en mai 2022.

Avec cette stratégie le gouvernement dominicain cherche à attirer encore plus l'attention des bailleurs de fonds internationaux sur la zone frontalière afin de canaliser des fonds pour son développement. Cette stratégie est focalisée sur le côté dominicain de la frontière entraînant le risque d'augmenter le dénivelé avec le côté haïtien.

Il faut mettre en évidence les forces et faiblesses des organisations qui travaillent à la frontière dans les deux pays pour tout ce qui concerne le dialogue binational et la cohésion sociale pour chercher à orienter les futurs projets vers un impact avantageux pour toute la population.

Un acteur d'une certaine importance dans ce cas est le Programme de Coopération Binationale, financé par l'Union Européenne, dont l'objectif est de renforcer les relations entre Haïti et la République Dominicaine tant au niveau des gouvernements qu'entre les acteurs non-étatiques, principalement le secteur privé, les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales. Il faut spécialement considérer l'assistance Technique au PCB qui a, entre autres fonctions, celle de promouvoir des espaces de dialogue et des actions à la frontière en vue du développement frontalier.

Parmi les participants au PCB on trouve Vision Mondial qui a un large éventail d'actions, comme l'organisation de symposiums avec des spécialistes des sciences sociales, la formation de médiateurs et l'organisation d'ateliers d'art et de construction de la paix pour les enseignants et les dirigeants communautaires dans une ou plusieurs provinces frontalières en République Dominicaine et le département du Nord-Est d'Haïti ; ils promeuvent aussi l'organisation de concours d'art au niveau national dans les deux pays.

Parmi le peu d'ONG qui réalisent des activités au niveau binational il faut aussi nommer CESAL, active spécialement à la frontière Anse à Pitre/Pedernales, mais aussi à Dajabón et Montecristi.

Il faut mettre en évidence le fait que les ONG remplissent le vide laissé par les deux états en ce qui concerne les zones les plus éloignées de la frontière, où les gouvernements centraux n'arrivent pas et où parfois même les services de base ne sont pas assurés. Plusieurs organisations mettent en place des projets dans des zones isolées et réussissent à les connecter faiblement à la civilisation pour ce qui concerne la scolarisation, la création de micro-activités de génération de revenus ou l'échange de marchandise pour garantir la survie au quotidien de ces petites communautés.

En ce qui concerne le travail avec les migrants qui se réalise à la frontière, il faut clarifier que souvent les organisations haïtiennes réalisent un travail d'appui aux migrants de retour de la République Dominicaine, sans avoir la possibilité d'avoir des discussions avec les autorités dominicaines qui pourraient aider à trouver des solutions à la problématique des rapatriements ; c'est également le cas pour les organisations dominicaines qui offrent accueil et soin aux migrants haïtiens. Elles peuvent fournir un accompagnement aux personnes en difficulté, mais elles n'ont pas la possibilité de réaliser des activités qui pourraient tenter de résoudre le problème des migrations irrégulières à la racine.

Quant aux organisations de base, une caractéristique commune et transversale aux deux pays est sûrement le manque de fonds et de ressources humaines et matérielles pour réaliser le travail qu'elles proposent. En fait s'il existe bien une volonté des citoyens de travailler au bénéfice de la

communauté, le manque de connaissance, de bureaux et de fonds réduisent la quantité d'activités qui peuvent être réalisées ; le travail devient alors souvent d'organiser des réunions pour se plaindre de la situation actuelle et pour constater l'impossibilité de mettre en place les actions qui étaient prévues.

Les activités proposées, réalisées par les ONG ou les agences de coopération internationales ou du système NU, sont souvent focalisées sur l'organisation de formations et des cours de différentes typologies ; malheureusement une suroffre de ce type d'activités sans aucun résultat concret a entraîné une lassitude chez les participants qui peu à peu se sont éloignés de la vie communautaire, en effet la participation continue à des formations signifie perdre du temps utile qui pourrait être utilisé pour des activités génératrices de revenus ou au soin de la famille.

Il y a aussi de bons exemples à suivre. A suivre l'histoire de la plateforme de genre du Nord-est haïtien, de sa capacité à unir les efforts des ONG internationales, des organisations de base et des institutions gouvernementales pour se positionner comme un acteur local capable de générer un vrai changement sur le territoire.

Histoire de la Plateforme de Genre du Nord-Est - Entretien avec Jesula Blanc

Lors de la commémoration du 25 Novembre 2017, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous avons constaté que les différentes organisations n'avaient aucune coordination dans leurs actions.

Nous avons invité les différentes organisations pour arranger les célébrations, mais sans l'appui d'un projet il n'y avait pas la possibilité d'organiser des activités.

Il s'agissait toujours des mêmes femmes, pas de jeunes, pas d'hommes, pas de nouveaux leaders, et une tendance générale à minimiser les activités et ironiser sur notre engagement ; j'ai donc proposé de nous mettre en réseau afin d'organiser des célébrations avec ou sans appui externe et de s'organiser comme organisation féministe incluant des hommes.

L'idée était de l'appeler plateforme de femmes, mais nous avons opté par la suite pour Plateforme de genre afin d'être plus inclusif et pouvoir influencer les politiques de l'Etat avec pour objectif de voter des lois en faveur des femmes.

Avec l'appui d'Oxfam, projet « Fwontie sans faus coté » et avec la collaboration des Sœurs de Saint Jean et Solidarité Fwontalye, nous nous sommes réunies avec toutes les associations des femmes et les réseaux et fédérations qui étaient très faible dans le territoire du Nord-est.

Nous avons monté la Plateforme le 7 décembre 2017 de façon conjointe via un groupe WhatsApp et après les premiers échanges nous avons décidé de continuer à nous réunir. Nous avons mis en place une commission pour organiser la première assemblée générale et les élections pour choisir le conseil directif (22 mars 2018). La commission avait aussi la mission d'organiser les commémorations du 25 novembre et du 8 mars.

A ce moment nous avons un statut, un directif et l'autorisation de la mairie pour opérer. Oxfam a réalisé un diagnostic qui a généré un plan de renforcement et l'organisation de formations pour consolider la plateforme.

Avec l'appui d'un consultant nous avons réalisé la révision du statut, de la mission, de la vision et des objectifs. Nous avons commencé à réaliser des réunions participatives, des formations avec animation de groupe sur la résolution des conflits, le leadership, le genre et l'équité de genre. Un cahier de charge (doléances) à plusieurs niveau a été rédigé pour ce qui concerne les questions de genre, sociales et organisationnelles.

Un plan stratégique inspiré du plan du Ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes a été rédigé pour une durée de 5 ans ; nous avons considéré les activités au niveau national et nous les avons adaptées au contexte du Nord-est. Un manuel de gestion administrative et financière a aussi été formulé pour mieux structurer l'organisation.

Nous avons commencé à nous structurer d'une nouvelle façon pendant que IOM, Oxfam et SJM continuaient à nous supporter dans l'organisation des activités et des célébrations.

Au début 2019 nous avons gagné notre premier projet, un financement en cascade avec SJM ; en septembre le deuxième projet également été remporté avec AVSI et SJM sur la protection des droits des enfants, des migrants et des droits humains.

A ce moment nous n'avions pas de bureau, nous étions logés au bureau de Oxfam. Nous avons fait une demande au ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes pour pouvoir utiliser une maison de leur propriété à Ouanaminthe de façon provisoire, c'est ici que nous sommes logés actuellement.

IOM nous a aidé avec l'aménagement du nouveau bureau afin de le rendre opérationnel ; actuellement avec chaque projet nous comptons améliorer la dotation du bureau et sa fonctionnalité, nous avons également acheté un terrain grâce aux profits d'un service de repas offerts pour IOM aux migrants de retour suite au Covid-19.

L'idée est de construire notre propre bureau, avec une salle de conférence, un asile pour les migrants, un département pour les femmes qui n'ont pas où se loger, un département temporaire pour les femmes victimes de violence et un département pour les enfants vulnérables. Nous voulons ouvrir une station de radio nommée PGNEFM et un kiosque de vente d'eau potable pour la durabilité de la plateforme.

Pour le futur nous pensons à un collège pour les jeunes femmes, un hôpital pour les femmes et à une garderie communautaire pour les enfants à réaliser à travers des politiques de l'Etat. Nous sommes sûrs que nous pouvons réaliser ce projet, peut-être dans 5 ans, mais nous y arriverons.

A présent nous sommes en train de travailler sur la loi de la dépénalisation de l'adultère qui va entrer en vigueur en juillet 2022 et sur un plaidoyer pour une loi sur le concubinage et l'application de la loi sur paternité, maternité et filiation.

Maintenant les organisations de la zone sont plus visibles grâce à la plateforme, elles font l'accompagnement des personnes au tribunal, à l'hôpital et elles gèrent différents projets.

La plateforme a donné aux femmes de la zone le bon état d'esprit pour s'engager et lutter pour leurs droits. C'est un catalyseur de bonne énergie pour avancer dans leurs vies.

Dernièrement nous avons appuyé la création de SOCADH, solidarité des hommes haïtiens et masculinité positive ; les hommes faisant déjà partie de la plateforme se sont réunis pour travailler ensemble pour sensibiliser les autres hommes.

Maintenant nous avons des partenaires nationaux et internationaux comme CISS, IOM, Oxfam, PNUD, ONUFEM et GARR.

Points Frontaliers

Il y a des différences de dynamisme aux quatre points frontaliers pour ce qui concerne la présence des organisations de la coopération internationale, les modalités de mise en œuvre des projets et les interactions des habitants avec les activités développées.

Ces différences dépendent sans doute de la taille des villes frontalières, de l'importance qu'elles recouvrent dans les aspects politiques, stratégiques et commerciaux au niveau national et des efforts que les deux gouvernements sont en train de mettre en place pour le développement local des communautés.

Il faut mettre en évidence une faible coordination institutionnelle binationale entre les autorités locales au niveau des quatre points frontaliers. Une collaboration sporadique lors de moments d'urgence peut être remarquée, mais il n'existe pas un outil qui aide les maires voisins à collaborer de façon continue pour résoudre les problèmes quotidiens qui se présentent à la frontière.

Pour ce qui concerne la présence des organisations internationales on peut remarquer comme entre les agences du système UN, OIM est la plus présente à la frontière avec des bureaux locaux à Pedernales, Jimani, Comendador et Dajabón en République Dominicaine et à Ouanaminthe pour ce qui concerne Haïti, mais avec de la présence de personnel aussi à Malpasse et Belladère même en l'absence d'un bureau.

UNICEF a des projets actifs à Jimani, Comendador et Dajabón, mais juste avec des agents locaux qui dépendent de Saint Domingue, pendant qu'en Haïti il y a juste une personne active à Ouanaminthe. PNUD a un directeur de projet à Dajabón mais pas d'autres agents aux autres points frontaliers. ACNUR n'a pas de personnel à la frontière.

Si on considère les organisations de la société civile comme ONG nationales et organisations de base, un trait commun à toute la frontière est le manque de ressources financières et humaines pour réaliser les activités prévues. Le manque d'argent est une caractéristique mise en évidence dans la plupart des entretiens réalisés et cela influence de façon négative le développement local et aussi le travail des instances de dialogue binational déjà actives.

Pour les données de toutes les organisations actives dans le dialogue binational et la cohésion sociale à la frontière et les détails des projets mis en place, il est possible de consulter le document des fiches institutionnelles adjoint au présent document.

Ouanaminthe/Dajabón

Nous pouvons considérer ce point frontalier comme le plus actifs pour ce qui concerne la présence d'organisations qui travaillent les thématiques principales traitées dans ce document et aussi des projets en marche. En effet les deux villes sont l'objet d'un projet pilote de collaboration institutionnelle ente les deux mairies mis en place par le programme de coopération binationale de l'Union Européenne en collaboration avec le Ministère de l'Economie de la Planification et du Développement de la République Dominicaine à travers son bureau de Politiques de Développement de la zone frontalière et le MICT de Haïti à travers la Direction des Collectivités Territoriales. L'outil en question devrait institutionnaliser des sessions de travail conjointes entre les deux mairies à réaliser chaque deux mois pour discuter des thématiques au niveau local/binational et chercher des solutions aux problématiques qui se posent dans la connivence frontalière entre les deux villes.

On peut considérer ce point frontalier comme pionnier dans les instances de dialogue binational puisque c'est ici que se sont réalisées les premières réunions du Comité Intermunicipal Transfrontalier, de la table de dialogue transfrontalière et aussi des rencontres POLIFRONT/CESFRONT qui ont été ensuite répliquées aux autres points frontaliers.

Il faut aussi remarquer deux processus en cours :

Jumelage Ouanaminthe/Dajabón

Le projet d'une proposition de jumelage entre les villes de Dajabón et Ouanaminthe circule entre les principaux acteurs au niveau local et national depuis plusieurs mois. La proposition a été avancée par Eugenio Matos, conseiller spécial de l'ambassadeur de la République Dominicaine en Haïti, et a reçu le soutien de l'IOM RD jusqu'à arriver sur le bureau du coordinateur résident du système NU en République Dominicaine.

Le fait que la proposition ne soit pas venue d'un des acteurs normalement impliqué dans le dialogue binational et qu'elle n'ait pas voyagé par les voies habituelles, a conduit à ce que plusieurs des acteurs normalement impliqués dans ces affaires n'aient pas connaissance de celle-ci, y compris les deux secrétariats de la Commission Mixte Bilatérale, les Bureaux des politiques de développement frontalier et de la Coopération internationale du MEPyD et les délégations de l'Union Européenne des deux pays.

Le consultant a pu recevoir des informations plus détaillées lors de différentes réunions avec le bureau national et local de l'IOM RD et la mairie de Dajabón. Pour le moment, il s'agit d'un mémorandum d'accord en plusieurs points qui prévoit de bonnes intentions de collaboration entre les deux villes en matière de commerce et d'échanges culturels, sportifs et touristiques. À l'heure actuelle, elles peuvent être considérées comme de bonnes intentions sur lesquelles

aucun travail préalable n'a été effectué et aucun plan d'action n'est prévu. L'objectif est de parvenir à une signature de la part des deux maires, mais le document risque d'être un autre accord sans contenu avec le seul bénéfice de la propagande politique et de montrer de bonnes relations entre les deux villes.

L'initiative de CODEVI

Le parc industriel CODEVI, officiellement un investissement dominicain en territoire haïtien sur la frontière Dajabón-Ouanaminthe, emploie environ 20 000 Haïtiens comme main-d'œuvre dans les fabriques de textiles et les bureaux le long du parc. Considérant que les possibilités d'emploi ont attiré des milliers de personnes avec leur famille à la frontière du côté haïtien, le groupe CODEVI veut contribuer à un développement de la ville de Ouanaminthe et à la création d'un environnement stable au niveau frontalier pour attirer les investisseurs et apporter une contribution à la zone qui l'accueille.

CODEVI encourage la création à Ouanaminthe d'un équivalent (avec les différences appropriées) du Conseil municipal du développement prévu par la loi No. 498-06 de la République Dominicaine¹, nous ne savons pas encore quel type de personnalité juridique il pourrait assumer.

Le décret du Président d'Haïti du 1er février 2006² prévoit dans les articles 88 à 112 la création et le fonctionnement du Conseil de développement de la municipalité (CDC), équivalent par structure et responsabilités à son homologue dominicain. Ce type de structure n'a pas été constitué à Ouanaminthe et il serait important de s'assurer que la structure que veut mettre en marche CODEVI réponde à la législation susmentionnée.

CODEVI est en train de contacter les acteurs principaux dans les secteurs sélectionnés le long de la municipalité de Ouanaminthe. Son idée est d'avoir une représentation au Comité Municipal de Ouanaminthe, présidé par la mairie, pour pouvoir connaître les demandes des différents secteurs représentés et rechercher un financement pour des projets à travers l'État ou la coopération internationale.

Le plan de CODEVI a également un autre objectif : après la formation du comité municipal de Ouanaminthe il permettrait la formation d'un comité municipal binational capable de réunir des représentants des deux municipalités et des secteurs représentés pour discuter de sujets d'intérêt binationaux, d'animer une discussion et d'unir des efforts pour résoudre des problèmes communs.

¹ <https://mepyd.gob.do/estrategia-nacional-de-desarrollo-2030/marco-legal/#:~:text=E1%2019%20de%20diciembre%20del,formular%20la%20Estrategia%20de%20Desarrollo.>

² <http://www.mict.gouv.ht/wp-content/uploads/2016/04/Decret-Portant-Organisation-et-Fonctionnement-de-la-Collectivite-Municipale.pdf>

Pour le moment, des rencontres ont eu lieu avec des acteurs sélectionnés, qui sont représentatifs des secteurs principaux de la ville de Ouanaminthe pour la formation d'un comité local. La première réunion unifiée a eu lieu le 15 juin 2022 ; et à l'occasion de la seconde réunion, le 23 juin, les participants ont constitué le CONADO "Conseil d'appui au développement de Ouanaminthe" avec la participation de la mairie de Ouanaminthe, de la Solidarité jésuite pour les migrants, du Rotary club de Ouanaminthe, de la Plate-forme de genre du Nord-Ouest, de la Chambre de commerce du Nord-Ouest et de CODEVI, entre autres.

Une fois le comité constitué au niveau de Ouanaminthe, une deuxième phase prévoit la formation du Comité Municipal Binational en utilisant comme homologue le Conseil Municipal de Développement de Dajabón.

En ce qui concerne les ONG actives dans le dialogue binational, en plus de la PGNE il faut citer l'ONG italienne CISS, qui finance également les activités ; et aussi AVSI, qui est la seule ONG active sur cette frontière à avoir deux bureaux nationaux à Port au Prince et Saint Domingue qui essayent de coordonner les activités des deux côtés.

Pour ce qui est des ONG locales il faut sans doute citer le Service Jésuite aux migrants et son homologue dominicain « Servicio Jesuita a Migrantes », dont les noms précédents étaient Solidarité Fwontalye et Solidaridad Fronteriza. Même si l'organisation d'origine était du côté dominicain, dans les dernières années elle a connu un déclin alors que sa jumelle haïtienne grandissait jusqu'à occuper aujourd'hui un espace qui est reconnu au sein de la communauté frontalière de Dajabón-Ouanaminthe. Actuellement le SJM coté haïtien participe à des projets binationaux, spécialement avec les travailleurs haïtiens du secteur bananier en République Dominicaine dont les détails sont présentés sur la fiche adjointe au document.

Le Réseau Fwontalye Jeannot Succès est une autre organisation qui a des cellules pas uniquement sur ce point frontalier, mais aussi aux trois autres points de passage officiels. Ils réalisent un travail d'enregistrement et de référencement des migrants en passage et les aident dans les démarches nécessaires. Les réseaux des deux cotés échangent les informations recueillies pour collecter les données et réaliser un travail de plaidoyer avec les autorités compétentes.

Pour terminer il faut aussi citer les deux filiales locales de la Croix Rouge Internationale ; malheureusement ils ne reçoivent des fonds que quand un projet est financé par la coopération internationale et cela fait longtemps qu'elles ne travaillent plus mains dans la main. Les deux bureaux doivent chercher des financements autonomes pour gérer les activités quotidiennes qui se basent normalement sur le travail bénévole des inscrits, c'est à cause de cela qu'il leur est difficile d'avoir un impact significatif sur le territoire.

Belladère/Comendador

Nous pouvons affirmer que sur ce point frontalier le consultant n'a pas trouvé des organisations qui réalisent un véritable travail binational, à l'exemption de la table locale de dialogue transfrontalière qui malgré les difficultés liées à la fermeture des frontières due au COVID continue de réaliser un travail de rapprochement entre les deux communautés et continue dans la réalisation périodique de réunions avec les représentants des deux côtés.

Belladère/Comendador était aussi la deuxième localité où des réunions du CIT avaient été organisées. Cet outil avait bien été accueilli, mais le manque des fonds et d'autres difficultés ont causé la fin de l'organisation de ce type de réunions depuis désormais six ans.

Il y a quand même des organisations de base qui mériteraient de recevoir un appui pour pouvoir grandir et devenir des acteurs futurs pour le développement local.

On peut citer OFDAB, Organisation des femmes pour le développement et l'assainissement de Belladère, qui compte plus de 400 femmes inscrites et qui dans l'opinion du consultant pourrait jouer le rôle que la PGNE a joué à Ouanaminthe. Il y a en réalité déjà eu des contacts entre les deux organisations, mais le manque de fonds pour le déplacement et la réalisation d'activités conjointes ont pesé sur le développement de cette collaboration.

Malpasse/Jimani

Sur ce passage frontalier il n'y a pas non plus de vraies activités binationales en cours selon la définition donnée au début du document. Il faut souligner que Malpasse n'est pas une vraie ville, mais plutôt l'endroit où la frontière est basée. Dans cette zone il se réalise seulement des activités de commerce et de passage de migrants et de rapatriés. Le vrai centre névralgique du côté haïtien est Fond Parisien, à environ 15 kilomètres de la frontière, ce qui n'aide pas au maintien de relations entre les deux côtés de la frontière.

La table locale de dialogue transfrontalière, qui réunit plusieurs organisations de la société civile haïtiennes et dominicaines n'arrive pas à réaliser des activités et à se développer dans une institution formelle.

Les réunions entre POLIFRONT et CESFRONT dernièrement ont réussi à rapprocher les institutions étatiques des deux pays et à les asseoir autour d'une même table pour discuter des problèmes à la frontière, mais nous aurions besoin d'efforts additionnels pour garantir un meilleur dialogue pour ce qui concerne les citoyens de ce point frontalier.

Entre les entretiens réalisés, il n'y a qu'une seule organisation qui a des bureaux à Jimani et Fond Parisien : l'association de missionnaires « Los très arboles » (les trois arbres), qui réalise l'accueil

d'orphelins, notamment haïtiens, dans les rues de Jimani et les aide à rejoindre leurs familles en Haïti.

A Malpasse, une expérience à noter, même si elle n'est pas active sur le dialogue binational, est celle de CODDEMIR, Collectif des Organisations pour la Défense des Droits des Migrants et Rapatriés. Elle regroupe environ quinze organisations qui travaillent cette thématique et a un certain impact grâce à ses campagnes de communication dans la zone.

AFAVAF Association Fenm Voyant Fond Parisien réunit environ 50 femmes de la zone et pourrait être prise en considération comme une organisation à renforcer pour les politiques de genre.

Du côté dominicain la Fondation « Frontera Sur » qui travaille sur les points frontaliers de Jimani, Pedernales et Comendador met en place, entre autres activités établies, l'organisation de tournois sportifs au niveau binational. Malheureusement jusqu'à présent les matchs se réalisent seulement du côté dominicain à cause des problèmes de sécurité en Haïti ; pour les mêmes raisons, le passage frontalier n'est pas toujours assuré pour les joueurs haïtiens, ce qui rend très difficile la réalisation de ce type d'activité.

Anse à Pitre/Pedernales

L'ONG internationale CESAL développe des activités binationales sur ce point frontalier en utilisant les bureaux des deux côtés, basés à Pedernales, Anse à Pitre et Tiotte. Ils organisent principalement des tournois sportifs binationaux, mais ils sont aussi actifs dans l'organisation de tables de concertation, la promotion des échanges d'expériences et la formation en entrepreneuriat pour les jeunes haïtiens et dominicains qui progressent en parallèle puis se rejoignent pour des activités ponctuelles dans les deux langues. Les actions environnementales conjointes (reboisement des bassins en cogestion avec les ressources des bureaux des deux pays) et la formation de multiplicateurs pour l'information sur le changement climatique sont également très importantes.

Une des institutions la plus connue sur ce point frontalier est sûrement Aytimounyo AYM, avec plus de dix ans d'expérience dans l'accueil, l'accompagnement et la scolarisation d'orphelins. L'organisation est active dans les deux villes et peut compter sur des financements espagnols, même si elle n'a jamais bénéficié de fonds de la coopération internationale classique. Elle est très reconnue pour organiser des tournois sportifs binationaux avec le support de la fondation de l'équipe de football du Real Madrid.

Il faut noter à Anse à Pitre la présence de plusieurs associations de femmes, qui ne travaillent pas de façon coordonnée, mais parfois participent à des réunions de la table locale de dialogue transfrontalière. A noter également, les associations FENM Décidé et Fleurs de Quiskeya ; la première a des responsables locaux dans 10 communes de la région, un bureau central à Jacmel

et travaille sur la violence de genre et la santé reproductive. La deuxième réalise une petite production artisanale qui vend en Espagne et accompagne les femmes dans la mise en place de petits potagers pour consommation familiale en plus d'organiser des cours sur la santé reproductive. On peut aussi citer l'association Fanm Vanyan (AFVA) et l'association de Fanm Angage de Fond Jeannette.

L'association la plus connue par les Haïtiens à Pedernales, mais aussi par ceux d'Anse à Pitre, est sans doute ASOVOTSOPE « Asociación Voluntarios para Trabajos Sociales de Pedernales ». Depuis 2015, grâce à son travail bénévole et sans financements officiels, ils aident et accompagnent les personnes dans le besoin : filles, femmes, hommes, migrants mais aussi les morts, dont les corps sans vie sont souvent renvoyés en Haïti avec l'argent collecté parmi les inscrits.

Sur ce point frontalier on retrouve une des tables locales de dialogue transfrontalière la plus dynamique avec la participation d'environ 78 organisations des deux côtés de la frontière, même si beaucoup d'entre elles sont inactives. La table maintient ses réunions mensuelles durant lesquelles les organisations essaient d'avancer dans la résolution des problèmes communs. Le représentant admet qu'il y a quelques années il était plus facile de faire remonter les instances qu'ils proposaient au niveau national, mais ils ne perdent pas espoir et continuent leur travail grâce à un support important donné par l'église catholique de Pedernales.

A Anse à Pitre/Pedernales se réalisent aussi les rencontres POLIFRONT – CESFRONT dont nous avons déjà parlé plus en haut dans le document.

Idées de projet

Dans ce chapitre le consultant fera des propositions pour le financement et la mise en place de projets, basées sur les informations recueillies dans le document.

Premièrement, il y a besoin d'un nouveau style de coopération qui ne soit pas toujours basé sur l'organisation de cours de formation, mais aussi sur la provision des services et des outils vraiment nécessaires au développement des communautés bénéficiaires.

La provision de formations aux organisations de la société civile nationale et des organisations de base actives sur la frontière sur des modèles novateurs de coopération pourrait impulser une amélioration de la cohésion sociale à la frontière et de l'espoir pour un meilleur futur chez les jeunes.

Il faudrait tirer avantage de la génération qui a grandi avec le numérique et leur proposer des solutions et des opportunités basées sur la digitalisation où ils pourraient profiter de cet avantage

compétitif ; ou en alternative, proposer des cours strictement connectés avec le marché du travail qui puissent promouvoir l'emploi, préférablement formel.

Etant donné l'importance que les micros, petites et moyennes entreprises ont dans la zone il faudrait augmenter les efforts pour les formaliser et accroître l'offre des services pour leur permettre une meilleure durabilité, particulièrement du côté haïtien de la frontière en apportant un regard stratégique à l'économie verte et en poussant vers le respect de l'environnement, en mettant en avant qu'il s'agit d'un facteur fondamental de succès.

Ce type d'effort pourrait avoir un impact positif sur la lutte contre l'abandon scolaire et sur l'incidence de la grossesse chez les adolescentes.

Etant donné la présence sur les quatre points frontaliers de plusieurs organisations de femmes, spécialement du côté haïtien, nous devrions profiter de l'expérience positive de la Plateforme de Genre du Nord-Est et la répliquer sur les autres points frontaliers. Nous pourrions utiliser la PGNE comme multiplicateur d'expérience pour impliquer les associations de femmes présentes et identifiées sur les autres points frontaliers et ainsi les pousser vers une meilleure organisation de façon à ce qu'elles puissent contribuer au développement local. Ce type de projet pourrait impliquer les associations de femmes de la République Dominicaine et les plateformes de genre qui actuellement peuvent paraître moins actives que leurs homologues haïtiennes, en comptant sur un meilleur appui par les institutions étatiques.

Le long des 388 kilomètres de frontière, en plus des quatre points de passage officiels, nous trouvons de nombreuses communautés qui habitent au bord de la ligne de démarcation des territoires des deux pays. A cause du manque de voies de communications les citoyens qui y résident se retrouvent souvent éloignés des grandes villes et rencontrent des difficultés pour s'y déplacer. Souvent abandonnés par les institutions étatiques ils reçoivent un appui par des petits projets, gérés par des ONG nationales, des organisations religieuses ou par des organisations de base. Les habitants de ces zones vivent fréquemment sans prendre en compte la ligne de démarcation, se sont de vraies communautés binationales qui se supportent de façon mutuelle pour trouver les moyens de faire face à la vie quotidienne. Même s'ils arrivent à stimuler la production agricole, les problèmes de transport et de commercialisation font que les récoltes peuvent être utilisées exclusivement pour la consommation familiale et ne peuvent pas générer de revenus pour améliorer la qualité de vie de la population. Cela entraîne une spirale de sous-développement difficile à arrêter.

La mise en place d'un grand projet incluant plusieurs zones éloignées de la frontière qui considère aussi la construction d'infrastructures ainsi qu'un support logistique, pourrait avoir un impact positif sur plusieurs aspects de la vie de ces populations en commençant par la scolarisation des jeunes et des filles qui, en manque de nouvelles bases pour un changement structurel, continuent de répéter le même schéma de vie que leurs parents sans avoir la possibilité de s'en sortir.

Pour conclure ce chapitre, le consultant propose une coordination plus stricte entre le PCB et l'assistance technique qui sont en train de faire des efforts pour une amélioration de la cohésion sociale et du dialogue binational sur les quatre points frontaliers, impliquant plusieurs organisations qui y travaillent.

Conclusions

Comme ressort du document, il est évident que c'est à Ouanaminthe/Dajabón que sont concentrés la plupart des efforts en ce qui concerne le dialogue binational et la collaboration entre les deux villes, étant donné les bonnes relations qu'entretiennent historiquement les deux mairies et d'autres facteurs comme l'extrême proximité des deux municipalités qui facilite les échanges commerciaux et culturels. Il faut noter que les bonnes relations entre les maires sont un point crucial en ce qui concerne la création, le maintien et le développement des rapports de bon voisinage.

Je pense que le moment est arrivé d'arrêter de mettre en place de nouveaux projets pilotes dans cette zone et de commencer à transférer les leçons qui ont été apprises ici, aux autres points frontaliers. Il reste encore beaucoup d'efforts à mettre en place afin d'uniformiser le niveau de développement des huit villes voisines.

Une meilleure coordination entre les différentes organisations étatiques, de la coopération internationale ou de base est nécessaire pour avoir un meilleur impact et éviter la duplication de projets qui sont similaires.

IOM, comme principale agence du système NU active à la frontière a la possibilité de diriger ce processus, mais aussi d'améliorer la coordination de ses bureaux locaux basés dans des villes voisines de façon de maximiser son impact.

Pour ce qui concerne la question de genre on a noté que dans la plupart des cas, chez beaucoup d'organisations il n'y a pas encore une vraie conscience de ce qu'il signifie d'intégrer la perspective de genre de façon transversale dans les projets et dans les actions quotidiennes en général. Les représentants entretenus comprennent l'importance du respect mutuel, de l'intégration des femmes sur le lieu de travail, mais on est encore loin d'une vraie parité entre hommes et femmes comme souligné par la représentante de la Plateforme de Genre du Nord-Est.

Un autre aspect où il y a encore du travail à faire est sûrement celui qui concerne les relations des différentes institutions et organisations actives à la frontière avec le secteur privé. Seulement dans le cas de CODEVI il y a une vraie implication du secteur privé sur le dialogue binational et la cohésion sociale à la frontière ; pour le reste il a des cas de financements isolés pour la réalisation d'activités ponctuelles ou de donations sporadiques juste en cas d'urgence. Il faudrait pousser

pour une meilleure coordination avec les entrepreneurs et une bonne occasion est représentée par le Programme de Coopération Binational, qui a dans le secteur privé un partenaire de valeur et disponible à collaborer.

Pour conclure, pour ce qui regarde la communication on peut affirmer que les modalités utilisées à la frontière sont plutôt classiques, pour ne pas dire dépassées. En croisant les informations recueillies dans les entretiens réalisées avec les données d'environ 450 questionnaires remplis avec la participation de la population frontalière on trouve qu'en Haïti la bouche à l'oreille reste la modalité la plus efficace pour la diffusion des nouvelles entre la population adulte, pendant qu'en République Dominicaine le passage de voitures avec des hautparleurs est le moyen le plus utilisé pour rejoindre le même segment. Parmi les plus jeunes les réseaux sociaux et l'internet résultent être les canaux de communications les plus utilisés pour s'informer des événements au deux côtés de la frontière.

Annexe 1 : Fiche Institution utilisée

- Nom de l'organisme, adresse, numéro de téléphone, email :
- Nom et contact du point focal :
- Secteurs d'activité :
- Echelle d'action :
- Expérience et impact sur le terrain :
- Nombre de personnes travaillant pour l'institution :
- Activités principales :
- Objectifs spécifiques de l'institution :
- Problèmes rencontrés :
- Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?
- Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?
- Budget annuel à disposition pour les activités :
- Principaux partenaires et relations avec eux :
- Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?
- Quelle approche adoptez vous face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?
- Quels formats utilisez vous ? Quelle est la marge d'innovation ?
- Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?
- Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)
- Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?
- Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?
- Vos attentes et besoins :

Annexe 2 : Liste des organisations et institutions locales entretenues

Ouanaminthe/Dajabón

A Ouanaminthe :

- CISS Cooperazione Internazionale Sud Sud
- Réseau Frontalier Jannot Succès
- Croix Rouge Haïtienne-Ouanaminthe
- GARR Ouanaminthe
- LUMOS
- Plateforme de Genre du Nord-Est, PGNE
- Service Jésuite au Migrants/ Solidarité Fwontalié-Haiti
- Hermanas de San Juan Evangelista, Soeurs de Saint Jean

A Dajabón :

- ADETDA Agencia de Desarrollo Económico Territorial Dajabón
- Cruz Roja Dominicana filial Dajabón
- Mesa de Dialogo Binacional Dajabón/Ouanaminthe
- Plataforma de genero Dajabón
- SSID Servicio Social Iglesias Dominicanas

Belladère/Comendador

A Belladère :

- Fondation Zanmi Timoun
- GARR Belladère
- IBESR Belladère
- OFDAB Organisation des femmes pour le développement et l'assainissement de Belladère
- ONM Belladère

A Comendador :

- Alcaldía de Comendador
- Fédération de Juntas de vecinos de Comendador
- Mesa diálogo transfronterizo Comendador/Belladère

A Malpasse :

- CODDEMIR Collectif des Organisations pour la Défense des Droits des Migrants et Rapatriés
- Fenm Voyant AFAVAF Association Fenm Voyant Fond Parisien
- Table Transfrontalière de dialogue de Malpasse/Jimani

A Jimani :

- CEDESO Centro de Desarrollo Sostenible
- Fiche Institution CAIPI Centro de Atención Integral a la Primera Infancia
- Fondation Frontera Sud
- Iglesia Cristiana Cuerpo de Cristo
- Asociacion de misioneros los très arboles
- RTS Misiones Reaching , Teaching, and Sending
- Vision Mundial Jimani

Anse à Pitre/Pedernales

A Anse à Pitre :

- Asociacion Femmes Actives Fond Jeannette
- Aytimounyo AYMAY
- CESAL
- FADA Fenm Décidé Anse à Pitre
- FENM Décidé anse à Pitre
- Planteurs Fond Jeannette
- Fleurs Quiskeya
- Réseau Fwontalier Jeannot Succès Anse à Pitre

A Pedernales :

- ASOVOTSOPE Asociación Voluntarios para Trabajos Sociales de Pedernales
- CESAL Pedernales
- Mesa de dialogo Transfronterizo Pedernales/Anse à Pitre



Annexe 3 : Fiches des institutions entretenues en adjoint

Fiches des Institutions Entretienues

Sommaire

Port au Prince/Saint Domingue	4
Port au Prince.....	4
POLIFRONT	4
IBESR Institut du Bien Être et Social et de Recherches	7
ONM Organisation Nationale des Migrations.....	10
IOM Haiti	13
Saint Domingue.....	17
ACNUR RD	17
UNICEF RD	21
IOM RD	24
CONANI Consejo Nacional para la Niñez y la adolescencia	28
CESAL RD	31
OBMICA, Centros para la Observación Migratoria y Desarrollo Social en el Caribe.....	35
Ouanaminthe/Dajabón	39
Ouanaminthe	39
CISS Cooperazione Internazionale Sud Sud	39
Réseau Frontalier Jannot Succès.....	42
Croix Rouge Haïtienne-Ouanaminthe	45
GARR Ouanaminthe	48
LUMOS	50
Plateforme de Genre du Nord-Est, PGNE	53
Service Jésuite aux Migrants/ Solidarité Fwontalié-Haiti	56
Hermanas de San Juan Evangelista, Soeurs de Saint Jean	60
Table de la société civile binationale Ouanaminthe	63
UNICEF Ouanaminthe	64
Dajabón	67
ADETDA Agencia de Desarrollo Económico Territorial Dajabón.....	67
AVSI Associazione Volontari Solidari Internazionali	70
Cruz Roja Dominicana filial Dajabón	73

Mesa de Dialogo Binacional Dajabón/Ouanaminthe.....	76
Plataforma de genero Dajabón.....	79
SSID Servicio Social Iglesias Dominicanas	82
Belladère/Comendador	85
Belladère	85
Fondation Zanmi Timoun.....	85
GARR Belladère	88
IBESR Belladère	91
OFDAB Organisation des femmes pour le développement et l'assainissement de Belladère	93
ONM Belladère.....	95
Comendador	97
Alcaldía de Comendador	97
Fédération de Juntas de vecinos de Comendador.....	100
Mesa diálogo transfronterizo Comendador/Belladère.....	103
Malpasse/Jimani	105
Malpasse	105
CODDEMIR Collectif des Organisations pour la Défense des Droits des Migrants et Rapatriés.	105
Fenm Voyant AFAVAF Association Fenm Voyant Fond Parisien.....	108
Table Transfrontalière de dialogue de Malpasse/Jimani.....	111
Jimani	113
CEDESO Centro de Desarrollo Sostenible	113
Fiche Institution CAIPI Centro de Atención Integral a la Primera Infancia	116
Fondation Frontera Sud	119
Iglesia Cristiana Cuerpo de Cristo	121
Asociacion de misioneros los très arboles.....	123
RTS Misiones Reaching , Teaching, and Sending	126
Vision Mundial Jimani	128
Anse à Pitre/Pedernales.....	131
Anse à Pitre	131
Asociacion Femmes Actives Fond Jeannette	131
Aytimounyo AYM.....	133
CESAL.....	136
FADA Fenm Décidé Anse à Pitre	138

FENM Décidé anse à Pitre	141
Planteurs Fond Jeannette	144
Fleurs Quiskeya	146
Reseau Fwontalier Jeannot Succès Anse à Pitre	148
Pedernales	150
ASOVOTSOPE Asociación Voluntarios para Trabajos Sociales de Pedernales	150
CESAL Pedernales	153
Mesa de dialogo Transfronterizo Pedernales/Anse à Pitre	155

Port au Prince/Saint Domingue

Port au Prince

POLIFRONT

Adresse, numéro de téléphone, email :

Tabarre 44, rue Fleurant 2, Havila 33117788, polifrontpnh@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Jackson Hilaire, Directeur POLIFRONT

Secteurs d'activité :

Appuyer la Douane, la Migration et les autres acteurs pour la sécurité de la frontière

Contrôle frontalier

Contrebande

Echelle d'action :

Nationale

Expérience et impact sur le terrain :

2015, mais opérationnelle en 2017

La contrebande a diminué sur les points contrôlés, les voyages clandestins aussi

Nous n'avons pas de statistique pour faire la comparaison, mais nous pouvons tout de même noter une diminution des cas.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

312 agents, dont 35 filles. 6 Commissaires, 23 inspecteurs.

18 personnes au personnel administratif

Activités principales :

Patrouille de la frontière

Appui à la douane et à la DIE

Sécurité des zones frontalières

Contrôle des marchandises

Assurer la circulation régulière des passagers

Visiter les bords frontaliers

Appuyer a police locale des points frontaliers

Objectifs spécifiques de l'institution :

Prévention et répression du crime transnational organisé

Contrôle du flux migratoire en appui à la DIE

Répression de la contrebande

Protection et sécurité des points frontaliers

Problèmes rencontrés :

Patrouiller les zones inaccessibles

Contrôle difficile des marchandises et des conteneurs

Couvrir toute la frontière à cause de son extension

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous faisons partie de la PNH, et de tous les corps

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

IOM, Ambassade du Canada, Ambassade des EU.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'y a pas un budget spécifique, notre budget est celui de la PNH ajouté à l'appui des partenaires

Principaux partenaires et relations avec eux

Brigade de Protection de Mineurs BPM, Bureau pour la lutte au trafic des stupéfiants BLTS, AGD, DIE, IBESR, IOM, ambassade du Canada affaires mondiales, ambassade des US bureau narcotiques.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Réunion POLIFRONT/CESFRONT au niveau des 4 points frontaliers. Les réunions ne se réalisent pas de façon régulière.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le travail en synergie avec les différents acteurs étatiques et non étatique.

Renforcer la confiance entre la POLIFRONT et le CESFRONT par le dialogue entre les commandants.

Créer un réseau d'informateurs sur la ligne frontalière pour le monitoring de toute la ligne.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

La population frontalière se sent beaucoup plus en confiance.

Les agents sont formés spécifiquement sur la gestion et le contrôle de frontières.

Spécialisation des compétences.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous avons des relations avec des syndicats travaillant au niveau de la frontière, comme le syndicat des transports, camionneurs et transporteurs en général.

Nous passons par le Directeur Central de la Police Administrative qui parle avec le DG de la PNH.

La POLIFRONT fait monter ses instances au DG PNH au travers du Directeur Central de la Police Administrative.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Au niveau des bases, les logements sont différenciés entre femmes et hommes.

Les femmes enceintes sont assignées au travail de bureau.

Pour le reste femmes et hommes ont les mêmes tâches. Il y a une présence féminine dans tous les bureaux ou bases de la POLIFRONT.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Système de leadership participative. Chaque service peut apporter ses idées sur les projets ou une décision à prendre. Nous faisons en sorte de respecter la hiérarchie, les agents peuvent exprimer leurs opinions mais ils doivent passer par leur chef assigné.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Une meilleure couverture de la frontière, une augmentation des effectifs, structurer le réseau d'informateurs, lancement de la base de données.

Insuffisance de matériel de protection personnelle, technologie en matière de surveillance aérienne, véhicules adaptés pour patrouiller dans les zones inaccessibles de la frontière (tricycle de type POLARIS). Une salle de sport bien équipée au niveau du Quartier Général de Port au Prince et aménagement des dortoirs du Quartier Général.

Moyens technologiques pour le contrôle des conteneurs (scanner).

IBESR Institut du Bien Être et Social et de Recherches

Adresse, numéro de téléphone, email :

13 Avenue des marguerites, Tourgeau

lbessr01@yahoo.fr

Nom et contact du point focal :

Roosevelt Jean Luis coordonnateur bureaux régionaux

Secteurs d'activité :

Protection des enfants

Promotion sociale

Assistance ou accompagnement

Echelle d'action :

Nationale

Expérience et impact sur le terrain :

1958. Une institution reconnue par toutes les institutions au niveau national. Elle est présente dans tous les départements et elle gère l'enfance dans tous ses aspects. Il n'y a pas d'indicateurs pour mesurer l'impact directement.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Il y a normalement 4 personnes à chaque frontière : 3 personnes à Belladère, 2 à Ouanaminthe, 2 à Anse à Pitre, 2 à Malpasse.

Activités principales :

Contrôle (sortie et entrée) des enfants et des personnes qui les accompagnent.

Accueil des enfants accompagnés ou non accompagnés.

Surveillance

Sensibilisation sur les droits des enfants et la traite de personnes.

Formation pour les partenaires.

Prise en charge temporaire des enfants (maximum une semaine)

Objectifs spécifiques de l'institution :

Protection des enfants, accompagnement, promotion des droits

Problèmes rencontrés :

Le climat politique, l'insécurité dans le pays.

Manque de budget d'investissement.

Manque de moyens logistiques, personnel insuffisant.

Pas de bureau à Anse à Pitre.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

GTPE coordonné par IBESR.

Table sectoriel gérée par le ministère des affaires sociales.

Rencontres bilatérales avec CONANI au niveau des frontières.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Avec l'UNICEF nous avons un cadre de coopération annuel ou pluriannuel.

Projets avec SSJ à Ouanaminthe.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Seulement budget de fonctionnement.

Principaux partenaires et relations avec eux

UNICEF, ONM, IOM, GARR, World Vision, Mairies pour les actes de naissance

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Participation aux réunions POLIFRONT/CESFRONT et à des réunions avec CONANI spécifiquement.

Groupes WhatsApp pour la gestion des enfants avec CONANI

Activités binationales à réaliser à partir de cette année avec CONANI et UNICEF.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Une approche basée sur le dialogue.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Une expérimentation avec Tablet à Ouanaminthe pour le recueil des données, uniquement sur cette frontière.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Au niveau local il y a des collaborations, mais rien de formel.

Au niveau du terrain il y a une bonne couverture des activités réalisés. IBESR est invité à participer à la transmission radio au niveau local et à participer aux débats sur la protection des enfants.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Il y a un point focal sur la question du genre à Port au Prince, mais juste chargé de participer aux activités sur le genre, la perspective n'est pas intégrée dans le travail de IBESR.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Le Ministère des Affaires Sociales organise des assemblées politiques de Promotion et Protection Sociale pour demander une politique sectorielle où nous allons impliquer les représentants régionaux et les partenaires. Un axe géré par IBESR où nous écoutons les opinions des partenaires.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Pas de contact avec les entreprises privés. Protection des enfants dans le milieu du travail pour seule collaboration.

Collaboration pour les célébrations des journées des enfants ou d'autres activités occasionnelles.

Vos attentes et besoins :

Avoir une petite augmentation du budget pour pouvoir améliorer les activités

Renforcer la collaboration avec les bailleurs UNICEF et USAID, Catholic Relief Service CRF.

Plus de personnel et meilleure logistique

Du matériel, le renforcement des capacités du personnel, moyens de transport.

ONM Organisation Nationale des Migrations

Adresse, numéro de téléphone, email :

24 Rue A. Qualo, Pegui-Ville 2810 3123 /2810 3124

onmhaitisecretariatdg@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Reims Benjamin directeur des bureaux régionaux reimsbenjamin@yahoo.com

Secteurs d'activité :

Migration, Accueil, assistance aux migrants

Echelle d'action :

Nationale

Expérience et impact sur le terrain :

1995. Ambassade du Canada et IOM pour la construction des CRFS. Depuis que ONM est directement présente sur les points frontaliers le service aux migrants s'est beaucoup amélioré.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

12 personnes à Ouanaminthe, 5 à Belladère, 5 à Malpasse, 4 à Anse à Pitre.

Activités principales :

Accueil et distribution de kits alimentaires et hygiéniques, argent pour pouvoir se déplacer.

Hébergement et plats chauds en concert avec IOM.

Recueil des données concernant les migrants au travers d'un formulaire pour la gestion d'une base de données et la rédaction de rapports.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Gestion des migrants, volet de réintégration pour les migrants de retour.

Problèmes rencontrés :

Les informations données par les migrants ne sont pas toujours fiables, les personnes peuvent donner de fausses informations concernant leur nom, prénom. Dans ce cas le suivi est compliqué.

Empêcher que les migrants de retour ne repartent à nouveau vers la RD.

Les heures des rapatriements réalisés par la RD. Parfois ils arrivent en dehors des horaires de bureau ce qui rend plus difficile la gestion des migrants.

Les rapatriements se réalisent sans que nous soyons prévenus alors qu'il y a un accord pour que nous soyons informés 24h à l'avance.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

GTPE, Groupe de Travail de Protection des Enfants à Ouanaminthe.

Protection Transfrontalière

DGM, direction Générale de Migration du coté dominicain, mais ils ne sont pas très actifs.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Projet financé par l'ambassade du Canada en collaboration avec IOM géré par ce bureau.

Aide aux enfants et femmes vulnérables dans les régions frontalières, en Haïti et la République Dominicaine.

La Direction Technique gère les autres projets.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas d'information. Il y a un budget global qui change en fonction des activités.

Principaux partenaires et relations avec eux

IOM, IBESR, DIE, MICT, MAE, GARR, SJM, BPM, RFJN, Croix rouge, ils réfèrent les migrants aux différentes organisations en fonction de leur situation.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Participation aux réunions binationales POLIFRONT/CESFRONT et aux réunions pour la coordination des activités du projet de l'ambassade du Canada au niveau des bureaux locaux.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Ils sont en train de monter une équipe juridique pour la gestion de ce type de conflits. Par exemple les cas de femmes enceintes rapatriées à Pedernales.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Utilisation de Tablet sur les points frontaliers pour la récolte des données pour que nous n'ayons plus à utiliser des papiers et des stylos, de cette façon les données arriveront directement sur le serveur du bureau central.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Collaboration avec une organisation de médecins pour la gestion de la crise Covid à la frontière.

Les médias sont toujours informés des activités de ONM et lui donnent assez de visibilité.

Le ministre des Affaires Sociales est toujours informé des activités de ONM.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Au niveau des CRF il y a une séparation des espaces entre hommes et femmes pour garantir leur privacité.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

C'est plutôt au niveau central que les projets sont rédigés mais nous pouvons recevoir des orientations par les bureaux régionaux.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Pas d'impact pour le moment. Nous commençons à travailler sur un projet avec IOM pour la réinsertion au travail des migrants où il y aura différentes entreprises du secteur privé comme partenaires.

Vos attentes et besoins :

Travailler pour améliorer la situation des migrants. Nous avons besoin de plus de budget pour continuer à assister les migrants.

Il faudrait avoir un budget d'investissement et pas seulement de fonctionnement.

Arranger les relations binationales pour que les conditions des rapatriements puissent être améliorées.

IOM Haiti

Adresse, numéro de téléphone, email :

Tabarre 27, # 11 rue E. Pierre – Zone de l'Ambassade des EU, Port-au-Prince, Haiti

+509 29 47 7746 www.haiti.iom.int

Nom et contact du point focal :

Federica Cecchet, Deputy chief of mission fcecchet@iom.int +509 4907 4872

Secteurs d'activité :

Dialogue binational, relation avec les Dominicains, support de l'Etat haïtien dans la gestion des frontières et renforcement des institutions sur la frontière.

Assistance aux migrants, assistance à la population frontalière.

Programme promotion vaccination COVID à la frontière.

Support carte d'identité nationale en support à l'ONI.

Support au CRF.

Réponse humanitaire en support à la protection civile, programme de soutien aux constructions plus sûres, support aux victimes des gangs au niveau urbain.

Assistance humanitaire aux rapatriés par air et par mer.

Support national au système de gestion de risques et de désastres.

Alerte précoce de protection des zones urbaines affectées par la violence.

Assistance à la diaspora.

Echelle d'action :

Nationale et Internationale.

Expérience et impact sur le terrain :

Présence dans le pays depuis 1974. Pas de mesure officielle de l'impact des actions.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

N/A.

Activités principales :

Réception et assistance médicale et psychosociale, prise en charge des migrants, référencement dans le cas de GBV, assistance à mineurs non accompagnés.

Organisation de réunions RD-Haiti.

Assistance COVID au ministère de la Santé, détection de cas COVID sur les 4 points frontaliers.

Collecte de données sur le flux migratoire.

Appui à la DIE et POLIFRONT avec le système MIDAS pour l'enregistrement digital des entrées et sorties des personnes du pays.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Promouvoir une migration sûre et coordonnée.

Faciliter le dialogue entre les gouvernements de RD et Haiti sur la thématique migratoire.

Problèmes rencontrés :

Insécurité dans le pays qui rend difficile l'implémentation des programmes.

Faiblesse institutionnelle et incertitude au niveau politique.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Réseau national de volontaires, travail avec toutes les institutions au niveau local sur les départements frontaliers.

Groupe de protection des migrants.

CNLTPO National Committee to Combat Trafficking in Persons.

Support aux tables binationales de dialogue.

En charge du Migration working group au niveau binational où nous invitons différentes institutions en fonction de la thématique traitée.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

N/A.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 30/40 million de USD.

Principaux partenaires et relations avec eux

IBESR, ONM, ONI, DGPC, POLIFRONT(PNH), National Committee to Combat Trafficking in Persons CNFTP.

Les différents ministères du gouvernement MICT, ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, ministère des travaux publics, MAST, ministère des affaires sociales et du travail, ministère de la santé.

Entreprises privés, diaspora, la plupart des organisations communautaires de base, GARR, Sœurs Saint Jean, SF, ONG internationales.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Protection et assistance pour les migrants et mineurs non accompagnés.

Assistance légale network de advocacy sur la frontière pour les droits des migrants.

Organisation des tables binationales de dialogue.

Organisations de réunions POLIFRONT/CESFRONT et de formations conjointes des deux forces.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous avons des programmes financés par le Peace building FUND en collaboration avec le PNUD pour la promotion des communautés frontalières à travers l'art et le sport.

Dialogue binational face à la résolution des conflits.

Facilitation pour l'insertion au monde du travail à travers des parcs industriels, support aux services de base comme des écoles et des hôpitaux.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Contact direct avec les entreprises du secteur privé pour l'insertion dans le monde du travail pour les migrants de retour et les habitants des communautés frontalières.

Groupes de travail sur l'art et la chanson pour la sensibilisation sur les droits des migrants, cours de cuisines créole et dominicaine, événements socio culturels binationaux.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Contact avec les écoles professionnelles pour organiser des cours pour faciliter l'accès aux usines et au travail professionnel.

Ecole professionnelle de construction pour promouvoir une architecture plus sûre en Haïti.

Nous travaillons en collaboration avec les médias, présentation sur le travail de IOM, participation à des émissions radio pour sensibiliser la population et répondre à ses questions, diffusion de vidéos sur la question migratoire.

Nous avons un bureau de communication au sein de l'organisation.

Au quotidien nous travaillons avec le gouvernement pour la promotion de la migration régulière, lorsqu'il y a des abus ou des violences nous plaidons pour améliorer les conditions des migrants les plus vulnérables.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Elle fait partie intégrante de notre travail soit à l'intérieur du bureau soit dans la mise en œuvre des programmes et des projets.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Tous les programmes sont conçus avec la participation des communautés et des bénéficiaires des projets, organisation de Focus Groups et de sondages. De notre côté l'approche bottom-up est fondamentale pour la réussite des programmes.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Programme d'implémentation de vocational training, nous sommes en contact avec tous les parcs industriels et usines qui souhaitent embaucher des bénéficiaires de nos projets, soit des migrants de retour soit des résidents des communes frontalières.

Network de la diaspora qui souvent a des business en Haiti ou à l'étranger.

Nous travaillons avec AGERCA, une organisation composée par des entreprises privés qui s'occupe de gestion des urgences et désastres naturels.

Vos attentes et besoins :

Continuer à appuyer le gouvernement et la population en promouvant une migration coordonnée.

Continuer avec l'implémentation des projets sur le long terme pour aider la population à améliorer leur condition de vie. Permettre l'accès aux services de base.

Augmentation des programmes, spécialement pour ce qui concerne l'accès au travail et l'inclusion économique.

Saint Domingue

ACNUR RD

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Nicolas Penson 115 Santo Domingo +1 8092747111 www.unhcr.org/dominican-republic
domsa@unhcr.org

Nom et contact du point focal :

Teresa Vásquez 809 545 1115 vasquez@unhcr.org

Secteurs d'activité :

Protection, orientation et assistance juridique.

Aide humanitaire.

Protection de la communauté.

Moyens de subsistance.

Echelle d'action :

Nationale

Expérience et impact sur le terrain :

Depuis 2010. De 2014 à 2020 Plaidoyer pour la nationalité des personnes démunies et aide aux demandeurs d'asile.

Accompagnement légal des réfugiés, enregistrement biométrique national.

Depuis la pandémie :

Composante protection communautaire, nutrition Ateliers VBG, éducation à la santé sexuelle et reproductive.

Impact climatique et recyclage.

Soutien aux migrants du Venezuela.

Kit d'urgence, distribution d'argent, enquête de suivi des besoins de protection des migrants, 800 familles apatrides et 1000 familles vénézuéliennes assistées.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

16 nationaux, 7 internationaux, 24 contrats de service de l'UNOPS, au total 47.

Activités principales :

Assistance juridique avec l'aide des partenaires.

Distribution de kits alimentaire et d'hygiène et de médicaments dans différentes provinces après enquête sur les besoins.

Ateliers espagnol et créole, santé sexuelle et reproductive, autonomisation communautaire, culture afro-descendante, tournois sportifs.

Formation des officiers supérieurs de la Direction Générale des Migrations, du CESFRONT et de l'Armée sur le mandat du ACNUR, les mécanismes de référencement, comment reconnaître les cas d'intérêt sur le terrain.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Travailler avec l'État pour faire appliquer la loi.

Renforcer l'accès au système d'asile.

Appui à l'État pour la régularisation des migrants vénézuéliens.

Soutien au développement des personnes et des communautés.

Faim zéro, réduire la pauvreté, WASH.

Problèmes rencontrés :

Manque de ressources, les besoins sont toujours supérieurs aux ressources.

Assistance aux sans-papiers qui ne sont pas couverts par les programmes de protection sociale de l'État.

Discrimination structurelle et haine fondée sur l'origine ethnique.

Moyens de communication.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Plateforme « Dominicanos por derechos » qui rassemble des ONG et des mouvements de la société civile.

OBMICA, MUDA, ASCALA

Plate-forme de réponse 4 Venezuela pour la question vénézuélienne.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Fonds propres. ACNUR est financé principalement par le Bureau pour la population réfugiée et la migration des États-Unis.

Union européenne, Echo.

Budget annuel à disposition pour les activités :

4,6 millions de USD en 2021.

Principaux partenaires et relations avec eux

ASCALA Sœurs escalabrinères avec équipe légale.

Heartland alliance internationale équipe légale et promoteurs.

Institut de développement dominicain IDD Intégral.

CESAL.

SEVESO ONG dominicaine au sud.

OBMICA, UNICEF, PMA, UNFPA, IOM.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

3 rencontres binationales à Elis Pina, Dajabón avec les autorités et la société civile pour l'accès au système d'asile et de nationalité.

Le mandat de ACNUR est de se faire connaître auprès de la population frontalière.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Travail avec la DGM, la DIE et le consulat d'Haïti quand il y a des cas d'intérêt, la DGM les appelle quand il y a une personne d'intérêt, accompagnement à leur domicile, libération, accompagnement légal. Les cas doivent être identifiés par le personnel local, 400 cas en une année.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Remise d'espèces aux apatrides, pour différents profils. Il a été possible de retirer des espèces juste avec un code pin sans ouvrir de compte bancaire, impossible sans documents.

188 ménages de réfugiés assistés.

1714 ménages vénézuéliens assistés.

1361 apatrides assistés.

Suivi des besoins de protection et d'éducation.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Accord avec Mara Ammara, un cabinet d'avocats qui s'occupe des demandeurs d'asile et des détenus.

Ateliers de formation pour les journalistes sur des sujets d'intérêt.

Ateliers de porte-parole avec l'objectif que les dirigeants communautaires puissent participer au débat et être les portes-parole de leur propre histoire lors d'une tournée médiatique.

Suivi des interventions médiatiques.

Bell avec l'OIM pour les Vénézuéliens.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Stratégie genre et diversité transversale dans toutes les activités.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Diagnostic participatif et redevabilité dans les communautés à l'écoute des organisations de base et des bénéficiaires.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Cela fait partie de la nouvelle stratégie pour les années à venir : liens avec les personnes d'intérêt, stage pour les cas d'intérêt pour leur réinsertion dans le milieu de travail.

Vos attentes et besoins :

Des ressources pour accroître l'aide à la population dans le besoin.

Promouvoir les activités WASH dans les bateyes.

Renforcer la sécurité alimentaire, l'accès à l'assainissement, l'électricité, l'eau potable, le ramassage des ordures.

Changement climatique et impact environnemental.

Possibilités de citoyenneté et de développement pour les cas d'intérêt de façon à mettre de côté l'assistanat.

UNICEF RD

Adresse, numéro de téléphone, email :

Avenida Anacaona 9, Santo Domingo www.unicef.org/dominicanrepublic

Nom et contact du point focal :

Elisa Frias official de protection infantile efrias@unicef.org +18096047507

Secteurs d'activité :

Protection de l'enfance.

Assistance alimentaire, eau et assainissement, nutrition.

Pour le futur : santé, vaccination et assistance aux femmes enceintes.

Echelle d'action :

Nationale.

Expérience et impact sur le terrain :

Juin 2016. Promouvoir le dialogue binational sur la manière d'améliorer la protection de l'enfance.

Un protocole d'aide aux enfants migrants qui n'existait pas en cas de violence, le regroupement familial et en cas de besoin l'hébergement temporaire.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

52 personnes, 28 staffs, 24 consultants, 4 internationaux.

Activités principales :

Consulter web site.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Éviter les expulsions arbitraires d'adolescents, d'enfants et de femmes enceintes.

Eviter la séparation familiale.

Problèmes rencontrés :

Les faiblesses institutionnelles en matière de connaissances et de capacités des fonctionnaires et de la société civile.

Très peu d'assistance, faible réponse de l'État, y compris les ressources humaines et financières.

Même au CONANI, il y a très peu de ressources humaines.

Faible coordination institutionnelle.

La plupart des fonctionnaires dominicains ne parlent pas le créole.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous consolidons les réseaux en renforçant leurs capacités à travers un cours avec l'Institut National de la Migration et l'UE spécialisé dans le droit des enfants en situation de mobilité ou migrants.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Fonds internes dédiés, USAID 2021, UE 2019, 2020.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Ils ne partagent pas.

Principaux partenaires et relations avec eux

Vision mondiale et plan international qui a des bureaux sur les 4 points frontaliers. Partenaires d'implémentation.

Experts sur le thème de l'enfance et de la migration.

CONANI, Institut national des migrations INM, OIM, ACNUR.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Des rencontres binationales pour la protection des enfants en mobilité, des enfants migrants ou des enfants qui viennent de façon saisonnière pour participer aux récoltes, par exemple la migration pendulaire des fèves et bananes.

La régularité dépend de la disponibilité des fonds. Dans la pandémie, ils sont devenus virtuels. Ils peuvent être mensuels.

Cours spécialisé de formation synchrone et asynchrone destiné aux responsables d'organisations de la société civile, institutions de l'état, représentants haïtiens qui parlent dominicain, protection des droits des enfants et des adolescents dans la migration et la mobilité.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Aucun conflit n'a été expérimenté directement dans les activités quotidiennes à la frontière.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Les rencontres binationales pendant la pandémie avec une approche hybride avec des personnes participant en présentiel et d'autres connectées. C'était bon pour impliquer les gens dans les communautés avec un accès internet limité, qui pouvaient participer en personne.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Ligne d'assistance psychologique gérée par une organisation de la société civile qui consiste dans un soutien à distance de psychologues en créole, espagnol et signalisation pour les migrants et les adolescents.

Dans le travail sur la migration, cela se fait avec un profil bas, la question n'est pas discutée publiquement, ni au niveau local, ni au niveau national.

Des communiqués de presse écrits dans la presse et la radio. Sur Instagram et FB nous publions des informations sur des nouvelles études ou campagnes pour les garçons et les filles.

Histoires de réussites de personnes de la communauté, mais pour consommation interne.

Le gouvernement demande du soutien et des suggestions.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La perspective de genre est une approche transversale, en particulier pendant la pandémie de prévention et d'orientation de la VBG, peu de travail avec les orientations sexuelles diverses LGBT.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Le protocole d'impact a été élaboré à travers plus de 10 consultations locales à chaque point frontalier, le document a été validé avec tous les partenaires de mise en œuvre pour qu'ils puissent se l'approprier.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Programme de collecte par les donations d'entreprises et d'individus au travers de Banco de Reserva, Banco de León où il est possible de faire des dons fixes, par exemple. Il est possible de consulter sur le site internet le chapitre des alliances avec les entreprises et les universités.

Vos attentes et besoins :

Avoir assez de fonds pour améliorer l'intervention à la frontière, la partie financement est importante, la RD est au dernier rang après Haïti pour recevoir des financements.

Jouer un rôle important dans le soutien et le suivi du gouvernement.

Les schémas migratoires devraient augmenter et nous devons nous y préparer.

On s'attend à ce que le gouvernement n'impose plus de restrictions à l'aide humanitaire, telles que des mesures strictes et des sanctions pour les migrants.

IOM RD

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Socorro Sanchez 152, Santo Domingo, República Dominicana +1 8096888174
www.dominicanrepublic.iom.int

Nom et contact du point focal :

Miguel Santo Roman 8293838693 saroman@iom.int coordonnateur bureaux de frontière

Secteurs d'activité :

Migration internationale.

Urgence.

Régularisation de l'immigration.

Migration de travail.

Développement et aide à la migration.

Protection des migrants, diaspora, envois de fonds, gestion des frontières et gestion des migrations, génération de données et statistiques.

Groupes vulnérables, réponse aux Vénézuéliens.

Un projet spécialisé de réponse COVID 19.

Echelle d'action :

Internationale, deux projets binationaux et un trinational avec la Jamaïque.

Expérience et impact sur le terrain :

Active depuis les années 70.

La création de l'indice de gouvernance migratoire de la RD.

Cadre réglementaire pour le traitement et prévention des victimes de la traite.

Régulation des migrants au travers du plan de régularisation des étrangers et le plan de normalisation des Vénézuéliens.

15 guichets d'assistance aux migrants où ils sont guidés et aidés avec la bureaucratie.

L'OIM a fourni une assistance en République Dominicaine à plus de 100 000 migrants au cours des 5 dernières années.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

32 fonctionnaires, 30 locaux y 2 internationaux.

Activités principales :

Dialogue binational.

5 bureaux, un à la capitale et un à chaque point frontalier.

Formations et qualifications à l'INM et DGM.

Patronage ONE et DGM.

Travail avec le ministère des Affaires étrangères.

Planification et développement avec la Direction Générale des Frontières.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Favoriser les alliances pour une meilleure migration.

Problèmes rencontrés :

Manque de ressources.

Incompréhension de la question de l'immigration, qui est une question très technique qui se heurte à une attitude très restrictive.

Manque de coordination institutionnelle.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Protection des migrants, diverses commissions au niveau consultatif technique, commission institutionnelle de régulation migratoire.

Bureau institutionnel des statistiques sur les migrants.

Technicien consultatif et financier pour les différentes commissions qui traitent de la migration au niveau dominicain, uniquement de la coopération technique.

Observateur de table de dialogue.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Département d'État des US, PRN de l'UE, Union européenne, Fonds des Nations Unies pour la paix, fonds de développement de l'OIM pour le financement de petits projets.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 2 millions de USD.

Principaux partenaires et relations avec eux

Pour l'État : DGM, ministère du travail, ministère des relations extérieures, ministère des femmes, ministère de la défense, INM, ONE, protection civile, ministère de l'économie et planification. Bureau du procureur général de la République, bureau du maire de Boca Chica, San Cristobal et quatre points frontaliers.

Pour les ONG : CESAL, ASCALA, Casa del Caribe, CEDES, FEI, CODA, MUDHA, mouvement des travailleurs haïtiens, Centro Puente, Fuente de vino rojo, FUNCOVER vénézuéliens, FEV, diaspora dominicaine, Association Churum Merun

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Table de dialogue transfrontalier, POLIFRONT, formation CESFRONPT, rencontres avec les maires frontaliers, rencontres avec les institutions de sécurité aux frontières, aide au retour volontaire, accompagnement des migrants bloqués.

Projet PBF avec le PNUD des deux côtés.

Europe Union projet trinational de sécurité avec la Jamaïque et Haïti.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Promouvoir une culture de la paix en essayant de parvenir à un accord entre les acteurs locaux pour une bonne influence sur les acteurs nationaux.

A travers la CMB promouvoir le dialogue et la culture de la paix au niveau des deux gouvernements centraux.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Au cours des deux dernières années, il y a eu deux bonnes pratiques au niveau international.

Transfert d'argent d'intervention en espèces effectué par l'intermédiaire d'une banque BH de Leon appelé PIN Pesos. L'avantage de mettre en œuvre ce système est qu'il s'agit d'un système extrêmement bon marché et que les transferts peuvent être effectués vers des migrants qui ne peuvent retirer que via un code PIN et sans mise à jour des documents d'immigration et donc l'ouverture d'un compte bancaire.

Tables de dialogue binationale.

HUB de connaissances et de bonnes pratiques de l'OIM.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binationnel ?

De manière informelle, nous avons une relation avec l'Association du barreau dominicain et l'Association des constructeurs d'habitations et de l'agro-industrie.

Avec les producteurs de bananes et les entreprises de canne à sucre, sur ce qui concerne la migration de travail, nous avons des conversations qui se déroulent fréquemment sur des questions d'intérêts mutuels mais pas de collaborations officielles.

Avec Globalizate, une société de communication vénézuélienne, il existe une série de stratégies de communication globales.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Dans toutes les activités, elle est intégrée en tant que politique organisationnelle et elle est obligatoire.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Bien qu'il ne soit pas obligatoire ici, il est utilisé au niveau du chef de mission, il est très participatif.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Projet avec producteurs de bananes mais sans succès pour le moment.

Vos attentes et besoins :

Essayer de favoriser la collaboration avec le secteur privé.

Des ressources et une compréhension au sujet de la migration, une thématique qui n'est pas bien comprise sur l'île, comment pouvoir concilier la position sécuritaire avec la bonne gestion des migrations en raison de la situation sur l'île.

CONANI Consejo Nacional para la Niñez y la adolescencia

Adresse, numéro de téléphone, email :

Avenida Máximo Gómez #154, esquina calle República de Paraguay, ensanche La Fe, Santo Domingo, República Dominicana Tel.: 809-567-2233 | oai@conani.gov.do www.conani.gob.do

Nom et contact du point focal :

Cesar Junior Fernández cesarjuniorfernandez29@gmail.com cesar.fernandez@conani.gob.do
+1 809 713 3412

Secteurs d'activité :

Tout ce qui concerne la protection et la garantie des droits des enfants et des adolescents en RD.

La question de la migration et la mobilité pour les enfants et les adolescents.

Echelle d'action :

Nationale, présence aux 4 points frontaliers : plus fort à Dajabón, suivi de Comendador, Jimani et Pedernales.

Expérience et impact sur le terrain :

Depuis 2020, la question de la migration a été spécifiquement ajoutée.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

6 agents pour chaque point frontalier pour un total de 24 à la frontière.

Activités principales :

À la frontière, il existe de nombreux cas de détention de filles et de garçons en raison de leur statut migratoire irrégulier. CONANI est informé et appelé pour les aider.

Une routine opérationnelle est appliquée : vérification des besoins de base, problèmes de santé, évaluation psychologique, enquête sociale pour déterminer si la réunification en RD est possible ou si l'enfant peut être remis à l'IBESR pour être réuni en Haïti.

Dans un très faible pourcentage, il y a eu des cas de traite qui sont menés en collaboration avec le ministère public et les institutions et organisations partenaires.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Garantir les droits fondamentaux des enfants et des adolescents quelle que soit leur nationalité.

Problèmes rencontrés :

Parfois il y a des problèmes de ressources et de logistique que l'institution essaie de résoudre.

La prise de conscience des forces armées. Il peut arriver qu'une formation soit dispensée mais que les soldats soient transférés, le travail doit alors recommencer à zéro.

Le problème de la langue, parfois les enfants ne parlent pas espagnol, le personnel du CONANI parle créole, mais pas les représentants des autres institutions.

L'impossibilité de tenir des réunions binationales en raison de la pandémie, notamment des réunions entre CONANI et IBESR qui garantissaient une bonne gestion des cas à la frontière.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Tables techniques aux 4 points frontières.

Réseaux locaux de protection qui communiquent les cas au CONANI pour son intervention.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Le budget du CONANI établi par la loi est utilisé. Parfois, il peut y avoir des collaborations en projets spécifiques avec des bailleurs internationaux qui sont gérés de manière centralisée.

Budget annuel à disposition pour les activités :

N/A.

Principaux partenaires et relations avec eux

IBESR en Haïti. Toutes les institutions de l'État dominicain. Armée, Ministère du Travail, Santé, CESFRONT, Ministère de la Femme, Ministère Public et les organisations internationales comme UNICEF, OIM et Plan International.

L'UNICEF et Plan International principalement, mais nous travaillons avec toutes les institutions qui travaillent sur les problèmes des enfants.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Rencontres binationales avec l'IBESR au niveau local et parfois central. Participation aux activités organisées par l'IBESR en Haïti.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le problème le plus fréquent à la frontière est celui des rapatriements. Le contact avec l'IBESR est recherché et grâce à la bonne communication entre les deux institutions il est plus facile de trouver une solution.

Normalement, les rapatriements ne sont pas effectués sans en aviser le CONANI.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

La bonne disposition des institutions nationales et haïtiennes, le bon dialogue et la réalisation d'activités conjointes.

Groupe WhatsApp binational. La communication binationale est une pratique à mettre en évidence.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

La relation avec les médias est gérée au niveau central, mais lorsqu'il s'agit d'enfants, l'institution est très attentive à diffuser des informations à leur sujet et sur les activités menées.

L'institution dispose déjà d'avocats, de psychologues et de travailleurs sociaux pour pouvoir travailler techniquement sur les dossiers. A la frontière il y a déjà des professionnels qui travaillent dans l'institution.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Surtout avec les adolescents, nous travaillons sur la base de la perspective de genre. Il y a du personnel des deux sexes à chaque frontière pour traiter différemment les garçons et les filles.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

La planification des activités se fait de manière articulée avec les acteurs frontaliers en fonction des particularités de chaque cas, qui peuvent varier à chaque point frontalier. Ainsi, les procédures sont articulées de manière participative avec les agents de terrain.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Le secteur privé s'est intéressé à répondre aux besoins de base, mais ce sont des cas minoritaires.

Il a été possible de mettre en lumière la question des enfants en mobilité, il y a quelques années la question n'avait pas cette importance au niveau central mais grâce à CONANI elle a désormais un impact sur les politiques publiques.

Vos attentes et besoins :

Que les acteurs qui travaillent sur la problématique des enfants en mobilité continuent d'être sensibilisés et disposent de plus de moyens pour travailler sur le sujet.

CESAL RD

Adresse, numéro de téléphone, email :

120 Avenida José Contreras, La Julia, Santo Domingo

Nom et contact du point focal :

Mirna Lee, coordinatrice 8294704223 mlee@cesal.org

Secteurs d'activité :

Changement climatique et environnement, droits de l'Homme, formation pour l'emploi, développement rural, agriculture familiale, résolution de conflits, interculturalité.

Echelle d'action :

Pedernales, Barahona, Dajabón et maintenant Montecristi. National avec pari frontalier.

Toute la région de Henriquillo, Mao Valverde, Montecristi et Dajabón.

Expérience et impact sur le terrain :

Depuis 20 ans en RD, depuis 1998. Le dernier accord à San Juan de la Maguana était sur les systèmes d'eau communautaires qui fonctionnent toujours, travaillent avec les producteurs et sont gérés par les comités de gestion de l'eau à des fins productifs.

Projet de conservation de la biosphère, pour générer des mécanismes de protection de ces ressources.

Droits des travailleurs migrants dans le secteur de la banane. 6 entreprises engagées pour l'amélioration des conditions de travail.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

4 à Santo Domingo, le reste dans les provinces.

Activités principales :

Formation, accompagnement des producteurs, optimisation des sols et de l'eau.

Sensibilisation du personnel des entreprises et des travailleurs. Créole pour les officiels et les secouristes. Cours d'espagnol pour les migrants.

Organisation de tournois sportifs binationaux. Promotion de la chaîne de valeur touristique afin que les producteurs puissent être fournisseurs des restaurants et des hôtels, et aussi avec les différents acteurs afin qu'ils puissent s'articuler autour de cette chaîne à Polo et Pedernales. Gestion d'auberges avec des organisations de base et des jeunes dans les zones rurales.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Contribuer à la réduction de la pauvreté en travaillant en fonction des besoins et du potentiel de ses bénéficiaires.

Nous travaillons avec des organismes communautaires et avec le territoire sur une stratégie multithématique pour réaliser le développement de sa population.

Problèmes rencontrés :

Problèmes avec la DGM pour l'organisation des activités binationales. De même, la différence de rythme entre les acteurs des deux pays. Différences culturelles et linguistiques pour que l'articulation soit plus fluide.

Beaucoup d'organisations très faibles et peu représentatives. Il faut travailler au renforcement des organisations avant de travailler avec elles.

Le manque de continuité institutionnelle.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous participons à divers réseaux au niveau national avec la société civile, parfois avec le soutien du gouvernement national. Conseil National d'Appui à la Planification Locale, Forum National de Gestion des Risques, Conseil National de Développement Touristique de Pedernales.

Équipe humanitaire d'urgence des Nations Unies.

Participation aux tables de dialogue transfrontalières et avec la délégation du CESAL en Haïti.

Réseau de protection de l'OIM.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Principalement la coopération espagnole, de l'agence de coopération décentralisée et des fonds de l'UE. Mairie de Séville, UNHCR, AECID, Generalitat Valenciana, UE binationale à Pedernales, UNDP à Barahona. Kits alimentaires PAM pour distribution aux populations vulnérables, synergie de travail conjointe avec IOM aux points frontaliers.

Budget annuel à disposition pour les activités :

16 millions de Pesos dominicains environ.

Principaux partenaires et relations avec eux

Ministère du tourisme, de l'environnement, vice-ministère de l'aménagement et du développement territorial.

Grupo Jaragua, ONG sur les questions environnementales, partenaires de mise en œuvre, Université catholique, Université technologique de Barahona, CIEPO Centre de recherche et d'éducation populaire, OBMICA, Fundasur, IDEAC, récemment l'IDDI Institut Dominicain de Développement Intégrale.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Animations sportives, tables de concertation, actions environnementales conjointes (reboisement des bassins en cogestion avec les ressources des bureaux des deux pays).

Échange d'expériences.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

L'interculturalité, la culture de la paix et de la résolution des conflits, favoriser le dialogue par la connaissance mutuelle, générer un espace de coexistence où les cultures se connaissent et où chaque groupe connaît la culture de l'autre.

Il fonctionne mieux avec la société civile et les organisations de base qu'avec les autorités locales en raison du changement de gouvernement.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Toute la question du renforcement des coopératives de producteurs :

Le travail qui a été fait ces dernières années avec les entreprises, même si pour l'instant il n'est pas systématisé, a donné de bons résultats. Ne pas obliger les entreprises à améliorer les conditions, mais travailler avec les entreprises pour identifier les faiblesses afin qu'elles-mêmes puissent élaborer un plan d'amélioration qui sera exécuté petit à petit, augmentant l'implication des entreprises dans le processus.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous essayons de nous articuler avec des journalistes locaux, mais nous n'avons pas un travail assez systématique pour avoir un réseau de communicateurs.

Voiture mégaphone et groupes WhatsApp pour faire circuler l'information. Travailler à travers des réseaux sociaux gérés au niveau de l'Espagne qui partage ensuite les liens. Il n'y a pas de bureau de communication, la communication est gérée depuis l'Espagne.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Notre travail vise l'autonomisation des femmes dans chaque activité, nous travaillons beaucoup avec des productrices, nous essayons d'avoir une participation égale à la formation et les activités sont organisées à des dates et heures qui facilitent la participation des femmes.

Au niveau sportif et culturel, nous travaillons avec des groupes d'hommes, des groupes de femmes, des groupes mixtes et des groupes d'enfants.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

De l'identification à l'exécution, nous travaillons de manière participative avec les organisations du territoire au travers d'assemblées avec les bénéficiaires, de groupes de discussion, de réunions avec les autorités locales pour le processus d'identification et de formulation des projets. Et lorsque le projet est approuvé, la première chose que nous faisons est une socialisation avec tous les acteurs, en fonction de chaque composante, celle-ci s'articule avec chaque acteur et les actions sont planifiées.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Le secteur de la banane comme dit précédemment. Avec des sociétés d'exportation agricole, notamment d'avocats, zone Enriquillo et zone de Perdenales avec des hôtels parfois de petite taille.

Vos attentes et besoins :

Avoir une équipe technique spécialisée dans chacun des sujets sur lesquels nous intervenons.

Systematiser nos bonnes pratiques dans des guides utilisables sur tous les autres territoires.

Pouvoir à articuler les acteurs des communes où nous intervenons pour parvenir au développement durable de leurs territoires et à l'amélioration des conditions de vie des habitants.

OBMICA, Centros para la Observación Migratoria y Desarrollo Social en el Caribe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Santiago 152, Santo Domingo. www.obmica.org

Nom et contact du point focal :

Bridget Wooding, coordonnatrice bridget.wooding@gmail.com

Secteurs d'activité :

Centre de recherche appliquée.

Annuaire d'observation pour les tendances migratoires.

Caraïbes insulaires, émigration, immigration, gouvernance des migrations, perspective des droits humains.

5 axes de travail : migration, droits du travail, genre, traite, environnement et changement climatique.

Droits à la citoyenneté pour les personnes d'origine haïtienne.

Echelle d'action :

Caraïbes, binationale et insulaire, Jamaïque, Trinité-et-Tobago.

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis 2009 suite à une conférence binationale réalisée en 2007 sur les enjeux du développement insulaire.

Initialement en tant que programme partagé avec 2 universités.

Étude sur les problèmes des couples mixtes sept. 2013 qui a été faite avant la sentence qui recommandait comment éviter l'apatridie pour les enfants de couples mixtes.

Il a été possible de porter la question à l'attention du gouvernement et de montrer comment la jurisprudence n'avait pas suffi et une discussion s'est créée pour rédiger un protocole d'accompagnement pour ces cas.

Une étude de ces cas a également été menée à la suite de la pandémie.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

6 personnes dans la capitale, administration, communication, personnel de programme plus 10-12 personnes travaillant comme attachés de recherche.

Activités principales :

Recherche pour favoriser le dialogue en vue d'influencer les politiques publiques avec l'objectif de les modifier ou d'améliorer leur mise en œuvre.

Créer un espace de dialogue pour que tous les acteurs puissent avoir accès à l'information et partager les connaissances.

Diverses publications d'intérêt : étude de 2011 sur la problématique des violences faites aux femmes migrantes à Comendador/Belladère avec suivi à travers du dialogue avec les autorités locales et les commerçants et commerçantes.

Étude des femmes sur le risque accru de traite des êtres humains immédiatement après le tremblement de terre de 2010. Étude sur le secteur de la banane en mai 2021 commandée par le commerce équitable financé par l'UE.

Frontera sud, étude sur la résolution des conflits à la frontière sud basée sur la société civile.

Socialisation des études avec les participants et bénéficiaires financés par l'UE.

Projet de 3 ans financé par l'UE sur les expulsions arbitraires.

De l'étude, nous passons à des alliances avec des organisations sociales car il est possible de continuer à approfondir certaines questions sur le terrain.

Appui au projet Enfance en mouvement de l'UNICEF et socialisation à chacun des 4 points frontaliers.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Objectif général de soutenir des politiques migratoires plus justes.

Créer des espaces de dialogue.

Participer directement ou indirectement aux processus de plaidoyer politique.

Problèmes rencontrés :

La contradiction qu'il existe entre la capacité de la société civile à se comprendre au niveau local et la difficulté des relations entre les deux gouvernements.

Le poids spécifique différent que la frontière a dans les deux pays. En Haïti, il n'y a pas la même attention de la part des autorités à la frontière. Asymétrie dans la question des gouvernements locaux et nationaux.

Contradiction entre les données, peu de cohérence entre les termes utilisés, rendant difficile l'analyse des phénomènes et des chiffres connectés.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Système interaméricain des droits de l'Homme, RED Jacliò qui aide les migrants haïtiens, les Dominicains avec Dominicanos por derecho, le réseau régional d'observation de la traite dans les Caraïbes.

Nous travaillons en étroite collaboration avec RED ANA Amérique latine et Caraïbes, qui travaille sur la question du droit à la nationalité, l'OIM et le ACNUR pour la migration vénézuélienne, le GARR pour l'appui aux rapatriés et réfugiés.

Universités et réseaux académiques, FONDASA, Caribbean Studies Foundation.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Union européenne au cours des 4 dernières années, pendant 10 ans avec la coopération Norvégienne, des agences du système des Nations Unies (OIM, UNHCR, UNICEF), des fonds officiels du Canada et de l'Espagne, American Jewish world service, la Banque mondiale et l'USAID, Open Society.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pour 2021, 500 mil USD environ.

Principaux partenaires et relations avec eux

Institut national des migrations, Conseil national des migrations, DGM, MUDHA, CEDES, parfois avec des groupes féministes et d'autres groupes selon le sujet abordé.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

En février 2021, 3 ateliers ont été organisés à Comendador et Dajabón en collaboration avec ACNUR et UNICEF.

Lancement de l'étude sur la filière banane.

Organisation d'activités culturelles pour la commémoration du massacre de 1937.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

La migration est un problème qui est à la base de beaucoup d'autres, comme le manque de dialogue. Ainsi, à partir des études, mettre les sujets d'intérêt sur la table et encourager le dialogue.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Aborder les questions d'un point de vue culturel avec la collaboration de l'Université d'Essex et organiser des échanges de données et d'expériences. Pour qu'il soit possible de comprendre que sans considérer les questions culturelles fondamentales il est difficile de résoudre certains problèmes de manière durable.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Centre de Justice, Inter-American Human Rights System, basé à Washington, aide les organisations de la société civile à porter des cas à l'attention de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Nous conservons un enregistrement pour comprendre qui utilise nos informations et également l'utilisation des communiqués de presse. Dans le projet de travail digne, nous savons qui a diffusé l'information.

Utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion d'informations. Des relations sont entretenues avec la radio et la télévision. Nous analysons comment les médias ont rapporté un incident et son impact sur la communauté.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

C'est l'un de nos axes fondamentaux depuis le début de notre travail. Toutes nos études sont basées sur une perspective de genre et il y en a certaines entièrement consacrées aux femmes et le genre est la clé. Le cadre conceptuel du genre est utilisé dans les études sur les femmes.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

De notre point de vue éthique, c'est obligatoire. Lorsqu'il y a une étude commandée par des partenaires externes nous réalisons toujours une synthèse en espagnol ou créole pour que les études soient socialisées avec ceux qui ont fait l'objet de la collecte de données.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non pas en tant que sponsors mais en tant qu'interlocuteurs dans les dialogues qui naissent des studios.

Vos attentes et besoins :

Plus de ressources financières pour améliorer notre travail et plus de stabilité financière pour l'organisation.

Qu'il y ait plus de transparence.

Qu'il y ait moins de temps entre la réalisation d'une étude et sa publication car elle peut ne plus avoir le même impact.

Ouanaminthe/Dajabón

Ouanaminthe

CISS Cooperazione Internazionale Sud Sud

Adresse, numéro de téléphone, email :

Rue Eclerage, Ouanaminthe, Haiti

Nom et contact du point focal :

Laura Di Maggio +509 42915605, +393277144881 l.dimaggio@cissong.org

Secteurs d'activité :

Genre, GBV (Gender Based Violence), Renforcement des organisations de la société civile, Migrations et traite

Echelle d'action :

Internationale, mais en Haïti ils ne travaillent qu'à Ouanaminthe et une partie du département du Nord-est.

Expérience et impact sur le terrain :

L'ONG travaille à Ouanaminthe depuis 2013 avec des projets qui concernent l'accès à l'eau, l'hygiène, et le recyclage des déchets solides. En cours, il y a un Projet de trois ans « Rendre aux fanm » qui travaille sur la prévention et la lutte contre la violence basée sur le genre depuis 2020.

Ouanaminthe, True du Nord, Fort Liberté et Vallière

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Dans le bureau central en Italie : environ 10 personnes.

2 Personne à Ouanaminthe et 1 personne en Italie qui travaille sur le projet.

Activités principales :

Sur la frontière : Formation sur genre, entrepreneuriat et GBV. Renforcement des organisations de la société civile pour la création de parcours d'entrepreneuriat. Renforcement des institutions publiques locales pour la lutte GBV. Renforcement de l'analyse des données sur la GBV.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Implémenter un type de coopération décolonisant qui favorise l'empowerment de la population locale et selon une perspective Bottom-up.

Promouvoir une coopération sud – sud

Problèmes rencontrés :

Discrimination envers les femmes pour travailler dans le projet de la part des leaders locaux.

Instabilité politique au niveau national.

Instabilité économique et augmentation des prix qui influencent le budget du projet.

Manque de ressource au niveau local (achat matériaux, prestation de service).

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Au niveau local nous sommes en réseau avec environ 60 organisations qui font partie de la plateforme de genre du Nord-Est (PGNE) à l'intérieur duquel participent entre autres Plan International, Service Jésuite aux Migrants, GTP (Groupe de Travail sur la Protection) et d'autres organisations haïtiennes qui travaillent sur la traite, la violence contre les femmes et les enfants comme LUMOS et FORCE qui travaille sur le développement rural.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Plus de 40 ans d'expérience dans la gestion de fonds des bailleurs internationaux, spécialement de l'Union Européenne et de la Coopération Italienne. UNODC pour le système UN.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 200 mil euros pour le projet à la frontière Nord-Est.

Principaux partenaires et relations avec eux :

La PGNE et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes sont les partenaires d'implémentation du projet. L'université Collégiale Scientifique et Technique en Haïti section Ouanaminthe participe aux différentes activités.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Actuellement nous sommes en train de discuter avec le Forum binational ASAD (réseau créé après le tremblement de terre).

Les femmes assistées peuvent être des migrantes de retour mais elles ne sont pas enregistrées de cette façon.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Jusqu'au moment nous n'avons pas géré des conflits transfrontaliers, c'est directement la Plateforme de genre qui s'en occupe.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Nous utilisons beaucoup Instagram à travers de la page du CISS. Sur Facebook il existe la Community Rendre aux Femmes et nous utilisons beaucoup les groupes WhatsApp pour maintenir les contacts avec les femmes associées.

Nous utilisons le schéma des Formations de Formateurs pour joindre les communautés plus éloignées qui rencontrent des difficultés à participer.

Nous réalisons aussi l'accompagnement aux organisations de base pour la rédaction de projets pour la recherche des fonds nécessaires à l'ouverture d'activités génératrices de revenus.

Il n'y a pas d'implication de la part des leaders religieux.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous avons pour projet de promouvoir un Protocole d'Entente avec les autorités étatiques locales pour les lier au travail sur le GBV : ministère du commerce, planification, condition féminine, tribunaux pour les lier aux mesures qu'il faut adopter pour faire face à la GBV.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La dimension de genre est au centre de notre travail.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Nous utilisons une approche participative au niveau local soit dans l'écriture des projets, soit dans les parcours d'entrepreneuriat et dans la formation.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Il y a un financement direct à 8 organisations de 20 mil euros pour promouvoir leur transformation en entreprises privées avec une perspective de genre.

Vos attentes et besoins du projet :

Créer en continuité et rédiger des nouveaux projets pour la plateforme et créer un centre d'accueil pour les femmes victimes de GBV ; pour ça nous allons continuer à renforcer notre partenaire local PGNE

Commencer à travailler les thématiques de traite, migrations et dialogue binational en gardant un œil sur la soutenabilité environnementale.

Réseau Frontalier Jannot Succès

Adresse, numéro de téléphone, email :

Ferrier, 32526359 rfjs@yahoo.com

Nom et contact du point focal :

Alexis Alphonse coordonnateur zonal

Secteurs d'activité :

Migration, Droits Humaines, GBV, Traite de personnes

Echelle d'action :

Le bureau local travaille à la frontière Nord-Est.

Le bureau National est basé à Croix de Bouquet.

Autres bureaux régionaux à Anse à Pitre, Belladère, Fort Verrai

Expérience et impact sur le terrain :

Depuis 2001 l'organisation est active à la frontière.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

26 personnes dont 16 volontaires.

Activités principales :

Recevoir les migrants qui arrivent depuis la République Dominicaine, les enregistrer sur une fiche et les référer aux institutions compétentes.

Sensibilisation de tous les acteurs de la société au travers de campagnes de communication sur les droits de l'Homme, les droits de l'enfance, les droits des femmes.

Travail conjoint avec le réseau Jannot Succès du côté dominicain au niveau binational

Assistance aux victimes des abus de droits humains à la frontière

Objectifs spécifiques de l'institution :

Promotion et défense des Droits Humains.

Problèmes rencontrés :

Pas de compréhension par les autorités Haïtiennes et Dominicaines du travail réalisé.

Manque des moyens économiques pour gérer toutes les activités.

Manque de personnel qualifié.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

L'institution est configurée comme un réseau auquel participent les quatre bureaux en Haïti.

Le réseau est présent aussi dans les villes frontalières de la République Dominicaine : Dajabón, Elias Pina, Pedernales, Jimani.

Les réseaux des deux pays sont en contact et échangent les informations.

Asomilin en République Dominicaine

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Le réseau est en train de gérer un projet financé par l'Union Européenne et un autre financé par USAID. Le réseau reçoit des petits apports par Christian Aid, IOM et Plan International pour réaliser des activités ponctuelles et a aussi une collaboration avec LUMOS et CISP, toujours par des projets financés par la UE.

Budget annuel à disposition pour les activités :

150 jusqu'à 200 mil HTG environ.

Principaux partenaires et relations avec eux :

PGNE, Sœur de Saint Jean, SJM, GARR qui sont les partenaires d'exécution des différents projets.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Une rencontre binationale de la société civile avec les institutions des deux côtés de la frontière mise en place il y a déjà des années. Participation à la Table binationale de la société civile pour partager les informations sur la frontière recueillies par chaque participant.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Contacteur le consulat haïtien à Dajabón et les autorités compétentes à la frontière pour organiser une rencontre et en discuter.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Le travail se déroule de la même façon depuis plusieurs années.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous avons une émission radio auprès de SJM et aussi une émission sur Radio Marien à Dajabón. Nous avons l'appui des radios locales.

C'est très difficile de faire arriver nos instances au gouvernement central mais plus facile avec les collectivités territoriales et avec les institutions locales.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Hommes et femmes ont toujours été environ à 50% dans le personnel du réseau. Hommes et femmes ont les mêmes droits et traitements au sein de l'organisation selon le règlement interne.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Il y a un directif qui prépare les documents de projets qui sont après discutés et améliorés avec la participation de tous les employés dans une assemblée.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous n'avons pas de relations avec les grandes entreprises ni d'influence sur les politiques gouvernementales.

Vos attentes et besoins :

Renforcer les capacités des membres, avoir le plus d'informations disponibles, améliorer le plaidoyer pour changer le mode de vie et la société du futur.

Renforcer la gestion administrative.

Croix Rouge Haïtienne-Ouanaminthe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Rue professeur Philo 32107961 crhouanaminthe@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Archange Beekenson secrétaire 37640922 barchange707@gmail.com

Secteurs d'activité :

Protection, santé, assainissement, GRD (gestion des risques et des désastres).

Echelle d'action :

Locale : La commune de Ouanaminthe. Il y a en plus un autre bureau frontalier à Ferrier qui est actif sur des points de passage non officiels.

Expérience et impact sur le terrain :

20 ans de travail à Ouanaminthe. Surtout sur GRD et au travers d'un projet d'eau potable et d'assainissement en 2005 qui a généré un changement dans la communauté. En dernier un projet sur la santé publique financé par la croix rouge américaine.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

300 volontaires. 5 personnes dans le directif. Le travail est bénévole, mais lorsqu'il y a des projets en exécution du personnel salarié est embauché.

Le bureau local de Ouanaminthe ne s'active que sur des activités spécifiques quand il y a un projet financé par la Community de la Croix Rouge Internationale.

Activités principales :

Réunions hebdomadaires avec la jeunesse, activités de formations aux premiers secours au bureau.

Premier secours pendant les fêtes patronales ou d'autres activités au sein de la commune.

Réception des migrants qui sont référés aux institutions compétentes comme IOM, SSJ, IBESR et SJM.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Aider les êtres humains dans les difficultés et les conflits.

Problèmes rencontrés :

Actuellement il existe un problème de financement. Il n'y a pas de moyens de transport, il y a un grand problème de fonds pour financer les activités.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

GTP Groupe de Travail sur Protection au niveau de la commune de Ouanaminthe.

Réseau binational de protection des enfants, mais souvent nous ne recevons pas les invitations aux réunions et il est donc difficile de pouvoir y participer s'ils se réalisent en RD.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Croix rouge espagnole, américaine, allemande, habituellement c'est le bureau de PaP qui gère les financements des projets et décide des zones d'implémentation d'accord avec le partenaire international.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget à disposition pour les activités en dehors des projets spécifiques.

Principaux partenaires et relations avec eux

Plateforme de Genre du Nord-Est, Service Jésuite aux Migrants, Sœurs de Saint Jean. Ce sont les institutions partenaires avec lesquelles nous travaillons ensemble pour la réalisation de certaines activités.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Des relations occasionnelles avec la croix rouge Dajabón en cas de nécessité, mais pas d'autres.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Il y a des volontaires spécifiquement formés pour la gestion des conflits frontaliers, mais actuellement nous ne sommes pas présents sur la frontière.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Nous utilisons Telegram et Facebook pour la diffusion des informations et les modalités classiques pour ce qui concerne la réalisation des activités.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Il y a une collaboration avec des associations de médecins pour les formations sur les différentes thématiques sanitaires. Il y a eu des collaborations avec des cliniques de santé, mais elles étaient payées par projet et elles se sont arrêtées une fois le projet terminé.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Le répondant déclare que la perspective de genre est respectée, mais le directif est conformé par 5 hommes et une seule femme. Normalement les activités sont organisées dans le respect des différences entre hommes et femmes.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Normalement les projets et les politiques sont rédigés et décidés à Port au Prince, pour ce qui concerne les projets, les propositions sont partagées avec le directif qui les analyse et les présente à l'assemblée des volontaires qui se réalise chaque dimanche.

Environ 100 volontaires assistent aux réunions où nous parlons de thèmes d'actualité, formations, culture et connaissance générale.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous n'avons pas de contact avec ces institutions au niveau local.

Vos attentes et besoins :

Matériel pour les réunions : ils manquent des chaises, du matériel de bureau, nous n'avons pas de système de sonorisation et pas d'énergie. Il y avait un invertisseur, mais il est en panne et les batteries sont épuisées.

Problèmes de moyens de transport.

GARR Ouanaminthe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Il n'y a pas de bureau.

Nom et contact du point focal :

Jacque Pierre Cherenfant 41982745 jpchere@hotmail.com

Secteurs d'activité :

Migration, Etat civil, Droits Humains.

Echelle d'action :

Locale, commune de Ouanaminthe.

Expérience et impact sur le terrain :

Je ne connais pas les données sur les migrants assistés. Les moniteurs volontaires de l'organisation notent directement les données des cas enregistrés sur des tablettes qui les chargent sur un serveur auquel IOM accède directement.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

1 responsable de zone et 14 moniteurs volontaires pour les deux bureaux de Ouanaminthe et Ferrier.

Activités principales :

Recueillir les migrants rapatriés, leur donner une assistance psychologique et un l'appui financier si possible.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Accompagner les migrants, former les citoyens, plaider auprès des autorités pour faire face aux personnes contre violations des droits humains particulièrement des migrants. Plaidoyer au niveau local, national et international.

Problèmes rencontrés :

Pas de centre d'hébergement pour l'accueil des migrants.

Pas de vêtements pour donner aux migrants qui peuvent en nécessiter.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Pas de réseau, sinon l'échange occasionnel d'informations avec les autres bureaux régionaux.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Actuellement il n'y a pas de projet en cours, mais il y avait un projet avec IOM qui s'est terminé en novembre 2021 et devrait être renouvelé. Il y a également eu un petit projet avec PNUD en 2017.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget au niveau local.

Principaux partenaires et relations avec eux

SJM, RFJS dans le monitoring des migrants de retour à la frontière et aussi partenaires dans plusieurs activités.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Actuellement nous ne participons pas aux activités au niveau binational, la dernière activité binationale à laquelle nous avons participé était en 2017.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous n'avons pas ce type d'expérience.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

N/A

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Moyens financier, vêtements, nourriture, moyens de transport et financement pour les frais de transport.

Amélioration de la condition des migrants.

LUMOS

Adresse, numéro de téléphone, email :

Rue des Bourbons wearelumos.org Bureau Principal à Londres

Nom et contact du point focal :

Kenel Jacob kenel.jacob@wearelumos.org +509 3331 2112

Secteurs d'activité :

Lutte contre la traite transfrontalière, traite au niveau orphelinat, traite domestique

Echelle d'action :

Nationale.

Ils appuient le Comité National de Lutte contre la traite de Personne (CNLTP)

Expérience et impact sur le terrain :

Actifs depuis janvier 2020, reconnus pour le travail sur la traite de personnes

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 personnes à Ouanaminthe, il y a un appui de PaP pour réaliser certaines activités

Activités principales :

Renforcement des capacités des organisations de la société civile, Institutions étatiques IBSR, OPC, ONM, BPM, MCFDF, MAST, CONANI, CESFRONT

Formations, ateliers binationaux

Mise en place de sous-comités de lutte contre la traite de personnes au niveau départemental. Les comités se composent du coordonnateur de IBESR, responsable genre et enfant du MAST, la coordonnatrice du MCFDF, inspecteur BMP, la participation du directeur de OPC, un membre de PGNE.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Éradiquer la traite de personnes au niveau national

Problèmes rencontrés :

Les organisations de la société civile ont tendance à confondre traite et trafic

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous avons des relations avec d'autres organisations de la société civile, table de dialogue, groupe de travail pour la protection de l'enfance, groupe de protection sociale du MAST

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Projet DI Désinstitutionalisation, comment éradiquer et transformer les orphelinats dans des institutions de service aux enfants, financé par des fonds propres de LUMOS

Projet BEST Bâtir un Environnement Solide pour éradiquer la traite de Personnes, financé par USAID

Pour le projet BEST il y a un consortium formé par Catholic Relief Services, IA association international des femmes juges aux EU

Budget annuel à disposition pour les activités :

N/A

Principaux partenaires et relations avec eux

RFJS, Anmitimoun (Plateau central), Fondation Maurice Sixxto (Port au Prince)

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Ateliers binationaux au niveau de CODEVI, des séances de travail binationales, Poursuite de cas de traite

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le dialogue avec les autorités, recours à la loi internationale pour trouver une solution

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Dans le cas de l'état haïtien nous mettons en place des procédures opérationnelles standard pour la traite de personnes, l'étude CAP Connaissance Aptitude Pratique sur la traite de personnes et le mapping de service pour les personnes victime de traite.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Il y a un bureau de communication à Port au Prince, nous partageons des rapports avec Aybopost et Le Nouvelliste. Les médias assurent la couverture des événements. Pour la communication des messages nous utilisons des pancartes, des spots publicitaires pour radio, des flyers et activités de plaidoyer au niveau des deux pays pour faire connaître nos interventions

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La perspective de genre est transversale, nous donnons la même possibilité de participer aux activités aux hommes aux femmes

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Nous avons un point focal de redevabilité pour prendre les feed back des communautés sur les activités liées à la traite de personnes.

Nous avons un numéro pour dénoncer les cas de traite mais également pour donner des suggestions

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Les organisations qui ont participé aux ateliers ont amélioré leur connaissance sur la traite de personnes. Elles ont transmis des informations pour faire connaître la loi sur la traite à la population.

Vos attentes et besoins :

Avoir une communauté où la traite de personnes est éradiquée, qu'elle connaisse la loi pour la mettre en place et que les organisations la connaissent également.

Besoin de ressources humaines, des véhicules pour nous déplacer, étendre le projet sur beaucoup plus des communes du Nord-Est et des autres départements.

Plateforme de Genre du Nord-Est, PGNE

Adresse, numéro de téléphone, email :

Rue Eclairage au-delà de la délégation laplateformegenredunorddest@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Jesula Blanc 4031679 jesulablanc81@gmail.com Coordinatrice

Secteurs d'activité :

Droits Humains, droits des femmes, protection des enfants, migrants et troisième âge, Promotion droits humains, participation des femmes, autonomisation économique des femmes, genre et résilience, gestion et structuration organisationnelle.

La plateforme réoriente certains discours qui dévalorisent les femmes, la position sociale des femmes, promotion de la culture haïtienne à travers la musique, le théâtre et une culture saine.

Echelle d'action :

Département du Nord-Est.

Expérience et impact sur le terrain :

Active depuis décembre 2017 au constat des cas flagrant de la violation des droits humains, la plateforme est composée par 6 réseaux, 2 fédérations pour un total de 55 organisations.

Les fédérations et organisations ont été réactivées par la plateforme comme d'autres organisations qui étaient inactive et qui se sont activés à nouveau au travers des projets mis en place.

La Plateforme est le point focal des institutions internationales, nationales et locales et point de référence sur la question genre dans le département du Nord-Est.

Notre intervention se base sur le plan stratégique de lutte contre la violence envers les femmes au niveau national.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

5 personnes plus des volontaires sur la prise en charge et violence GBV.

Activités principales :

L'influence de la plateforme sur le département du Nord-Est est notable, nous investissons sur les campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes, plaidoyer pour les droits des travailleurs de l'économie informelle, travailleurs ouvrier CODEVI, en activités génératrices de revenus, interventions directes et visibles. Nous offrons des services d'accompagnement aux victimes de violence GBV, assistance médicale, psychosociale, juridico légal et hébergement temporaire pour victimes et migrants femmes et aussi hommes. Service de plats chaud aux migrants en collaboration avec IOM en occasion de la pandémie de COVID 19.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Lutter de façon solidaire pour le respect des droits de la personne humaine, en favorisant l'intégration et la réduction de l'inégalité entre les deux sexes. Lutter pour le respect des personnes en transit migratoire sur la frontière Haïtiano-Dominicaine ainsi que les personnes à mobilité réduite.

Promouvoir les droits spécifiques des femmes, des enfants, des migrantes et des rapatriés particulièrement.

Promouvoir l'égalité et l'équité des genres et la solidarité de manière à favoriser des rapports harmonieux entre femmes et hommes pour un développement durable.

Problèmes rencontrés :

Le COVID a bloqué plusieurs activités et il a généré un retard dans la mise en œuvre des activités.

La crise politique et l'insécurité.

Manque de moyens pour l'assistance aux victimes, soit médicale, alimentaire ou juridico-légale.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

La Plateforme est pionnière dans la condition féminine, la secrétaire générale de ONUFEMME a demandé à prendre comme exemple la PGNE. Nous avons des liens avec plusieurs associations de femmes au niveau national, relations avec différentes coordinations dans les autres régions du pays.

Au niveau binational table sectorielle départementale de genre.

Comité binational de Protection des enfants.

Table de dialogue transfrontalier, Table binationale de la société civile.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

La PGNE a déjà exécuté des microprojets, financement à cascade financé par L'UE.

Christian AID, SJM pour la réinsertion des migrants rapatriés, droits humains, droits migrants. AVSI, SJM Protéger droits de enfants c'est notre devoir, protège moi IOM, CISS, Plan International, Ambassade de France, ONUFEMME, IOM.

Budget annuel à disposition pour les activités :

70 mil USD environ.

Principaux partenaires et relations avec eux :

OXFAM, Plan International, IOM, ONUFEMME, IBESR, ONM, Ministère à la condition féminine, Plateforme de Genre de Dajabón, CISS.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Rencontres binationales à CODEVI avec la plateforme de Dajabón. Table dialogue binationale, table société civile binationale, Commission Mixte Bilatérale. Caravan sur le pont frontalier pour solidariser avec la société civile dominicaine pour porter solidarité à Haïti. Formations Binationales.

Très bonne relation avec les partenaires dominicains, activités avec les femmes commerçants du marché frontalier de Dajabón.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le dialogue, la communication et la concertation pour trouver des solutions appropriées. Mettre en œuvre des outils pour promouvoir le dialogue. Donner une image des deux pays et des relations entre les gens qui habitent la frontière différente de celle donnée par les médias nationaux de deux côtés.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Sensibilisation à travers le théâtre de rue, messages avec des mégaphone directement dans la rue de façon active, chouchoutement (bouche à oreille) pour diffuser des messages, émission radio, activisme, créativité, théâtre forum, mettre en scène la réalité. Mettre en place une ligne de soutien et des points mobiles pour recueillir les dénonciations dans les zones qui ne sont pas servies par la plateforme.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

La Plateforme a été reconnue auprès des médias dans tout le département, capacité de mobiliser les médias au niveau national mais aussi à Dajabón à radio Marien et les radios de l'autre côté de la frontière.

La plateforme est associée à un cabinet d'avocat à Ouanaminthe. A l'intérieur de la PGNE il y a un collègue d'avocat formé par les mêmes associés.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Central

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

On utilise des tables sectorielles pour la rédaction des cahiers de charge sur la santé préventive et GBV de façon à inclure tous les secteurs de la société ; la PGNE se fait interprète des organisations qu'elle représente et des femmes qui en font partie sur la rédaction de la loi sur les droits des femmes en particulier avec le BONFED.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Assistance aux travailleurs ouvrier CODEVI a amené à une confrontation.

Vos attentes et besoins :

La construction d'un centre pour l'accueil des migrants et du bureau départemental de la plateforme. Le terrain a déjà été acheté.

Renforcement de la communication sur une page web. Création d'une base de données intelligente.

Service Jésuite aux Migrants/ Solidarité Fwontalié-Haiti

Adresse, numéro de téléphone, email :

Cité Planteau, ruelle Elenus Jacques

33128346 solidritéfwontalié@yahoo.fr

Nom et contact du point focal :

Jean Hervé Delphonse Responsable de Communication

djeanherv@yahoo.fr

Ernst Pierre Louis responsable du bureau de Ouanaminthe 32208667 pierreluis51@yahoo.fr

Secteurs d'activité :

Migration, Droits humains, gestion de risque et désastres, résilience locale, genre et enfance

Echelle d'action :

Départementale

Expérience et impact sur le terrain :

SF travaille à la frontière Nord Est depuis 1999. Dans le domaine de la migration SF est une institution de référence pour l'assistance aux migrants. il y a un avocat du bureau qui gère les aspects légaux concernant les migrants et leurs demandes.

Dans le domaine de protection de l'environnement SF a réalisé le reboisement tout au long de la rivière.

Formation et consolidation de beaucoup d'organisations de bases qui sont actuellement autonomes et fonctionnantes.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Environ 16 personnes.

Activités principales :

Project d'accompagnement des familles paysannes pour la mise en place de journées écologiques, reboisement, apiculture, pisciculture.

Monitoring des dynamiques migratoires à la frontière.

Travail de plaidoyer sur le cas de rapatriement, activités d'éducation environnementale à travers des Ecoles pour les enfants de 5-17 ans.

Accompagnement légal aux migrants.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Accueillir et accompagner les migrants, défendre les droits des personnes déplacées, migrants, rapatriés et refoulés.

Prévenir la migration irrégulière dans les zones principales d'origine des migrants en favorisant le développement économique et social de ces zones en lien avec les parties prenantes concernées.

Comprendre les risques et les faire connaître, identifier les principales zones de vulnérabilité et les mitiger par des actions participatives environnementales, économiques, et de sensibilisation.

Problèmes rencontrés :

Changement climatique pour ce qui concerne les activités environnementales

Manque de fonds pour l'accompagnement les migrants, qu'il est difficile de financer directement.

La relation avec les institutions locales, leur manque de disponibilité et de respect pour les accord pris.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

SJM fait partie de la plateforme de la société civile sur le changement climatique et fait partie d'un réseau sur le récents rapatriements des US, Table de dialogue transfrontalier, table sectorielle agricole.

GTPE Groupe de Travail de Protection de l'Enfants au niveau local.

Centre d'opération d'urgence départementale CUD.

Réseau Jésuite des droits humains au niveau caraïbe.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Plusieurs projets financés par la UE, le dernier est un projet de 2 millions d'euros pour l'accompagnement des travailleurs migrants en plantation de bananes en RD dont SJM était le chef de file. Le projet est en phase d'évaluation finale, les partenaires étant AVSI, OBMICA et CESAL.

JILAP Justice ak la Paix.

Agences de UN, comme UNDP, IOM, UNICEF.

Broederlijk Delen ONG belge qui finance projet d'agriculture pour 5 ans et 425mil EURO.

KNH ong allemande.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 100mil USD avec les projets.

Principaux partenaires et relations avec eux

Christian Aid qui finance toujours des petits projets.

Organisations communautaires de base que nous essayons de mettre en réseau et organiser en plateformes, comme pour exemple CODEC qui réunisse 52 organisations de base.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Projet UE sur les travailleurs des plantations de bananes.

Haïti et RD : un bon voisinage. Projet binational financé par la UE pour la construction de relations pacifique entre les deux peuples. Dans ce projet World vision, Foi et Joi et SJM, intervient dans des activités culturelles.

Projet binational Construction de la paix financée par USAID.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Pour le moment on ne s'occupe pas de ce type de problèmes.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Utilisation des réseaux sociaux pour la diffusion du monitoring frontalier.

Organisation de conférences avec des experts et spécialistes de sciences sociales et après publication et diffusion universitaire des résultats et diffusion des données sur le web.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Priorisation des réseaux sociaux où on présente la réalité de la frontière et les données sur la violation des droits humains. Nous avons des espaces gratuits dans plusieurs radio pour la diffusion des données. Il y a un site internet qui est en train d'être mis au jour. On socialise le travail de monitoring sur les réseaux sociaux au travers d'articles courts de à la lecture facile.

PLAN Consulting qui donne des consultations sur l'ingénierie hydraulique et agronome pour irrigations dans plusieurs projets.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Dans toutes nos activités nous priorisons l'aspect de genre qui est un des secteurs d'intervention

Un groupe au niveau local a été mis en place à Capotille, il vérifie que les actions mises en place dans la ville respectent la perspective de genre.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Oui, pour élaborer les différents projets, SJM organise des rencontres avec les communautés bénéficiaires pour identifier les problèmes et chercher des solutions conjointes. Consultation des organisations de base pour tenir en compte de leur avis dans la rédaction des projets.

Un document rédigé sur les droits de vivre dans un environnement sain.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Fonds pour l'accompagnement des migrants surtout pour ce qui concerne l'assistance légale.

De fonds pour réaliser des audits institutionnels et des plans stratégiques, renforcement institutionnel, le personnel requiert des activités de formation et récréatives.

Hermanas de San Juan Evangelista, Soeurs de Saint Jean

Adresse, numéro de téléphone, email :

Rue bourbon et Notre dame, 46450263 hermanasjuanistashaiti@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Alexandra Bonilla coordinatrice alexbonillaleonel@gmail.com

Secteurs d'activité :

Femmes, Enfants, Jeunes, protection droits humains, accompagnement et organisation des femmes, refuge pour enfants non accompagnés, enfants vulnérables, soutien alimentaire et scolaire pour enfants vulnérables.

Echelle d'action :

Locale

Expérience et impact sur le terrain :

26 ans à Ouanaminthe

L'institution est reconnue pour son incidence à travers des projets sociaux pour les plus démunis.

Projet Bancomunales qui organise des groupes de femmes qui fonctionnent pour économiser de l'argent surtout dans les zones rurales.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

15 personnes entre sœurs et travailleurs.

Activités principales :

Accueil et assistance aux mineurs non accompagnés via le centre de transit

Formation pour les femmes, salle à manger pour 80 enfants pour le déjeuner, projet contre les VBG avec d'autres organisations de Ouanaminthe notamment sur les violences sexuelles.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Promouvoir la dignité des personnes, en particulier des travailleurs (travailleuses), lutter pour les droits de l'homme et la défense de la vie.

Problèmes rencontrés :

La manque de continuité des processus avec les autres institutions une fois les projets terminés.

Manque de solidarité institutionnelle

Travailler en association avec l'Etat (IBESR) car il n'a pas les moyens de développer des activités et ils ont la responsabilité des enfants.

Coordination difficile avec les autres organisations.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

A Ouanaminthe nous participons au groupe de protection GTPE groupe de protection au niveau local.

Il existe un réseau de sœurs juanistes en Colombie, au Mexique, en République dominicaine et en Haïti.

Red LAMOUR Réseau latino-américain de migrants et de réfugiés.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Nous avons travaillé avec Plan Internacional, UNICEF , IOM, Cross Catholic Relief de US.

Budget annuel à disposition pour les activités :

50 mil USD sans considérer les projets.

Principaux partenaires et relations avec eux

IBESR, Groupes de femmes au niveau local, SJM, ainsi que Solidaridad Fronteriza qui malheureusement maintenant n'est plus active.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Auparavant de nombreuses activités à impact positif étaient menées, mais maintenant le 8 mars et le 25 novembre c'est difficile d'organiser des activités binationales en raison du plan de régularisation et des problèmes pour le passage des frontières.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Il n'y a pas d'expérience directe à ce sujet, seulement le signalement des cas d'abus.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Nous réalisons des activités de style classique de coopération.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous avons une émission de radio au niveau local, il n'y a pas de place pour le lobbying au niveau national.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

L'organisation travaille principalement dans la défense des droits des femmes.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Avant l'élaboration des projets, des assemblées sont parfois organisées avec les bénéficiaires et lorsqu'il s'agit d'enfants, les projets sont rédigés sur la base de l'expérience accumulée.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Qu'il y ait la possibilité de mettre en œuvre des programmes de développement communautaire qui s'identifient aux gens.

Qu'il puisse y avoir un changement de système dans le pays, où les besoins des jeunes et des plus pauvres soient inclus.

Générer des opportunités pour les jeunes autres que la migration.

Améliorer les moyens d'assistance dans le foyer d'accueil et qu'un peu plus d'aide puisse être apportée aux bénéficiaires.

Pouvoir garantir le service de restauration pour les enfants qui pour le moment n'ont pas de projet.

Table de la société civile binationale Ouanaminthe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Pas de bureau

Nom et contact du point focal :

Jesula Blanc

Secteurs d'activité :

Migration, commerce, genre, relations binationales

Echelle d'action :

Ferrier, Ouanaminthe, Capotille, Loma de Cabrera, Dajabón, Partido, Montecristi.

Expérience et impact sur le terrain :

Octobre 2021. Nous avons décidé de sortir de la table de dialogue pour une question de leadership pas seulement entre personnes, mais entre institutions. C'était un face à face entre IOM et Oxfam. Les institutions internationales devraient être là pour nous accompagner de façon technique, et financière. Ils se portaient à la défensive, sans nous laisser nous exprimer.

Il y avait pour projet d'installer d'autres tables avec notre collaboration et ils l'ont fait sans nous. Ils ont fait une étude sur les 4 tables de dialogue frontalier et ne nous ont pas prévenus.

Le logo a été fait à la couleur de IOM et les partenaires n'étaient pas d'accord.

Nous avons eu l'impression qu'il était plus facile de dénoncer avant la constitution de la table. IOM avait des contacts avec les institutions étatiques et il était difficile de les affronter à cause de cette situation. C'était plus une table de synergie. Chaque organisation voulait se visibiliser, mais la table n'a rien fait.

Nous avons passé plus de 7 mois sans fonctionner. Nous avons décidé de faire une révision. Et tout le monde voulait être coordonnateur.

Une des org de support participait pour faire de l'espionnage.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Maintenant font partie de la table SJM, PGNE, UNICEF, FONEDE, RFJS, association des paysans haïtiens.

Côté dominicain : Protection Civile.

Nous voulons partir de la société civile sans inclure les organisations internationales pour le moment. Nous voulons nous renforcer et lutter.

Nous voulons faire un autofinancement pour ne pas être dépendant des projets.

UNICEF Ouanaminthe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Nom et contact du point focal :

Rodrigue Joseph, consultant Protection de l'enfant à Ouanaminthe. + 509 4866 1172.

Secteurs d'activité :

Prise en charge des enfants non accompagnés ou en extrême vulnérabilité en accompagnement à l'IBESR avec la collaboration de Sœurs de Saint Jean. Projet de 3 mois qui se finalise en fin mai.

Echelle d'action :

Locale en ce qui concerne ce projet.

Expérience et impact sur le terrain :

UNICEF est active à Ouanaminthe depuis juin 2021.

Le projet s'est répété aux autres 3 points frontaliers, il vient de se terminer.

Projet spotlight promotions des droits des femmes et filles en collaboration avec CAPAC.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

1 personne à Ouanaminthe, en attente de pouvoir augmenter la présence dans tous les points frontaliers.

Activités principales :

Accueil des enfants remis par CONANI en collaboration avec IBESR et Sœurs Saint Jean.

Supporter la coordination des acteurs locaux.

Supporter IBESR dans ses tâches, support technique et prise en charge.

Renforcement des capacités des acteurs locaux de protection. Institutions étatiques et non étatiques.

Collecte des données sur la vulnérabilité, enfants de rue.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Protection des enfants en mouvement sur la frontière en appui à IBESR et BPM.

Problèmes rencontrés :

Rencontres de coordination qui ne se réalisent pas régulièrement.

Manque de ressource humaines et logistiques pour la réalisation des activités.

Problème dans la collecte des données sur les enfants en mouvement sur la frontière. Il n'existe pas de base de données actualisée.

Pas de données sur les catégories de vulnérabilité des enfants en mouvement.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

GTPE Groupe de Protection de l'enfant.

Table de dialogue de la société civile avec les Institutions de la société civile qui se rencontre au bureau de la Douane.

Nous voudrions réactiver un groupe de coordination sur la migration avec le leadership de l'ONM.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Le projet est financé avec des fonds propres de UNICEF.

Il y a un projet en élaboration en collaboration avec IOM Haiti.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 50mil USD, budget du projet.

Principaux partenaires et relations avec eux

IBESR, ONM, Sœurs de Saint Jean, CONANI, PGNE.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Préparation, organisation et participation aux rencontres entre IBESR et CONANI. Présentation sur les conséquences des nouvelles résolutions migratoire dominicaines sur la prise en charge des enfants en mouvements.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Dès qu'il y a un problème nous rédigeons un rapport qui est partagé avec le bureau central de PaP mais également avec le bureau de Saint Domingue.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Réduction d'un nouveau formulaire pour l'enregistrement des enfants accueillis.

Développement d'un plan de travail annuel partagé pour IBESR et CONANI.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Protection contre les abus et exploitation sexuelle pour les partenaires qui doivent suivre une formation sur la question, pour protéger les bénéficiaires de potentiels abus sexuels.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Nous réalisons une évaluation des besoins, une analyse de protection pour identifier les vulnérabilités et une analyse des partenaires, spécifiquement de IBESR. Nous procédons ensuite à l'élaboration du projet.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Pas de contact avec des entreprises. Le support à IBESR a été important pour renforcer IBESR et BPM. Grâce au support de UNICEF ces deux institutions ont pu augmenter leur impact et joindre beaucoup plus de bénéficiaires.

Vos attentes et besoins :

Une étude qualitative et quantitative sur les catégories de vulnérabilité pour les enfants de la frontière. Combien d'enfants impliqués dans du travail illégal, exploitation sexuelle, etc.

Fonds pour des initiatives de grande envergure sur protection et vulnérabilité sur la frontière.

Être plus présents dans le département du Nord-Est.

Pouvoir augmenter les fonds à disposition de la collaboration avec l'état Haïtien.

Dajabón

ADETDA Agencia de Desarrollo Económico Territorial Dajabón

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Francisco Vido 5 adetda.dajabon@gmail.com 8095797801

Nom et contact du point focal :

Chio Villalona Vice-président 8094965756 refroartec@hotmail.com

Secteurs d'activité :

5 filières : fruits et légumes, lait, apiculture, tourisme et culture

Echelle d'action :

Départementale

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis 2010 à Dajabón.

Reconnue comme une institution qui promeut le développement économique et social de Dajabón.

Collaboration à la formation de l'ADEL de Ouanaminthe.

Organisation de la foire binationale « frontera viva » qui fêtera son cinquième anniversaire.

Légalisation et formalisation du cluster touristique de Dajabón.

La certification de qualité du miel produit à Dajabón.

Placement de deux produits dans les supermarchés nationaux : Miel Frontera et Cacahuètes produits par les femmes de la zone.

Institution d'un fonds de crédit renouvelable.

Création de la coopérative laitière.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

4 personnels administratif et 8 volontaires

Activités principales :

Promotion des filières identifiées, organisation de foires, éducation et formation des filières, octroi de crédits.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Jeter les bases d'une politique de développement économique dans la province de Dajabón.

Education et formation des acteurs sociaux et économiques du territoire.

Contribuer à de bonnes relations pacifiques à la frontière.

Problèmes rencontrés :

Peu de coordination avec le secteur public.

Limites et obstacles à une bonne relation binationale.

Ressources financières limitées.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

ADETDA fait partie du réseau dominicain des agences de développement économique local ADELDOM.

Elle fait partie du conseil municipal de développement.

Collaboration avec l'agence de développement économique de Ouanaminthe ADELNE.

Elle fait partie du réseau latino-américain ISLEIDA d'agences de développement économique local.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

ADETDA a exécuté des projets avec le PNUD et le projet ART-Gold, JAICA (coopération japonaise), fondation FAMSI pour l'avancement des études latino-américaines.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 2 millions de pesos dominicains

Principaux partenaires et relations avec eux

World Vision, Centros de Madres, ADELNE, INDENOR Institut de développement du Nord-ouest, Association de hôteliers de Dajabón.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Projet FANSI

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Essayer d'impliquer les institutions du territoire qui connaissent mieux les conflits frontaliers car ADETDA n'a pas beaucoup d'expérience en la matière.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Notamment dans la filière apicole, un pôle technologique a été mis en place pour la transformation du miel, le centre est très innovatif pour le pays, utilisant les nouvelles technologies.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Relation directe avec le ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'organisation de cours de bonnes pratiques destinés aux entrepreneurs de la province. Le ministère a été attentif aux campagnes de formalisation des micro-entreprises et a accueilli favorablement les revendications des entrepreneurs.

Le ministère contribue par une subvention à la réalisation d'activités de développement du territoire et contribue au fonctionnement administratif de l'agence.

L'ADETDA s'est positionnée comme l'institution la plus reconnue de la province et les médias assurent la couverture des événements organisés et la visibilité des activités lancées.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

ADETDA fait partie de la plateforme genre de la province de Dajabón, ils envisagent d'embaucher une personne pour inclure cette perspective dans les projets.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Pour la rédaction des projets, les propositions sont généralement socialisées avec les associés et leurs suggestions et commentaires sont pris en compte.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Il existe des relations avec CARDISA, une entreprise de produits alimentaires qui les soutient dans l'organisation d'événements, CODEVI finance des activités environnementales et écologiques en tant que responsabilité sociale d'entreprise.

Il existe une relation avec les supermarchés pour la distribution des produits.

Table ronde d'affaires lors du salon Frontera Viva où les entrepreneurs peuvent présenter leurs produits à la grande distribution.

Vos attentes et besoins :

Atteindre l'achèvement de l'usine de transformation de fruits.

Construction d'un centre pour les femmes productrices d'arachides et passage de la filière artisanale à la filière semi-industrielle.

Renforcer les relations transfrontalières avec les organisations haïtiennes et engager les mêmes chaînes de valeur à Ouanaminthe grâce à la collaboration avec ADELNE.

Obtenir du financement pour de nouveaux projets de développement économique pour le département.

L'augmentation des subventions commerciales de l'État.

Continuer à étendre la couverture des nouveaux projets. Développer des coopératives dans certaines chaînes de valeur.

AVSI Associazione Volontari Solidari Internazionali

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Santiago 153, Santo Domingo Gazque, Dirección General Desarrollo Fronterizo Dajabón, República Dominicana, adminrd@avsi.org

Nom et contact du point focal :

Mario Di Francesco +1 829 719 0581 mario.difrancesco@avsi.org

Secteurs d'activité :

Droits Humains, Agriculture, environnement

Echelle d'action :

Binationale et nationale en République Dominicaine avec un focus transfrontalier.

Expérience et impact sur le terrain :

En 2012 au niveau d'action sur la frontière Nord-Ouest de RD.

Projet 2018-2021 « Trabajo digno cruza fronteras » financé par la UE à travers l'Instrument Européen des droits humains.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

AVSI RD 7 personnes inclus ceux qui travaillent à la frontière Nord-Ouest.

Activités principales :

Sensibilisation et formation des migrants haïtiens dans la ligne Nord-Ouest entre Dajabón et Mao Valverde.

Référencement des cas des nouveaux migrants arrivés.

Prise en charge pour les premiers contacts des nouveaux arrivés selon leur vulnérabilité.

Renforcement des organisations communautaires de base spécialisées en droits des migrants et droit humains.

Appui direct à l'assistance et documentation légale.

Dénonciation des cas de violation.

Distribution des plantes pour reforestation, Georeferentiation des plantules.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Développement communautaire en mettant la personne au centre.

Amélioration des relations Haïtiano- Dominicaines pour ce qui concerne les communautés locales.

Développement d'une agriculture soutenable avec un approche de chaines de valeur.

Reforestation, protection du sol et gestion de l'eau.

Problèmes rencontrés :

Difficile relation diplomatique entre les deux pays.

Manque de coordination entre les autorités locales des deux pays.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Coordination binationale très effective et efficace vue que les deux bureaux de AVSI en Haiti et République Dominicaines travaillent de façon coordonnée établis par la section régionale AVSI Caribe.

Accord cadre de partenariat avec la Direction Générale de Desarrollo Fronterizo.

Accord-cadre avec la société Ornithologique de Hispaniola SOH.

Accord de collaboration avec IOM RD et Centro Montalvo.

Partenariat avec CESAL et OBMICA.

Au niveau local il y a un partenariat stratégique avec ASOMILIN « Asociacion Solidaria Obreros Migrantes Linea Noroeste »

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Dans notre portfolio nous avons la plupart des bailleurs : UE, ECHO, Toutes les agences de UN, BID, fondations privées, et l'agence Italienne de Coopération.

Budget annuel à disposition pour les activités :

300 mil Euros

Principaux partenaires et relations avec eux

UE, ECHO, Toutes les agences de UN, BID, fondations privées et l'agence Italienne de Coopération, DGDF, Centro Montalvo, ASOMILIN.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

10 ans d'expérience. A partir de 2012 AVSI en Haiti a commencé des activités au niveau binational. Les activités étaient gérées par la RD et à partir de ça AVSI a formalisé un bureau en RD pour la gestion des dites activités.

Projet 2018-2021 « Trabajo digno cruza fronteras » financé par l'UE.

Gestion coordonnée du parc Macallà du 2012-2016 à la montagne dans le nord-ouest pour la conservation de l'environnement.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous adoptons la création des tables de concertation à l'intérieur des projets à différents niveaux.

Au niveau communautaire entre les entreprises dominicaines des bananes et les ouvriers du même secteur, ensuite nous incluons les autorités nationales, c'est là que ça commence à mal fonctionner.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Surtout au niveau des activités liées à la protection environnementale toutes les pratiques innovatrices applicables à l'agriculture et l'environnement pour ce qui concerne le charbon finance et charbon print.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Réseau d'avocats pour la documentation légale sur les droits des migrants, consulat Haïtien à Dajabón. Tous les réseaux médias qui font référence à la DGDF.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Inclue dans toutes les activités. Nous faisons référence à un Protocol international de AVSI.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Totalement, c'est un des chapitres de l'objectif général. Toutes les actions de AVSI démarrent d'un besoin qui ressort des communautés avec lesquelles nous travaillons. Ce sont des demandes directes qui remontent au niveau des autorités locales et nationales et à ce moment là nous formulons le projet.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous poussons beaucoup sur la reforestation et la publication de documents d'étude.

Nous avons un partenariat avec Fondation Lavazza, leader mondial du café. Une collaboration technique sur la filière du café et aussi une collaboration de type financier.

Treedom une start-up italienne qui travaille sur les crédits de charbon et reforestation.

Vos attentes et besoins :

Renforcer les relations institutionnelles avec les bailleurs. On s'attend à élargir les stratégies nationales au niveau agricole jusqu'à arriver au niveau régional (Caraïbe).

Cruz Roja Dominicana filial Dajabón

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Presidente Enrique 84, sector Guayabal.

Nom et contact du point focal :

Evangelista Rodríguez Gómez eva1r@hotmail.com 8299899812

Secteurs d'activité :

Assistance aux migrants, assistance préhospitalière à la population, assistance aux catastrophes (phénomènes atmosphériques ou accidents), secourisme, égalité femmes-hommes, gestion du risque scolaire dans le cas particulier de tremblement de terre, incendie, etc.

Echelle d'action :

Provinciale

Expérience et impact sur le terrain :

Actif dans la province de Dajabón depuis 1995.

Reconnaissance de la communauté et des migrants.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

185 bénévoles dans le département de Dajabón.

Activités principales :

Formation des membres du CESFRONT sur le droit institutionnel et le droit international humanitaire, secourisme, accompagnement du Ministère de la Santé Publique dans la campagne de vaccination contre la COVID 19.

Protection contre les abus en signalant les informations aux institutions responsables.

Assistance préhospitalière, regroupement familial, soutien alimentaire aux migrants captés par la DGM.

Former des équipes de membres de brigade dans les écoles pour la première réaction à une catastrophe naturelle.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Apporter une aide humaine aux personnes sans distinction de nationalité pour alléger leurs souffrances.

Problèmes rencontrés :

La non-acceptation par certains citoyens du traitement réservé aux migrants.

Manque de coopération de certaines institutions.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Réseau de protection (NNA) des enfants, des filles et des adolescents de la République Dominicaine, membre de la table de dialogue binationale.

La relation avec la croix rouge de Ouanaminthe s'est refroidie, bien qu'il y ait des collaborations pendant les vacances.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Des projets de l'Union européenne, de la Croix-Rouge espagnole et du Comité international de la Croix-Rouge ont été réalisés.

Un projet contre la malnutrition infantile financé par l'UNICEF est en cours de réalisation.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'y a pas de budget, les filiales doivent être autonomes avec des contributions des institutions locales.

Principaux partenaires et relations avec eux

CONANI, OIM, UNICEF, ACNUR, CESAL qui utilisent la croix rouge pour aider les migrants, mais sans collaborer, avec des dépenses de base. Malgré cela, la croix rouge n'est pas prise en compte pour l'exécution des projets.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Un projet participatif de transformation des saines habitudes d'hygiène en collaboration avec la croix rouge de Ouanaminthe en 2008.

Assistance aux migrants en déplacement financée pour la Croix-Rouge allemande en 2020 à travers un protocole d'accord au niveau local avec la Croix-Rouge de Ouanaminthe.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous ne nous sommes jamais retrouvés dans cette situation.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Des enregistrements des opérations effectuées sont toujours mises en place, des photos sont prises et envoyées au bureau national qui s'occupe de la communication et des relations avec le gouvernement.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Ils travaillent conjointement mais il n'y a pas d'application spécifique d'une perspective de genre.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Des dons sont parfois reçus d'entreprises privées, notamment en ce qui concerne la nourriture à distribuer aux personnes assistées.

Vos attentes et besoins :

Manque d'achèvement des infrastructures et manque de transport et de soutien logistique.

Mesa de Dialogo Binacional Dajabón/Ouanaminthe

Adresse, numéro de téléphone, email :

Pas de bureau.

Nom et contact du point focal :

Benigno Toribio, Gustavo. gustavo_toribio@hotmail.com 8097837486

Secteurs d'activité :

Commerce, Droits humains, Migration, Genre, Relations binationales.

Echelle d'action :

Département de Dajabón.

Expérience et impact sur le terrain :

La table est active depuis 2015.

La promotion de la carte d'habitant frontalier, la reconnaissance par les instances institutionnelles.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Les organisations qui participent à la table sont environ 25. La direction est composée de 5 membres.

Activités principales :

La table est en cours de réorganisation depuis quelques mois et des actions précises ne peuvent être définies.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Être un espace de dialogue transfrontalier à disposition de la collectivité.

Être un intermédiaire entre les autorités et la société civile.

Promouvoir et défendre les droits de l'Homme, en mettant l'accent sur la population migrante.

Problèmes rencontrés :

L'instabilité dans les différents points frontaliers, les changements de commandants militaires et les autorités de l'immigration qui impliquent la répétition des processus.

Problèmes d'organisation interne.

Incompréhension avec les autorités des deux côtés.

Un conflit interne qui est en train de diviser la table. Les organisations de la société civile du côté haïtien ont constitué une nouvelle instance appelée Table binationale de la société civile. Une discussion est en cours pour éviter la séparation.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Réseau de protection des migrants dont font partie les 4 tables de dialogue représentant les 4 points frontaliers entre la République Dominicaine et Haïti.

Le réseau des 4 tables de dialogue au niveau binational.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Les projets ne sont pas gérés mais la table reçoit le soutien d'organisations internationales pour l'organisation d'activités et de réunions.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'y a pas de budget dédié à la table.

Principaux partenaires et relations avec eux

IOM, OXFAM, Croix Rouge, Centro Montalvo, AVSI, Centro Puente qui ont, à différentes reprises, financé les activités de la table.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Outre l'organisation des réunions mensuelles, l'organisation d'une rencontre trimestrielle entre les autorités et la société civile au niveau binational.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

En cas de conflit d'incidence binationale, la table s'est publiquement positionnée face à la population, soutenant la position partagée entre les partenaires après une assemblée.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

La table a été pionnière en étant une instance où le dialogue peut se tenir au niveau binational avec la participation des autorités et de la société civile. La table de Dajabón a été la première à se former et a servi d'exemple pour la formation des autres tables dans les deux pays.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Surtout avec le secteur du commerce, en raison du marché frontalier, il y a toujours eu un dialogue permanent. Les médias assistent et se rendent visibles lorsqu'ils sont convoqués. La table de dialogue est reconnue au niveau national, mais il n'y a pas eu d'échange direct, bien qu'ils aient participé conjointement à des activités à la frontière.

En ce qui concerne le carnet de l'habitant frontalier, ils se sont adressés directement au ministère des Affaires étrangères, à la personne en charge des relations binationales. Différentes réunions ont eu lieu et avec la collaboration de l'OIM et l'instance a été montée au plus haut niveau autant du côté dominicain que du côté haïtien.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La participation est équilibrée au sein de la table et le PGNE veille à l'intégration de la perspective genre dans toutes les activités.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Les décisions sont prises avec l'avis favorable de l'assemblée générale. La table décide d'accompagner ou non les institutions qui le demandent.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Il n'y a pas eu de contacts avec de grandes entreprises du secteur privé.

Vos attentes et besoins :

Pouvoir renforcer l'instance et être une référence dans la résolution des conflits en matière transfrontalière.

Besoin de formation et de ressources financières et d'un lieu où la table peut se rencontrer et recevoir des visites et entreposer des matériaux et des équipements de travail.

Plataforma de genero Dajabón

Adresse, numéro de téléphone, email :

Bureau au sein du Ministère de la Femme à Dajabón Calle Beller Esq. Víctor Manuel Abreu No. 20.
Téléphone : 809-579-8580

Nom et contact du point focal :

Marisela Rodríguez +1 809 729 7786 maricelar@hotmail.com

Secteurs d'activité :

Formations dans les écoles sur les VBG.

C'est le ministère qui s'occupe de la gestion des cas de violence et du suivi judiciaire.

Echelle d'action :

Actif dans toute la province de Dajabón.

Expérience et impact sur le terrain :

Plateforme de genre active depuis 10 ans dans le département de Dajabón.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

N/A

Activités principales :

Organisation de la journée du 8 mars en collaboration avec le PGNE. Le 25 novembre, journée internationale de la non-violence faite aux femmes.

Orientation de la population et des jeunes, pour les informer et les éduquer sur la problématique des violences faites aux femmes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Appuyer les femmes du département.

Lutter contre la GBV.

Problèmes rencontrés :

Problèmes économiques de déplacement pour réaliser des activités.

La plateforme ne gère pas de ressources économiques.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Il n'y a eu qu'une seule fois un échange avec la plateforme de Mao Valverde, avec le PGNE il y a eu plus que cela, mais les échanges ont été interrompus en raison de l'insécurité en Haïti et des problèmes de passage de la frontière.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Nous recevons quelques apports d'organismes de coopération actifs sur le territoire pour l'organisation d'événements ou la réalisation d'activités, mais ils n'ont jamais développé de projet financé par des bailleurs de fonds internationaux.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget.

Principaux partenaires et relations avec eux

MUDE Mujeres en Desarrollo à Saint-Domingue, une ONG dominicaine est le partenaire qui nous soutient le plus.

L'OIM qui finance certaines activités.

OXFAM.

ASOMUNEDA.

FEDA Special Fund for Agricultural Development, un prêt pour la construction d'une boulangerie-pâtisserie.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Parfois nous avons collaboré avec la PGNE dans l'organisation des journées du 8 Mars et du 25 Novembre, mais ça n'arrive plus depuis des années.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

N/A.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

C'est notre travail.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Les décisions sont toujours prises de façon participative avec l'assemblée.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A.

Vos attentes et besoins :

Pouvoir gérer des projets, sous l'exemple de la PGNE, pour pouvoir financer nos activités.

Pouvoir ouvrir la boulangerie pour générer des revenus.

Pouvoir nous renforcer pour devenir une référence pour les femmes à la frontière coté dominicain.

SSID Servicio Social Iglesias Dominicanas

Adresse, numéro de téléphone, email :

Conseil de 17 églises évangéliques du pays plus 9 autres églises associées.

Nom et contact du point focal :

Juana Cruz secrétaire administrative juanacruz1811@hotmail.com 8297605217

Secteurs d'activité :

Culture de la PAIX, projet dans 10 communautés en RD et dans 5 en Haïti.

Dialogue binational, travail sur les enjeux avec les Haïtiens.

Santé des femmes enceintes.

Travailler avec les centres des mères.

Echelle d'action :

Nationale, il y a d'autres bureaux à San Juan, Barahona, San Pedro y Monteplata

Expérience et impact sur le terrain :

Elle ne répond pas.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

5 personnes au bureau de Dajabón, 30 environ au niveau national.

Activités principales :

Activités communes, réunions, projets de vie, élevage, école de formation en informatique à Tiroli

Plantation de légumes, pisciculture.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Travailler avec le développement communautaire.

Problèmes rencontrés :

Manque d'intégration dans les communautés des différents groupes de la société.

Inconvénients logistiques dus à la distance entre les communautés assistées, tels que le manque d'eau et de transport.

Les fonctionnaires de l'État qui rendent difficile l'obtention des autorisations nécessaires à la réalisation de certaines activités.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Dialogue dominicain/haïtien, un réseau composé de partenaires institutionnels des deux pays, y compris des églises évangéliques du côté haïtien, dirigé par SSID. Normalement, cet outil est activé lorsqu'il y a un inconvénient ou un problème.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Dans le passé, les Églises norvégiennes ont financé le projet des femmes transfrontalières, une relation amicale entre des groupes de femmes haïtiennes et dominicaines.

Maintenant, les projets sont financés par des groupes d'églises aux États-Unis et des dons des mêmes églises qui appartiennent au SSID.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Je ne connais pas le chiffre.

Principaux partenaires et relations avec eux

World Vision pour mettre en œuvre certaines activités des projets. L'état pour la partie de la santé des femmes enceintes et les enfants jusqu'à 5 ans, à travers un promoteur qui conseille les femmes dans la phase de grossesse et les 5 premières années de la vie de l'enfant. En cas de besoin elles sont amenées à l'hôpital et les dépenses peuvent être couvertes.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Camping des femmes à la frontière à la montagne.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Dialogue avec les deux parties. Nous les faisons s'asseoir et discuter des faits qu'il y a eu dans le passé.

Rencontres entre les enfants des écoles des deux côtés pour qu'ils s'habituent à échanger entre eux.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Nous utilisons les modalités classiques.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Il n'y a pas beaucoup d'attention ou d'intérêt à rendre les activités visibles, ce n'est qu'un service à la communauté.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Dans chaque bureau la dimension de genre est prise en compte.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Diagnostic communautaire, assemblées communautaires, présentation de propositions et prise de décision conjointe. Les besoins des communautés sont le premier aspect pris en compte au moment de l'élaboration des propositions de projets.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

L'État est très éloigné des communautés qui participent à nos activités. Une aide informelle est reçue des entreprises privées qui travaillent dans la région.

Vos attentes et besoins :

Le soutien économique continu pour pouvoir élargir le rayon d'action de l'organisation et couvrir davantage de communautés, notamment les Haïtiennes. Il y a de très bonnes attentes pour l'avenir.

Belladère/Comendador

Belladère

Fondation Zanmi Timoun

Adresse, numéro de téléphone, email :

Cité Joli Route de Belladère 29185759 aztimoun@gmail.com

Nom et contact du point focal :

Ashley Duclosel ashducprofes@gmail.com responsable du bureau de Belladère 42321107

Secteurs d'activité :

Programme de rapatriement et de déportation des enfants non accompagnés jusqu'à 17 ans

Plaidoyer auprès de la presse, note de presse sur vulnérabilité

Echelle d'action :

Port au Prince et Nippes, National,

Expérience et impact sur le terrain :

21 ans d'expérience, à Belladère depuis 2015

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

6 personnes, 1 responsable du travail social, 1 psychologue, 2 agents de terrain, 2 personnels d'entretien.

Activités principales :

Accueil, hébergement pour 17 enfants, plaidoyer, appui psychosocial, recherche de famille et réunification familiale, appui économique aux familles vulnérables, appui médical, formations de formateur sur l'éducation financière. Campagnes de sensibilisation à travers des organisations communautaires de base, importance des familles auprès des enfants, nouvelles dispositions migratoire, droits des enfants, affiches, suivi après la Réunification.

1 voiture

Objectifs spécifiques de l'institution :

Combattre le système de « restavek » c'est-à-dire les enfants qui habitent avec des familles qui ne sont pas les siennes.

Promouvoir les droits de l'enfant à travers des activités socioéducatives et culturelles.

Encadrer les enfants défavorisés des quartiers populaires

Accompagner les familles d'accueil et d'origine à travers des activités socioéconomiques.

Problèmes rencontrés :

L'absence de la Brigade de Protection aux Mineurs (BPM) pour faire face aux passeurs.

Inaccessibilité des zones reculées.

Difficultés dans la réunification des familles à cause de la distance des zones d'origine.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

GTPE Groupe de Travail Protection de l'Enfance Coordination de plusieurs organisations de la zone de Belladère, état de lieu de la situation. (GARR, IOM, IBSESR, OVDAB, ONM, assemblé communal de Belladère, juge du tribunal de paix, UNICEF)

Collaboration avec CONANI.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Depuis 2010 travail avec UNICEF, avec IOM, MISEREOR, ASF avocat sans frontières

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 300mil USD

Principaux partenaires et relations avec eux :

La mairie

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Assistance aux enfants migrants vulnérables identifiés à la frontière de Belladère et les 10 points non officiels les plus fréquentés en collaboration avec CONANI.

De manière informelle centre de transit.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous suivons la feuille de route prévue par le projet, nous faisons souvent des interventions de plaidoyer avec la presse spécialement à la fin du projet, mais aussi des notes de presse pour renseigner sur la situation des enfants pris en charge et leur nombre.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Il n'y avait pas un psychologue, maintenant nous dressons une histoire de vie de chaque enfant pour les prochains cas. La méthodologie s'est améliorée. La capacité d'accueil a augmenté et les procédures sont devenues plus rapides.

Nous avons amélioré la coordination avec les autres acteurs qui travaillent la même situation.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Les institutions locales reçoivent des suggestions et essayent de les mettre en place

Lobbying au niveau national à travers la presse au niveau national

Défenseur PLUS

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Nous adoptons la perspective de genre au sens large dans tout notre travail, sensibilisation dans les écoles sur la GBV.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Avec les réseaux communautaires nous identifions les vulnérabilités au niveau local en se basant sur les témoignages recueillis dans les ateliers.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non

Vos attentes et besoins :

Agrandir la capacité d'accueil.

Augmenter la capacité d'appui économique pour pouvoir appuyer toutes les familles.

Fournir un appui scolaire aux enfants vulnérables, mettre en place une ludothèque pour les enfants.

Augmenter les moyens de déplacement.

Augmenter la visibilité de spots et aussi réaliser des feuillets radio drame pour mobiliser les jeunes sur la question de la protection de l'enfance et des droits des enfants

GARR Belladère

Adresse, numéro de téléphone, email :

N.7 Bois Cayman, route de Mateguasse, Belladère

28111500

Nom et contact du point focal :

ORBÉ Rigard rigard.orbe@gmail.com 47701485

Secteurs d'activité :

Migration, Etat civil, Droits Humains.

Echelle d'action :

Département du Centre. Le bureau principal est à Belladère, mais il y a aussi des bureaux à Las Cahobas, Toumonde, Thomassique, Savanette, et Cercle à la Sauce.

Expérience et impact sur le terrain :

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

3 à Belladère (1 responsable, 2 animateurs, plus personnel ménagère, 1 animatrice à Las Cahobas, deux animatrices à Thomassique et Cercle à la Sauce. Le responsable régional supervise les animateurs au niveau régional.

Activités principales :

Accueils des rapatriés à la frontière, assistance, nourriture hébergement, distribution de kit hygiéniques, suites médicales, transport pour les migrants surtout rapatriés.

Nous travaillons avec les Organisation communautaires de base en donnant des formations sur la solidarité, les droits humains et la citoyenneté engagée et active. Dans un projet financé par Caritas nous faisons de l'accompagnement aux femmes victimes de violence de toute sorte et nous organisons des journées de formation aux femmes pour leur apprendre la préparation de savon et de produits de nettoyage.

En ce qui concerne le volet état civil, nous faisons de l'accompagnement pour l'enregistrement des naissance, pièces d'identité et actes de naissance même pour les adultes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Accompagner les migrants, former les citoyens, plaider auprès des autorités pour répondre aux personnes contre violations droits humaines particulièrement des migrants. Plaidoyer au niveau local, national et international.

Problèmes rencontrés :

Désengagement des autorités de l'état, toutes les responsabilités sont laissées aux institutions de la société civile.

Problème de financement pour soutenir les activités spécialement l'assistance aux migrants.

Problèmes d'instabilité institutionnel qui génère des problèmes pour ce qui concerne le plaidoyer.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous sommes en contact avec les autres bureaux régionaux du GARR pour un échange occasionnel d'informations.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Nous avons une longue expérience ; le GARR finance toutes les activités à travers des fonds des bailleurs internationaux.

UNICEF finance un projet qui terminera en mars 2022. Nous avons des relations aussi avec AGWS, une organisation juive Christian et USAID.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'y a pas de chiffre exact, c'est le bureau central qui gère en fonction des projets qui arrivent.

Principaux partenaires et relations avec eux :

UNICEF, Christian AID, AGWS, Caritas international, Caritas Luxembourg, OXFAM.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Table de dialogue binationale, activités mensuelles, MUNDHA, OBMICA, IOM, UNICEF

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Organisation de rencontres avec les autorités locales, tables de concertation locale qui ont évolué dans la table de dialogue binationale.

En cas de conflit le GARR est informé et ils mettent en place des démarches pour chercher de solutions, formations aux autorités locales sur résolution de conflits et aussi aux leaders locaux.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Il y a une approche de formateurs, formations pour les employés, le travail améliore la sensibilité vers les Droits Humains.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Le site web, au niveau local, radio, camion avec sono, flyers.

Très bon rapport avec les institutions locales, pas de contact direct avec les autorités dominicaines ni avec CESFRONT pour les déportations.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La dimension de genre est prise en compte dans toutes les procédures du GARR, les besoins spécifiques des femmes étant toujours pris en compte.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

La plupart des projets sont élaborés au niveau central, mais il y a des projets élaborés directement à partir des besoins et des demandes de la population bénéficiaire.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous ne sentons pas la réaction des autorités locales aux propositions du GARR. La proposition de loi sur la migration est bloquée au parlement, nous sentons qu'il y a quelque chose qui bloque les autorités à avancer vers l'amélioration.

Il y a des contacts au niveau local avec les entrepreneurs et commerçants mais il est compliqué de mettre d'accord tout le monde, pas de relations avec les grandes entreprises du moins au niveau local.

Vos attentes et besoins :

Des nouveaux projets pour avoir une attention meilleure aux migrants.

Proposer des projets générateurs de revenus, construction de maisons, en général pour convaincre les gens de ne pas migrer.

Continuer à soutenir les femmes ; manque de moyens de transport : il faudrait un bus pour le transport des migrants. Enfin plus de fonds pour les activités.

Problème d'énergie pour faire fonctionner le bureau.

IBESR Belladère

Adresse, numéro de téléphone, email :

Carisal, Belladère

Nom et contact du point focal :

Eustache Junie 43086317 eustachejunie8@gmail.com

Secteurs d'activité :

Accueil, référencement des enfants et femmes enceintes.

Echelle d'action :

Nationale

Expérience et impact sur le terrain :

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 agents

Activités principales :

Accueil des enfants, aider les enfants pour l'hébergement, réinsertion, soin médical, appui suivi psychologique

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Manque de matériel pour travailler, électricité, moyens de déplacement

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

CONANI, IOM, Zanmi Timoun, GARR, ONM UNICEF

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

N/A.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux :

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Rien

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Oui

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Renforcement de l'équipe, plus d'appui du niveau central.

OFDAB Organisation des femmes pour le développement et l'assainissement de Belladère

Adresse, numéro de téléphone, email :

N/A

Nom et contact du point focal :

Cachiman 36770857

Secteurs d'activité :

Accompagner les femmes contre la violence physique et sexuelle

Echelle d'action :

Belladère et ses environs

Expérience et impact sur le terrain :

10 ans

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

400 femmes, 13 personnes dans le comité directif

Activités principales :

Accompagner les femmes victimes dans le tour de la justice, 40 femmes assistées pendant la dernière année, vigilance dans le marché frontalier

Objectifs spécifiques de l'institution :

Sauvegarder la vie de femmes

Problèmes rencontrés :

Financement pour faire avancer les travaux

Faible collaboration des autorités dominicaines

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Pas de capacité

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Il n'y a pas d'expérience.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget, juste du travail bénévole.

Principaux partenaires et relations avec eux :

IOM, GARR, OXFAM, OPC office protection citoyen, IBESR

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Plusieurs formations avec OXFAM

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Dialogue avec la Police Dominicaine, comité de derechos Humanos de Elias Pina

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

L'organisation fait du plaidoyer auprès les journalistes du côté haïtien.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Le travail se développe exclusivement avec des femmes. Les hommes n'y participent pas.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

C'est le Comité directif qui se fait charge de tout le travail, tous les deux ans il y a une assemblée générale.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Un bureau et un local pour les réunions et les formations

ONM Belladère

Adresse, numéro de téléphone, email :

Mateguasse +509 37589800

Nom et contact du point focal :

Vincent Claudel vincentclaudel471@gmail.com 42873398

Secteurs d'activité :

Accueil des migrants.

Echelle d'action :

Nationale.

Expérience et impact sur le terrain :

Enregistrer les migrants et les mettre en contact avec les organisations et institutions qui s'occupent de la prise en charge.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

6 personnes 1 responsable, chargé de mission, agents liaison

Activités principales :

Accueil des migrants

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Manque de documents de la part des migrants de retour

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

N/A.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

IOM

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux :

IBESR, IOM, CONANI DIE zanmi timoun

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Table dialogue binationale

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Pas assez de soutien par l'état central, pas de moyens de transport pour les agents qui doivent payer leur propre transport.

Incapacité à donner une bonne assistance aux migrants à cause du manque de fonds.

Comendador

Alcaldía de Comendador

Adresse, numéro de téléphone, email :

Av. 27 de Febrero, parque central Comendador 8095279464

Nom et contact du point focal :

Chef du service de l'état civil et des hypothèques Liliam Ogando liliamdeniseogando@yahoo.es
8097067118

Secteurs d'activité :

Gestion municipale

Echelle d'action :

Locale

Expérience et impact sur le terrain :

N/A.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Environ 700 personnes

Activités principales :

Appui en situation de difficultés pour la ville de Belladère.

Dialogue pour la résolution de conflits.

Comité Intermunicipal transfrontalier, mais il n'y a pas eu de réunions depuis 6 ans.

L'ancien maire n'était pas intéressé dans les relations binationales, le nouveau serait plus intéressé mais cela n'a pas été possible à cause du COVID.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Renforcement des relations bilatérales, résoudre les conflits.

Problèmes rencontrés :

Problèmes liés au commerce et abus subis par les commerçants.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

N/A

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Projets de l'Union européenne, fonds de coopération de l'ambassade de France, plan international, OIM, UNHCR.

Groupe de maires de la Mancomunidad de la province d'Elias Pina qui présentent les projets.

Budget annuel à disposition pour les activités :

N/A

Principaux partenaires et relations avec eux :

Mairie de Belladère, Table de dialogue binational, IOM

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Pas d'activités dans la dernière gestion qui a commencé en 2020.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le dialogue direct et après des réunions entre deux petites délégations.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Les activités ont peu de visibilité au niveau des médias nationaux, il y a eu un meilleur moment où le dialogue avec les institutions nationales était plus continu. Les seules nouvelles qui nous parviennent sont celles de conflits au niveau de la frontière.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Il n'y a pas d'effort pour inclure la perspective de genre dans le travail de la mairie de Comendador au niveau binational.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Rédaction participative des projets pour financement de bailleurs internationaux entre les différentes municipalités.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Des relations exclusivement avec les autorités au niveau local.

Vos attentes et besoins :

Maintenir l'harmonie entre les autorités, malgré la situation difficile en Haïti, et pouvoir travailler de façon collaborative.

Manque de soutien des autorités locales, plus d'engagements des autorités haïtiennes.

Récupérer la gestion du marché pour avoir plus d'impact.

Fédération de Juntas de vecinos de Comendador

Adresse, numéro de téléphone, email :

N/A.

Nom et contact du point focal :

Juan José Mateo Martinez 809 756 6282 juanjosemateo1@hotmail.com

Secteurs d'activité :

Sécurité citoyenne, sécurité sociale, santé, sécurité alimentaire, carte de solidarité santé et alimentation pour les citoyens ayants droit, amélioration des quartiers, électricité, éclairage.

Echelle d'action :

Toute la commune de Comendador, zones urbaines et rurales.

Expérience et impact sur le terrain :

Actifs depuis 2009, a la capacité de rassembler plus de 35 associations de quartiers sur le territoire.

Echanges avec les associations de quartiers de Puerto Plata et San Juan de la Maguana.

Projet de gestion des déchets solides.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Conseil de 9 personnes qui se réunit avant chaque assemblée pour décider des sujets à aborder et proposer l'ordre du jour

Activités principales :

Reçu des formations par INFOTEP (capacitations de l'Etat Dominicain).

Sécurité citoyenne et sociale, eau potable.

Réunion le dernier samedi de chaque mois. Budget participatif pour l'investissement communautaire.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Résoudre les problèmes de la communauté.

Accompagner les collectivités dans les démarches nécessaires.

Problèmes rencontrés :

Manque de planification territoriale.

Signalisation des rues de la commune.

Absence de citoyen actifs et de sécurité sociale.

Délinquance.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Ils participent dans un projet du ministère de l'Économie et de l'Industrie.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Fonds de coopération des ambassades de France. Une concertation mais des problèmes avec la mairie les ont écartés du projet.

Traite des migrants dans un atelier à Belladère avec CONANI.

Accompagnement en projets sportifs à Belladère.

Ils ont essayé d'organiser des juntas de vecinos en Belladère mais cela n'a pas été possible à cause de problèmes de langage et le manque d'habitude par les Haïtiens à cette forme de participation.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget

Parfois il y a un appui par la municipalité ou le gouvernement départemental pour la réalisation d'activités ponctuelles.

Le budget participatif est de 3 millions de pesos, mais géré par la Mairie.

Principaux partenaires et relations avec eux :

Mairie de Comendador, gouvernement départemental et santé publique.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Pas d'expérience.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Ils ne s'engagent pas dans des conflits frontaliers.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Ils peuvent identifier les nécessités de la population et diriger les interventions de la mairie.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

15 femmes et 20 hommes, dû à la difficulté des agriculteurs à participer aux réunions ce sont les femmes qui réalisent le travail communautaire.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Budget participatif.

Consultation à travers d'un formulaire où chaque JAC peut choisir ses priorités, après que la consultation est approuvée 2-3 priorités sur les 70 présentées sont financées.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Pouvoir créer des emplois pour générer des entrées financières.

Améliorer la capacité d'accompagnement, un bureau de propriété ou qui leur soit assigné.

Réalisation d'un projet sur boulangerie et pâtisserie.

Avoir plus de visibilité et pouvoir être reconnus officiellement (incorporation).

Accompagnement pour améliorer les capacités.

Mesa diálogo transfronterizo Comendador/Belladère

Adresse, numéro de téléphone, email :

Los encuentros se realizan en diferentes lugares.

8 personnes le directif qui se réunit mensuellement 4 dominicains et 4 haïtiens.

En général Il n'y a pas une périodicité des réunions de la table.

Nom et contact du point focal :

Miguelina Ferreras fédération de juntas de vecinos 809 8473758 crucitaferreras@hotmail.com

Secteurs d'activité :

Echanges binationaux jeux sportifs.

Echelle d'action :

Comendador/Belladère zone urbaine

Expérience et impact sur le terrain :

4 ans de fonctionnement, étant la foire gastronomique de 2021 le majeur succès.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

N/A

Activités principales :

Jeux sportifs, foires gastronomiques, réunions séquentielles, relations avec les autorités des deux côtés, résolution des conflits avec les commerçants des deux côtés, évitant la fermeture des portes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Trouver des solutions aux problèmes qui surviennent à la frontière.

Rechercher des alternatives au conflit.

Problèmes rencontrés :

La facilité de fermeture des portes frontalières, surtout du côté haïtien, des conflits entre haïtiens de leur côté de la frontière.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

IOM, OXFAM, Plan International, Rencontres avec les autres tables frontalier de dialogue, le dernier en décembre 2021.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Pas de gestion de fonds, seulement un appui de part de IOM et autres organisations.

Budget annuel à disposition pour les activités :

La table n'a pas de budget, c'est IOM qui a un budget pour l'appui aux activités de la table.

Principaux partenaires et relations avec eux :

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Jeux, foires gastronomiques et réunions de suivi.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Réunions avec les autorités, dialogue avec les autorités pour la recherche d'une solution.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Il y a une relation avec les communicateurs des médias, il y a des représentants des médias qui participent dans les réunions. Toutes les réunions se réalisent à Comendador, ce sont les haïtiens qui traversent la frontière pour se rendre aux réunions.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La table travaille avec une dimension de genre, mais ils ne mettent pas en marche des activités spécifiques à bénéfice des femmes et de leur inclusion.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Plus d'appui, plus d'unité entre les partenaires et plus de visibilité auprès de la population.

Malpasse/Jimani

Malpasse

CODDEMIR Collectif des Organisations pour la Défense des Droits des Migrants et Rapatriés.

Adresse, numéro de téléphone, email :

Fond Parisien, La source. coddemirht@yhao.fr

Nom et contact du point focal :

Sene Djankal responsable de communication adjoint 34985788 senedjankal@gmail.com

Secteurs d'activité :

Offrir de l'assistance et faire un plaidoyer pour les migrants quand ils sont rapatriés.

Environ 15 organisations font partie du collectif.

Echelle d'action :

Toute la zone frontalière locale : Malpasse, Fond Parisien, Gantier, Fond Verrette.

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis 2013. Une référence dans la localité pour les campagnes de sensibilisation, donner des kits hygiéniques et faire du travail avec la population.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Environ 12 personnes.

Activités principales :

Accueil des rapatriés à la frontière, faire le constat des conditions des rapatriés pour ensuite rédiger un cahier de charges pour demander de meilleures conditions de rapatriement.

Nous avons un mobil sonore pour diffuser les informations dans les zones les plus reculées, les marchés informels sur la frontière et aussi dans les écoles.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Que d'ici 15 ans le flux migratoire soit baissé considérablement,

Un meilleur traitement des rapatriés, qu'ils reçoivent de la part de l'état l'assistance nécessaire lors de leur rapatriement.

Pouvoir plaider auprès des gouvernements centraux des deux pays pour demander de meilleures conditions.

Problèmes rencontrés :

Manque de matériel informatif.

Manque de personnel.

Pas de soutien financier.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

BPM, IOM, SJM, GARR, pas avec des organisations du côté dominicain. Réseau National de Défense des Droits Humains. RNDDH.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

N/A

Budget annuel à disposition pour les activités :

N/A

Principaux partenaires et relations avec eux

IOM

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Participation à des réunions transfrontalières avec la société civile comme la table de dialogue.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous essayons de commencer un dialogue avec les institutions sécuritaires dominicaines pour chercher une solution au problème et aussi pour demander un meilleur traitement dans le cas de rapatriement.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Recontacter les rapatriés pour faire un suivi pour leur donner une assistance supplémentaire pour les faire sentir chez eux.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous publions régulièrement des articles et des communiqués de presse. Nous utilisons les réseaux sociaux, entretiens radiophoniques et les pages du nouvelliste.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

C'est une chose que nous tenons en compte autant au niveau du bureau qu'au niveau des bénéficiaires.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Nous essayons d'effectuer un travail d'équipe avec les collègues et les bénéficiaires.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous avons essayé de se rapprocher du secteur privé mais ils ne sont pas intéressés pour nous soutenir.

Vos attentes et besoins :

AFAVAF Association Fenm Voyant Fond Parisien

Adresse, numéro de téléphone, email :

Elles ont un local, mais pas fonctionnel actuellement.

Nom et contact du point focal :

Marie Michèle Polynice +509 36336091 + 509 42221189 Présidente

Secteurs d'activité :

Les femmes vulnérables, les enfants démunis.

GBV, médiation de conflits, équité de genre.

Echelle d'action :

La zone frontalière de Fond Parisien jusqu'à Malpasse.

Expérience et impact sur le terrain :

Actives depuis 1995. On est connus pour les activités du 8 Mars et du 25 Novembre où nous organisons des marches et des conférences.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

62 en total, mais seulement 44 femmes actives.

Activités principales :

Collaboration avec des association des femmes marchandes du marché frontalier du marché frontalier de Jimani

Collaboration avec des étudiantes de l'Université à Port au Prince

Mutuelle de solidarité chaque mercredi pour l'aide aux femmes vulnérables.

Chaque dimanche il y a des réunions pour faire la diffusion des informations et discussion des problèmes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Lutter pour l'égalité des hommes et des femmes.

Participer dans la vie politique du pays.

Problèmes rencontrés :

Problèmes d'insécurité qui empêchent de se déplacer pour se rendre à Croix de Bouquets ou à Port au Prince pour acheter ou vendre des marchandises.

Ne pas avoir un local pour les réunions.

Problème de ressources financières.

Ne pas avoir un projet de moyens de vie.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

SJM, IOM, qui nous donnent des formations. Avec des associations des femmes de la zone comme OPODED.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Pas d'expérience et gestion de projets, juste de recevoir des formations ou l'appui pour l'organisation d'activités ponctuelles.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Non, juste une petite caisse.

Principaux partenaires et relations avec eux

Les mêmes qu'en haut. Justice et paix, une autre organisation de la zone.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Il y a des années nous participions à des activités binationales pour le 8 Mars ou le 25 Novembre, mais pas dernièrement.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le dialogue spécialement pour les problèmes avec les marchandes pour éviter le vol de marchandise ou essayer de les récupérer.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Juste la participation à des émission radio pour remarquer l'importance des journées du 8 mars et du 25 novembre et aussi pour inviter les femmes à s'inscrire à l'association.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Central.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Le Comité directif composé de 4 femmes et de 1 homme discutent les thématiques qui seront ensuite traitées avec l'assemblée en plein.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non

Vos attentes et besoins :

Une vie meilleure pour les femmes de la zone, avec des meilleurs moyens économiques pour faire des petits commerces de façon à ce que chaque femme ait les moyens pour vivre.

Table Transfrontalière de dialogue de Malpasse/Jimani

Adresse, numéro de téléphone, email :

Pas de bureau.

Nom et contact du point focal :

Jean Kouenchesky Polynice 31490709 polynicekouenchesky10@gmail.com

Secteurs d'activité :

Dialogue binational, migration, marché binational et environnement.

Echelle d'action :

Locale Jimani/Malpasse

Expérience et impact sur le terrain :

Nous avons créé un espace officiel pour communiquer à propos des problèmes qui existent, nous avons pu sensibiliser quelques autorités, mais les problèmes n'ont pas été résolus.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Une vingtaine d'institutions

Activités principales :

Discuter des problèmes qui existent au niveau de la frontière, nous avons eu l'idée d'organiser des activités binationales, mais pas encore réalisé.

Pour le moment nous pensons à l'organisation d'activités sportives .

Objectifs spécifiques de l'institution :

Discuter autour des problèmes qui existent et proposer des solutions.

Essayer de garder la paix à la frontière et entre les deux peuples.

Problèmes rencontrés :

Les réunions de la table sont toujours du côté dominicain, il n'y a jamais eu des réunions du côté haïtien à cause de la situation sécuritaire.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Chaque année il y a une rencontre des tables de dialogue au niveau des 4 points frontaliers.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Non

Budget annuel à disposition pour les activités :

Non

Principaux partenaires et relations avec eux

Les institutions qui participent à la table. Pas d'autres.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Nous y avons pensé, mais ce n'est pas possible pour le moment

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Réunir les représentantes des deux peuples pour essayer de les rapprocher. Organiser des activités culturelles pour résoudre les conflits.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Il y a un équilibre dans les organisations qui participent. Le ministère de la condition féminine dominicain participe aussi aux réunions.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Les décisions se prennent de façon collégiale à l'intérieur de la table. Tout le monde a le droit d'exprimer son opinion.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non

Vos attentes et besoins :

Autonomie de la table, il faudrait avoir des fonds propres pour réaliser les projets que nous avons en tête. Il y a des activités binationales, des projets de reboisement mais pas de moyens pour les réaliser.

Jimani

CEDESO Centro de Desarrollo Sostenible

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle 19 de marzo al lado hotel Taino +1 8092483065, bureau principal en Tamayo + 1 8095270453.

Nom et contact du point focal :

Rosangel Matos 8493516881 matosgrosangel@gmail.com Technicien de zone.

Veneco Enecia 8294518000 directeur de CEDESO

Secteurs d'activité :

Éducation, santé, migration, malnutrition des femmes enceintes et des enfants.

Echelle d'action :

Locale, les deux départements du sud de la RD.

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis moins d'un an à Jimani.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 personnes à Jimani lorsque cela est nécessaire d'autres personnes viennent en accompagnement depuis le bureau central.

Activités principales :

Nous travaillons sur les déportations et avec les migrants en général.

Visites au site de détention pour vérifier les documents des migrants et voir si la procédure régulière est suivie.

Enquête sur le nombre de femmes enceintes, d'enfants et de mères allaitantes en état de malnutrition. Les mesures sont effectuées dans le district municipal de citron de Jimani et dans tous les bateyes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Déportations massives de femmes enceintes depuis les centres médicaux.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Avec World Vision nous participons au comité des médiateurs des conflits pour la construction de la paix.

Les autorités collaborent.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux

Vision Mondial, partenaire d'implémentation.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Participation à la table de dialogue transfrontalier, et dans les ateliers organisés par Frontera Sud.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Essayer de se mettre à la place des autres.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Un réseau de moniteurs sur les différents points stratégiques du pays, un groupe WhatsApp pour le suivi de la situation migratoire dans le pays. L'importance du bon usage des termes migratoires pour que nous parlions tous la même langue.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Apporter ma touche personnelle pour aider les gens, recevoir des formations pour pouvoir offrir un meilleur service.

Que le service puisse être fourni à plus de personnes et que nous puissions avoir un plus grand impact.

Avoir plus de ressources humaines pour que le travail soit plus efficace.

Fiche Institution CAIPI Centro de Atención Integral a la Primera Infancia

Adresse, numéro de téléphone, email :

Barrio Villarmonia calle tercera, Jimani.

Bureau principal à Saint Domingue, INAIPI Instituto Nacional de Atención Integral a la Primera Infancia.

CAIPI est une institution de l'état dominicain.

Nom et contact du point focal :

Saidys Matos Technicien des réseaux de services 8098412147 saidys.matos@inaipi.eob.do

Secteurs d'activité :

Prise en charge globale de l'enfance, santé et nutrition, prise en charge et éducation initiale de 251 enfants de 0 à 4/5 ans. Nous disposons d'un centre de soin pour enfants qui ont une famille, horaire de 7h30 à 17h. Le service est dédié aux enfants les plus vulnérables de la communauté. Il y a une série de conditions que la famille doit remplir pour que l'enfant puisse avoir accès au programme.

Echelle d'action :

Il y a deux CAIPI à Jimani, mais les CAIPI sont actifs sur tout le territoire national.

Expérience et impact sur le terrain :

Plus de 20 ans d'activité à Jimani. Nous sommes reconnus pour la bonne éducation donnée aux enfants pendant les premières années de leur vie, ce qui donne aide beaucoup les familles.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

20 éducateurs, 12 personnes faisant partie de l'équipe de soutien de qualité, 8 personnes faisant partie de l'équipe multidisciplinaire telles que des psychologues et des administrateurs.

Activités principales :

Éducation par le jeu, élaboration de diverses activités en fonction des différentes étapes de la vie des enfants. Les enfants sont accueillis à partir de 45 jours de vie.

Il y a des activités liées à des thèmes choisis, comme le mois de la famille, etc. Différents sujets sont abordés chaque mois.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Préparer les enfants à développer des compétences pour une entrée à l'école fructueuse.

Problèmes rencontrés :

Certaines familles qui n'aiment pas coopérer ne font pas de suivi auprès de leurs enfants.

Il y a beaucoup de demande de services, mais il n'y a pas de place pour tous.

De nombreux enfants n'ont pas les documents nécessaires pour participer car ils sont issus de familles haïtiennes sans papiers.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Le travail s'effectue en réseaux, les deux CAIPI s'articulent avec les 4 CAFI et avec CONANI. Les animatrices réalisent des visites domiciliaires.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Il y a des relations avec UNICEF.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il existe un budget national distribué par le ministère de l'Éducation.

Principaux partenaires et relations avec eux

Les mêmes partenaires du ministère de l'éducation.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Parfois il faut gérer des cas d'enfants haïtiens abandonnés ou récupérés pour être déportés.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Le dialogue avec les autorités qui parfois ignorent l'existence du CAIPI.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Les bonnes pratiques d'éducation des enfants et les bonnes pratiques de coexistence familiale. Le suivi qui est donné à la famille pour atteindre une bonne santé chez les garçons et chez les filles.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Les enfants qui participent au programme sont si jeunes qu'aucune différence n'est faite dans le traitement des garçons et des filles.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Presque tout vient du niveau central via la planification annuelle. Les ateliers sont façonnés après des conversations avec les familles et qui mettent en évidence leurs besoins. Certaines activités spécifiques peuvent découler des besoins locaux et sont ensuite être mises en place.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Que l'enfant quitte le centre avec une éducation complète et que cela puisse générer un changement. Qu'il soit noté que l'enfant est passé par le centre avant d'accéder à l'école. Que les familles s'impliquent dans le programme car c'est un facteur clé pour le succès de celui-ci.

Tous les produits alimentaires arrivent de la Capitale selon un inventaire des besoins, parfois ils n'arrivent pas à temps, il faudrait avoir une distribution des aliments plus efficace.

Fondation Frontera Sud

Adresse, numéro de téléphone, email :

Avenida 19 de marzo, esquina calle Enriquillo, Jimani. Bureau principal à Saint Domingue, fronterasur@gmail.com

Pedro Cano Olivares directeur

Nom et contact du point focal :

Rokelin Peres Trinidad 8492802078 rokeperes6789@gmail.com

Promotor Sportif.

Secteurs d'activité :

Sport pour enfants et adolescents.

Echelle d'action :

3 points frontaliers : Jimani, Comendador, Pedernales.

Expérience et impact sur le terrain :

Septembre 2021.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

1 personne à Jimani.

Activités principales :

Organisation de tournois sportifs binationaux, ateliers radiophoniques sur le sport dans les stations locales, campagne de sensibilisation sur le sport : handball, football, football à 5, volleyball et basketball.

Les activités devraient avoir lieu des deux côtés, mais dernièrement elles se réalisent uniquement du côté dominicain en raison des problèmes de sécurité en Haïti.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Promouvoir une culture de la paix par le dialogue, la cohésion sociale et l'échange binational entre les communautés des 4 points frontaliers.

Habiller les membres, les groupes de jeunes et les organismes communautaires à connaître leurs droits et à les exercer.

Promouvoir la participation égale des jeunes des communautés frontalières.

Problèmes rencontrés :

L'approbation du passage frontalier pour la participation aux activités en sol dominicain.

Les conflits dans la partie haïtienne qui conduisent à la fermeture de la frontière et la panique qui se crée dans la population dominicaine qui ne veut pas traverser.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Table de dialogue transfrontalière, articulation avec les collectivités territoriales.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Union européenne qui finance le projet « Coexistence avec Harmonie et Respect ».

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'est pas connu.

Principaux partenaires et relations avec eux

World Vision, associations sportives locales et OIM.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Participation à des forum binationaux.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Nous nous consultons avec les autorités locales.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La participation des hommes et des femmes aux activités du projet est égale.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

C'est le bureau central qui prend la plupart des décisions.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Nous sommes en train de prendre des contacts pour des collaborations avec le secteur privé.

Vos attentes et besoins :

Que les actions prévues dans le cadre du projet soient soutenables. Une plus grande collaboration des autorités.

Iglesia Cristiana Cuerpo de Cristo

Adresse, numéro de téléphone, email :

Barrio la Q, Jimani

Nom et contact du point focal :

Mateo Austin +1809 8811709 pastorrafaelvargas@gmail.com Pastor 8096620191

Secteurs d'activité :

Etude biblique pour les adultes.

École biblique pour les enfants.

Assistance à la communauté vulnérable du quartier Q et aux communautés voisines.

Echelle d'action :

Le quartier Q et les communautés voisines.

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis 2005. Amener les enfants et les jeunes vers le Christ. Plus de 200 enfants et 20 jeunes participent actuellement.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 pasteurs, 1 présidente des femmes, 1 présidente des jeunes, 1 vice-tous bénévoles, 1 professeur d'histoire biblique et plus de jeunes.

Activités principales :

Etude biblique tous les jeudis.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Conduire les gens au Christ et offrir de meilleures opportunités aux personnes dans le besoin, aux enfants orphelins, aux enfants violés et maltraités.

Nous soutenons les plus nécessiteux et nous leur apprenons la parole de Dieu.

Problèmes rencontrés :

Traiter avec des personnes négatives, un manque de compréhension, un manque de maturité spirituelle.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Il n'y a pas cette capacité.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Nous nous maintenons avec les fonds donnés par les fidèles

Budget annuel à disposition pour les activités :

3000 Pesos dominicains par mois.

Principaux partenaires et relations avec eux

RTS une autre église qui nous soutient dans la partie spirituelle

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Des missions ont été faites à Fond Verrette pour des échanges de prédication

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Des membres d'église sans papiers ont été maltraités par les autorités dominicaines. Dans ce cas, nous nous efforçons de libérer les déportés et essayons de les soutenir et de dénoncer les coupables.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

L'information est partagée sur la page FB de l'église.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Nous sommes tous égaux et les activités sont communes.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Lors des réunions, toutes les opinions sont entendues et toutes les voix sont prises en compte.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non

Vos attentes et besoins :

Construire un centre pour les enfants vulnérables, un orphelinat.

Chercher un sponsor.

Asociacion de misioneros los très arboles

Adresse, numéro de téléphone, email :

Calle Tirso de Molina n. 68 Jimani , 80098767163, john@tresarboles.org

Nom et contact du point focal :

Jhon Hanley coordonnateur

Secteurs d'activité :

Protection de l'enfance, foyer d'accueil, orphelinat pour les enfants de 12 à 16 ans dans le refuge.

Le refuge est pour quelques nuits et les enfants restent sans contrainte.

La famille d'accueil loge 18 enfants.

Echelle d'action :

Jimani et Fond Parisien mais c'est une seule organisation ; la directive se trouve à Jimani.

Expérience et impact sur le terrain :

Jimani 2012 Fond Parisien 2016

Reconnue comme la seule famille d'accueil de la ville.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

4 employés 2 propriétaires et 6 bénévoles.

Activités principales :

Logement, nourriture, discipline, aide aux devoirs, mais pas d'école privé, tout le nécessaire pour que les enfants soient scolarisés.

Avoir un espace pour nous permettre de donner des cours et de pouvoir en savoir plus sur l'histoire des enfants accueillis et les aider à retrouver leurs familles.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Regroupement familial.

Lorsqu'il n'est pas possible de chercher un autre lieu, de donner un accompagnement jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail ou puissent étudier.

Problèmes rencontrés :

Absence de reconnaissance légale de la partie haïtienne causant des problèmes avec l'IBESR.

L'insécurité qui rend très difficile l'accès aux villes d'origine des enfants pour enquêter sur leur passé.

C'est difficile quand les enfants s'habituent à être dans la rue de les convaincre de rester dans une maison.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Réseau de protection pour enfants. Université épiscopale d'Haïti, une école de travail social, qui parfois nous prête des étudiants pour réaliser des travaux sociaux.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

The three trees l'organisation principale aux États-Unis qui collecte les fonds des bienfaiteurs privés pour réaliser des projets.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 70.000 USD

Principaux partenaires et relations avec eux

CONANI, Réseau de protection, écoles locales, fraternité des pasteurs portoricains à Jimani

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Non

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Aller protester au bureau de migration dominicain contre la manière dont les enfants sont expulsés et signaler également les cas qui se produisent dans la ville de collecte des enfants avec les camionnettes pour leur expulsion.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Le notre est un travail social classique.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Non, le travail effectué est très discret pour protéger les enfants.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Dans le refuge il n'y a que des garçons, dans la maison il y a un dortoir pour les filles et nous vivons comme une famille. Il y a une séparation dictée par l'intimité.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A.

Vos attentes et besoins :

Un endroit à Malpasse où des entretiens peuvent être réalisés avec les garçons qui travaillent sur le marché frontalier pour pouvoir les sortir du travail des enfants. Un espace où pouvoir travailler avec eux avant qu'ils ne traversent la frontière. Pouvoir agrandir l'espace.

Développer le travail du refuge du côté dominicain. Dans le refuge des pasteurs portoricains il sera possible de soigner 50 enfants une fois les travaux terminés.

Il y a une pénurie de nourriture qui est la plus grosse dépense pour nous. Un moyen de transport du côté haïtien.

RTS Misiones Reaching , Teaching, and Sending

Adresse, numéro de téléphone, email :

Gaspar Blanco 120, Jimani.

droffice@rtsmission.com Casa Misionera.

Nom et contact du point focal :

Annie Natalie Peres Feli 8094415412 perefeliannjienatalie@gmail.com

Secteurs d'activité :

Évangélisation avec les enfants et les jeunes adultes des différentes églises de la communauté

Aider à renforcer les églises du territoire

Echelle d'action :

Jimani zone urbaine.

Expérience et impact sur le terrain :

2018. Nombreuses personnes ont accepté le seigneur et de nombreuses églises se sont engagées à rassembler les gens quelle que soit leur nationalité

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

12 employés.

Activités principales :

Maintenance de la propriété.

Prendre des contacts avec les différentes églises.

Des réunions pour réfléchir à des idées de projets futurs.

Tous les samedis à l'institution nous travaillons avec les enfants.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Atteindre les personnes qui ne connaissent pas le Seigneur, les inviter à être les nouveaux disciples

Problèmes rencontrés :

Pas de problèmes de notre côté.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Avec la maison mère aux États-Unis en Floride, le bureau d'Haïti ne fonctionne plus.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Nous travaillons avec les dons des groupes missionnaires qui viennent travailler dans l'aide sociale, l'aide médicale et à la construction et l'évangélisation communautaire et les dons de la maison mère.

Études bibliques d'été avec des enfants organisées avec des missionnaires américains.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il y a un budget de 2 000 pesos pour les activités avec les enfants et de 7 000 pesos pour les activités avec les jeunes adultes le dernier lundi de chaque mois.

Principaux partenaires et relations avec eux

Cuerpo de Cristo, asamblea de Dios.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Pas d'expérience.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

N/A.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Nous utilisons uniquement les réseaux sociaux (FB, Instagram et Twitter) il y a un gestionnaire de médias sociaux au bureau.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Elle est prise en compte dans toutes les activités.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Des réunions sont organisées avec les employés qui proviennent tous de différentes églises.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A.

Vos attentes et besoins :

Pouvoir canaliser le plus grand nombre d'enfants et ainsi pouvoir programmer une sorte de parrainage envers les enfants, attirant ainsi les parents vers le Seigneur. Ouvrir une école d'anglais pour jeunes adultes. Matériaux pour conditionner les espaces et matériel technologique.

Vision Mundial Jimani

Adresse, numéro de téléphone, email :

Vision Mundial Jimani, Jimani viejo, calle visión mundial esquina Gaspar Polanco n. 9

Nom et contact du point focal :

Nairobi Trinidad Matos, technicien de la zone sud 829 5206607 nairobi_trinidad@wvi.org

Floraida Melo (German Agudelo) técnico regional proyectos especiales 8095019018
floraida_melo@wvi.org

Secteurs d'activité :

Education, Culture, création de moyens de subsistance, Participation des jeunes

Echelle d'action :

Basé en Independencia, Barahona et en Jimani dans le sud et Restauracion dans le nord.

Expérience et impact sur le terrain :

Août 2021 avec le nouveau projet. Développement communautaire à travers le réseau de protection, participation et leadership, protection de l'enfance, coexistence familiale. Renforcement et promotion de l'éducation, renforcement des capacités de la société civile. Nous travaillons avec 32 organisations dans le réseau de protection qui est très actif.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

1 personne à Jimani.

Activités principales :

Projet binational "Dominicana Haïti buena vecindad".

Cineforum pour la société civile dans les centres éducatifs, les associations de quartier, les communautés confessionnelles, les églises.

Espace récréatif avec les enfants, concours de rédaction, concours de peinture, mise en place d'un système d'échange linguistique espagnol/créole pour former également les enseignants.

Formation agricole, organisations féminines, mise à disposition d'outils, pépinière transmise à la communauté.

Cours d'école de leadership dans un module d'une demi-heure à la récréation qui peut durer jusqu'à 8 mois pour adolescents de 15-22 ans. Les parents doivent les autoriser à participer. Au final il y a une graduation avec les autorités

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Violence domestique, violence psychologique envers les enfants, manque d'opportunités, manque de qualité dans l'éducation.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Promoteurs du Comité des médiateurs de conflits à Jimani et Dajabón, nouvellement formé par la société civile, comme sosie de la table de dialogue. Y participent 24 acteurs tous dominicains. Ils sont formés dans des stratégies et des outils pour faire face aux conflits à la frontière, donnés par un consultant privé engagé par le projet. Spirale de Saint-Domingue.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Fonds de l'Union européenne et propres de WVI. Dans la partie haïtienne Fè y Alegria, EU, SJM, WVI

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux

IOM, Fundacion Frontera Sur

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Nous n'en avons pas pour le moment.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

N/A.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Coexistence dans des centres éducatifs où parents et enfants participent ensemble, intégration familiale et promotion de la paix familiale.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

On utilise surtout les réseaux sociaux et les radios communautaires.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Il s'agit d'inclure tout le monde mais parfois il y a des problèmes, nous recherchons des moments pour la participation des femmes.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A.

Vos attentes et besoins :

Que nous puissions avoir une communauté plus autonome, que nous puissions faire en sorte que les gens s'approprient des valeurs transmises : les questions de violence, de promotion d'une culture de la paix, une coexistence efficace entre les deux peuples

Que les décideurs fassent plus de synergies et reçoivent les programmes de l'organisation dans le cadre de leur cabinet de travail pour une meilleure mise en œuvre.

Anse à Pitre/Pedernales

Anse à Pitre

Asociacion Femmes Actives Fond Jeannette

Adresse, numéro de téléphone, email :

N/A

Nom et contact du point focal :

Jules Anne Marie 47860350

Secteurs d'activité :

Plantation et commerce

Echelle d'action :

Fonds Jeannette

Expérience et impact sur le terrain :

2015.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

84 femmes associées

Activités principales :

Culture de petit pois, mais, yucca, igname, bananes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

N/A.

Problèmes rencontrés :

Beaucoup de réunions et peu de résultat

El commerce est ample

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

ODFG Organisation Femme Bonit

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

GIZ

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Non

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Non

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Central

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Avancer plus rapidement

Ouvrir une école et un centre de couture.

Aytimounyo AYM

Adresse, numéro de téléphone, email :

Club de leones, Pedernales n. 15 809 403 5191 www.aymy.org

Rue Lahat 2 pont. Anse à Pitre pour l'orphelinat

Nom et contact du point focal :

Carlo Latorre, Edoardo Monti +1 849 753 4616

Nemo Santana +509 37741078 ; +1 809491 7857 directeur orphelinat

Secteurs d'activité :

Scolarisation gratuite pour 120 enfants jusqu'à 14 ans.

Orphelinat pour enfants principalement haïtiens jusqu'à 18 ans pour 70 enfants.

Echelle d'action :

Pedernales et Anse à Pitre.

Parfois, nous nous rendons dans d'autres régions victimes de catastrophes naturelles.

Expérience et impact sur le terrain :

Actifs depuis le séisme de 2010, ils ont pris conscience du nombre d'orphelins laissés par le séisme.

Une culture du football implantée sur le territoire, reconnaissance de la fondation par les autorités

Depuis près de 10 ans, des entretiens ont lieu sur les maladies infectieuses, des cours de secourisme et d'éducation à la santé et des consultations pour la population avec des infirmières espagnoles.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

33 travailleurs au total plus des bénévoles occasionnels.

Activités principales :

Éducation, hébergement des enfants orphelins, suivi sanitaire des enfants d'Anse à Pitre, sécurité alimentaire, hébergement après les cyclones, activités sportives, éducation musicale, formation à l'artisanat et à la boulangerie.

Éducation à la santé.

Suivi des anciens enfants pris en charge jusqu'à leur insertion dans la société.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Réduire la fragilité de l'enfance.

Problèmes rencontrés :

Pas de collaboration de l'état (les titres scolaires sont de toute façon reconnus).

Manque de ressources financières.

Il n'y a pas de travail pour les enfants qui terminent leurs études et doivent partir loin, ce qui rend le suivi difficile.

À Anse à Pitre, il y a une pénurie de toutes les ressources, de sorte que les enfants doivent souvent être emmener à Pedernales.

Tous les achats se font à Pedernales en raison de la rareté des magasins à Anse à Pitre.

Problèmes de passage de la frontière pour les bénévoles.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Fondateurs et participants à la table de dialogue Anse à Pitre/Pedernales.

Participation à des foires binationales.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

À Madrid, Santander et Bilbao, il y a le comité de gestion de la fondation qui organise des activités pour collecter des fonds pour soutenir l'activité.

Fondation Real Madrid pour l'éducation sportive

Il n'y a pas d'expérience avec les bailleurs de fonds classiques tels que l'UE ou l'ONU

Un projet avec CESAL financé par l'UE est en cours, mais il n'a pas encore été approuvé

Budget annuel à disposition pour les activités :

Environ 85mil USD par an.

Principaux partenaires et relations avec eux

Projet éducatif CESAL sur le point de démarrer, fondation du Real Madrid pour le football et l'organisation de matchs, clinique catholique Anse à Pitre et hôpital Pedernales pour la gestion des cas de maladies infantiles. Coopération allemande GIZ. Ils ont travaillé pendant 3 ans dans les locaux de l'église catholique et plus tard dans les locaux d'une église évangélique.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Prise en charge sanitaire des personnes franchissant la frontière lorsqu'elles sont dans un état grave. Une foire culturelle et commerciale binationale est en cours d'organisation. Des tournois de football ont été organisés au niveau binational.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Problèmes avec la sécurité du maire qui voulait entrer dans la fondation pour arrêter un enfant accusé de vol. La situation a été clarifiée grâce au dialogue avec les autorités.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Problèmes de santé, premiers secours, problèmes de contraception et éducation à la santé qui ne sont normalement pas appris en Haïti.

Nous sommes actifs sur tous les principaux réseaux sociaux.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Soutien de psychologues français, soutien médiatique notamment en Espagne. Les activités de collecte de fonds sont mises en évidence. De nombreuses organisations partenaires en Espagne pour la collecte de fonds

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Les filles vivent séparément dans des foyers d'accueil spéciaux afin qu'elles ne vivent pas dans l'orphelinat réservé aux garçons. La perspective de genre est également respectée dans l'embauche des travailleurs.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

C'est principalement la direction qui élabore les projets avec l'aide des partenaires.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

En Espagne, il existe des contacts avec des entreprises privées pour les dons et à Pedernales, il y a des dons d'une entreprise appelée LAZONA pour les vêtements usagés.

Vos attentes et besoins :

Pouvoir agrandir la boulangerie et former plus d'enfants et former une école de boulangerie et une autre d'art et matière, également une autre Agriculture et artisanat. Élargir l'offre de formation pour donner plus d'opportunités aux enfants après l'école.

Obtenir des emplois pour les enfants qui veulent poursuivre leurs études.

Lancer des discussions avec des entreprises pour mettre en place une routine pour les enfants qui quittent l'école.

Installer un purificateur d'eau pour la consommation par la fondation et pour la vente.

CESAL

Adresse, numéro de téléphone, email :

Anse à Pitre, Tiotte et Grand-Gosier.

Nom et contact du point focal :

Vernais Peigne

Secteurs d'activité :

Travail dans l'éducation dans trois villes, habilitation des professeurs et des étudiants.

Agriculture.

Transformation des produits agricoles.

Rénovation et construction d'écoles.

Accompagnement scolaire pour les enfants sans capacité économique pour aller à l'école.

Echelle d'action :

Les trois villes de Anse à Pitre, Tiotte et Grand-Gosier.

Expérience et impact sur le terrain :

4 ans sur cette frontière. Construction et réfection d'écoles, formation des enseignants par l'intermédiaire du ministère de l'éducation.

Assainissement.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 personnes à Anse à Pitre, 12 à Tiotte.

Activités principales :

Deux centres de formation pour les jeunes de 12 à 24 ans projet hôtelier et touristique binational informatique technicien agricole de langue espagnole

Objectifs spécifiques de l'institution :

N/A

Problèmes rencontrés :

Il y a plus de demande que d'offre de service, CESAL n'arrive pas à couvrir les demandes

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Participation à la table de dialogue transfrontalier.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Union Européenne.

Budget annuel à disposition pour les activités :

N/A

Principaux partenaires et relations avec eux

N/A

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Sport, 5 tournois de football, handball, volley-ball et basket. Les activités du 8 Mars et du 25 novembre au niveau binational sont encore permises avec un vrai échange culturel entre personnes.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

N/A.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

En Anse à Pitre il n'y a pas vraiment de moyens de communication. Si nous organisons des activités importantes il faut faire arriver les médias depuis la capitale ou Jacmel.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Totalement.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

N/A.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Que les jeunes qui ont terminé leurs études basiques puissent avoir l'opportunité d'aller à l'Université.

Plus des terrains pour pratiquer le sport. Un centre d'art et culture.

FADA Fenm Décidé Anse à Pitre

Adresse, numéro de téléphone, email :

Membre du Croix Rouge, la mairie leur prête leur salon de conférence pour l'organisation des activités.

Nom et contact du point focal :

Francia Valesco 36466165 Conseillère.

Secteurs d'activité :

Assistance à personnes vulnérables

Echelle d'action :

Commune de Anse à Pitre

Expérience et impact sur le terrain :

2 ans d'activité. Chaque Noel nous donnons des jouets aux enfants et des sacs de nourriture pour les familles nécessiteuses.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Comité directif de 5 personnes. Plus 15 autres personnes qui travaillent en collaboration avec l'organisation.

Activités principales :

Aide communautaire, distribution de vêtements, jouets, nourriture.

Organisations des réunions mensuelles, actuellement ils organisent des réunions virtuelles.

Sensibilisation de la communauté à travers le passage de messages de personne à personne.

Organiser des petites fêtes pour les enfants de la rue.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Aider les gens plus vulnérables pour qu'ils aient le sentiment de faire partie de la société et leur faire savoir qu'ils ont des droits et que tout le monde est égal.

Problèmes rencontrés :

Problèmes pour informer et réunir la communauté.

Problèmes de financement des activités

Nous pouvons réaliser les activités seulement grâce aux donations qui viennent de la diaspora haïtienne et de donations de gens de la communauté.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Nous ne réalisons pas d'activités conjointes avec les autres associations de femmes de la commune.

Nous sommes une organisation jeune et nous avons pour objectif de faire du networking avec des autres organisations, spécialement des femmes.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

L'association n'a jamais reçu de financement et elle n'a jamais eu des contacts avec des organisations internationales.

Nous sollicitons juste l'aide des gens de la communauté.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Il n'y a pas du budget, au moment d'organiser des activités nous préparons un petit budget que nous demandons.

Principaux partenaires et relations avec eux

Il n'y a pas de partenaire.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Pas pour le moment.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Problèmes de discrimination dans le marché frontalier et de rapatriement des femmes depuis Pedernales.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

N/A

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

La notre est une association formée uniquement par des femmes, mais nous en connaissons peu sur la perspective de genre. Nous avons participé à une formation sur le genre et GBV il y a deux ans. pour la journée des droits de la femme.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Les décisions sont prises de façon conjointe entre le directeur et la directrice.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Organiser une école de danse pour les enfants.

Aider les enfants de la rue pour qu'ils puissent assister à l'école.

Appui pour aider les enfants, pour leur donner des uniformes et pour le paiement des frais scolaires.

Nous voudrions un bureau pour nous réunir et organiser nos activités.

FENM Décidé anse à Pitre

Adresse, numéro de téléphone, email :

Pas de bureau à Anse à Pitre, bureau central en Jacmel.

Nom et contact du point focal :

Phana Adelson 34078937 adelsonphana@gmail.com

Secteurs d'activité :

Sensibilisation et formation

Plaidoyer

Prise en charge des femmes et filles victimes de violence

Activités de revenus pour les femmes

Echelle d'action :

10 points focaux dans les Communes du département, elle s'occupe de Anse à Pitre

Expérience et impact sur le terrain :

33 ans d'activité pour l'organisation, mais juste deux ans à Anse à Pitre.

Participation à la Marche du 25 Novembre

Sensibilisation à l'Ecole

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

1 personne à Anse à Pitre, une vingtaine au bureau de Jacmel plus tous les points focaux.

Activités principales :

Sensibilisation dans les écoles mais aussi dans les institutions de l'état.

Sensibilisation dans les écoles de soir pour les femmes plus âgées.

Accompagnement à Jacmel des femmes victimes de violence.

Gestion des microcrédits pour mettre en place des activités productives pour les femmes

Objectifs spécifiques de l'institution :

Avoir une société juste et égalitaire pour les femmes et les filles.

Problèmes rencontrés :

Difficulté pour les femmes à dénoncer les violences et les abus.

L'accès aux zones éloignées.

Le temps des juges pour faire le suivi légal des violences.

Passage de la frontière pour participer aux réunions.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Ils réalisent des activités conjointes avec les autres organisations de femmes de Anse à Pitre.

Ils sont associés avec ONUFEMME.

Table transfrontalière de dialogue

Elle fait partie de la plateforme de genre à l'intérieur de la table de dialogue.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Voir brochure

Budget annuel à disposition pour les activités :

Le budget est décidé par le bureau central à Jacmel.

Principaux partenaires et relations avec eux

FADA, Comité de lutte, AMA associations Matrone Anse à Pitre, associations de femmes commerçantes et associations des femmes en général.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

L'association participe aux activités organisées par la table de dialogue binational et par IOM.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Pas d'expérience.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

L'intégration des jeunes filles dans les procédures, tous les points focaux sont des jeunes filles

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Des interventions dans les radios locales.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Central

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

C'est le bureau central qui gère ce genre de choses.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Un bureau, plus de matériel

Pouvoir avoir accès aux milieux ruraux.

Planteurs Fond Jeannette

Nom de l'organisme, adresse, numéro de téléphone, email :

N/A

Nom et contact du point focal :

Jilou Merisier 46933307

Secteurs d'activité :

Petit pois, maïs , café, agriculture en général.

Echelle d'action :

Départementale

Expérience et impact sur le terrain :

Plus de 25 ans. Plus de 1000 associé.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

9 la directive plus 1 coordinateur et un trésorier

Activités principales :

Chaque marchand vient vendre au marché frontalier de Pedernales.

Objectifs spécifiques de l'institution :

N/A.

Problèmes rencontrés :

Climat sec, parasites. Manque de fertilisant.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Parfois ils se réunissent avec d'autres associations agricoles de la région.

Il n'y a pas de relation avec les associations d'agriculteurs dominicains

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

GIZ pour ce qui concerne graines d'igname, plantain, orange, maracuja, reboisement.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Nous contribuons avec 5HTG par personne à chaque réunion pour créer une petite caisse. 2 réunions mensuelles.

Principaux partenaires et relations avec eux

Association Fenm Actif Fond Jeannette.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Graines, accompagnement dans la commercialisation, moyens de transport.

Fleurs Quiskeya

Adresse, numéro de téléphone, email :

Troisième rue Anse à Pitre

Nom et contact du point focal :

Amena jean responsable 46549823 pas d'email.

Secteurs d'activité :

Agriculture pour femmes et enfants.

Artisanat.

Formations Santé.

Echelle d'action :

Anse à Pitre

Expérience et impact sur le terrain :

6 ans. Connu pour le projet sur l'artisanat, une valise par mois voyage à Espagne.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

2 femmes pour l'artisanat

11 femmes employées

Activités principales :

Productions d'artisanat dans un petit laboratoire à l'intérieur du bureau

Production agricole pour consommation familiale

Cantine pour les bénévoles et pour le déjeuner des enfants (1-12 ans) et des femmes.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Accompagner les femmes pour les rendre indépendantes

Pouvoir accueillir jusqu'à 80 femmes

Problèmes rencontrés :

Gros problèmes dans l'accompagnement des femmes qui doivent accoucher en RD

Problèmes dans les relations avec les autorités frontalières dominicaines

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Flores de Quiskeya Madrid

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Non, tout se fait avec la contribution des associés

Budget annuel à disposition pour les activités :

200mil pesos dominicain

Principaux partenaires et relations avec eux

Fenm décidé pour la réalisation d'activités de formation sanitaire pour les femmes, principalement pour l'accouchement.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Table de dialogue

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Il n'y a pas une façon de discuter avec les autorités dominicaines qui nous empêchent de rentrer dans leur pays.

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Vos attentes et besoins :

Construire un centre pour l'accueil de 80 femmes, ils ont déjà le terrain il manque juste la construction.

Matériaux pour le bureau (chaises, matériel, bureau, pc).

Reseau Fwontalier Jeannot Succès Anse à Pitre

Adresse, numéro de téléphone, email :

Troisième rue, Anse à Pitre

Nom et contact du point focal :

George Joshep 36870196

Secteurs d'activité :

Accueil migrants assistance

Echelle d'action :

Expérience et impact sur le terrain :

Juillet 2001

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

5 comités dans la commune 40/45 volontaires

Activités principales :

Projet pour jeunes enfants non accompagnés

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Manque de projets pour financer les activités

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Table de dialogue binational, pas d'autre au niveau local

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

UNICEF, UE, IOM,

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget pour le bureau local, juste pour la coordination nationale

Principaux partenaires et relations avec eux

SJM, GARR, il y avait le bureau du RFJS à Pedernales, mais il n'est plus actif depuis 2018

Fenm décidé, Planteurs Fond Jeannette

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Depuis 2018 il est plus difficile d'organiser et participer à des activités binationales, mais avant il y avait beaucoup d'échanges avec les organisations dominicaines

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Les volontaires sont formés pour la résolution des conflits frontaliers. Ils font de l'accompagnement à la mairie, spécialement avec les commerçants du marché frontalier

Quels formats vous utilisez ? Quelle est la marge d'innovation ?

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Pas au niveau local, mais une grande rencontre a été organisée avec les journalistes et médias au niveau national pour partager les infos sur les migrants et faire connaître la situation réelle. Plaidoyer

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Nous utilisons l'égalité de genre même avant que ce soit à la mode. Il y a une grande quantité de femmes à des postes de responsabilité dans le réseau.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Une assemblée générale chaque fin d'année pour partager les résultats de l'année, mais nous n'en avons plus réalisé depuis 3 ans.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Pas de contacts

Vos attentes et besoins :

Réparation du bureau ou construction d'un nouveau bureau

Matériaux bureau, moyens de transport, construction orphelinat à disposition de la communauté.

Pedernales

ASOVOTSOPE Asociación Voluntarios para Trabajos Sociales de Pedernales

Adresse, numéro de téléphone, email :

N/A

Nom et contact du point focal :

Mikerline Latouche / Linda 8293275924 latouchemikerline@gmail.com

Secteurs d'activité :

Aide aux migrants ou résidents haïtiens victimes de violences.

Echelle d'action :

Pedernales

Expérience et impact sur le terrain :

Actif depuis 2015. Difficile de mesurer l'impact car toutes les actions sont informelles. L'association est une référence pour tous les Haïtiens des deux villes, ils savent qu'ils pourront recevoir de l'aide avec ASOVOTOPE.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

11 bénévoles au sein du directif qui se réunissent tous les samedis et réunions tous les dimanches de 50 à 150 personnes.

Activités principales :

Enterrement de victimes anonymes et sans famille.

Ils envoient des boîtes de morts aux familles qui vivent loin.

Hébergement informel des femmes ou d'enfants victimes de violence, mais qui ne disposent pas de locaux.

Sang, accumulation d'argent communautaire tous les dimanches.

Collectes pour faire des dons aux femmes qui ont accouché ou aux personnes malades.

Objectifs spécifiques de l'institution :

Aider tous ceux qui sont dans le besoin et qui se comportent bien, nous n'aidons pas les mauvaises personnes.

Problèmes rencontrés :

Après les événements de 2018 avec la fuite des Haïtiens de Pedernales, notre bureau a été pillé et depuis nous n'avons pas eu la force d'en installer un nouveau. Ils se retrouvent dans une cour.

Ils travaillent seuls sans l'aide de personne. Toutes les activités sont réalisées avec les ressources de bénévoles qui investissent l'argent qu'ils peuvent.

Il n'y a aucun financement d'aucune sorte.

Les rapatriements et la chasse aux Haïtiens illégaux tous les jours, même à l'intérieur des hôpitaux. L'armée et le CESFRONT rendent la vie difficile aux Haïtiens.

Les enfants nés d'un père dominicain et d'une mère haïtienne ne sont pas reconnus à cause du manque du passeport de la mère et cela coûte très cher : 15 000 pesos pour un passeport et 23 000 pesos pour un visa.

Il n'y a pas de travail à Pedernales, seulement la zone franche.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Seulement la participation à la table de dialogue.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

N/A

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget.

Principaux partenaires et relations avec eux

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Projet international enfants unis avec le Christ pour sauver les enfants des rues. Les enfants sont répartis dans plusieurs familles et des cours sont donnés du lundi au vendredi dans un lieu mis à disposition par un pasteur haïtien et son église. Le projet a été écrit avec l'idée de recevoir une subvention coopérative, mais finalement il n'a pas été possible d'en avoir une. Il y a 150 enfants qui se relaient, ils n'ont pas de matériel, il faut trouver de l'argent pour payer les 7 professeurs qui donnent les cours. Les enfants ne peuvent pas aller à l'école en Haïti parce que c'est très cher, ni en RD parce qu'ils n'ont pas de papiers, alors ils se retrouvent dans la rue.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Ils essaient de résoudre le problème des enfants dans la rue qui était un problème pour le centre-ville car ils étaient négligents.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

N/A

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Il n'y a pas eu beaucoup de publicité des activités de l'Association dans les médias ni en RD ni en Haïti.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

N/A

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Le travail de l'association s'appuie sur le travail de la directive qui le lendemain le présente à l'assemblée générale pour discussion.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Non.

Vos attentes et besoins :

Un refuge pour enfants pour ne pas laisser tomber le projet. Le manque de collaboration des institutions locales.

CESAL Pedernales

Nom de l'organisme, adresse, numéro de téléphone, email :

Nom et contact du point focal :

Secteurs d'activité :

Echelle d'action :

Expérience et impact sur le terrain :

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Activités principales :

Objectifs spécifiques de l'institution :

Problèmes rencontrés :

Les problèmes causés par la pandémie.

Il n'y a eu aucun problème avec les autorités.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Budget annuel à disposition pour les activités :

Principaux partenaires et relations avec eux

UCATEVA Université Technologique de Barahona extension Pedernales, OIM, OBMICA, Fondation Real Madrid, Aytimoun I, GARR, organisations de base des deux côtés. Organisations sociales Réseau de jeunes Pedernales, groupe de recycleurs, groupe Aztecas (12-24).

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Projet pour les jeunes financé par l'UE pour promouvoir une culture de la paix à travers le sport et les groupes sociaux et culturels. Tiotte, Anse à Pitre et Pedernales. Formation en entrepreneuriat pour les jeunes haïtiens et dominicains.

Des activités de formation qui progressent en parallèle puis se rejoignent en quelques activités dans les deux langues.

Tournois amicaux et mixtes de football, basket, volley et handball. Formation à la gestion des risques, multiplicateurs du changement climatique.

Il y a un bureau et Anse à Pitre et Tiotte qui travaillent sur le même projet binational.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

N/A

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Youth Empowerment, des jeunes leaders qui ont déjà de bonnes relations avec les maires et toutes les autorités locales.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Les propositions des bénéficiaires sont prises en compte à travers un diagnostic puis procèdent à l'élaboration du projet.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

N/A

Vos attentes et besoins :

Que les groupes bénéficiaires puissent avoir un lien binational sans la présence et l'assistance de l'ONG.

Mesa de dialogo Transfronterizo Pedernales/Anse à Pitre

Adresse, numéro de téléphone, email :

Ils utilisent le salon de l'Eglise catholique pour les réunions.

Nom et contact du point focal :

Americo Cuevas Mateo 8094856896 mateoamerico@gmail.com

Secteurs d'activité :

Dialogue binational, commerce, enfance, genre et environnement.

Echelle d'action :

Local et binational et aussi avec les autres tables de dialogue actives dans les deux pays.

Expérience et impact sur le terrain :

La table a commencé en 2016. Faire progresser les relations binationales et préserver la paix entre les peuples frères.

Nombre de personnes travaillant pour l'institution :

Environ 78 institutions participent entre les deux côtés, mais il y en plusieurs qui sont inactives.

Activités principales :

Réunions mensuelles du conseil d'administration et trimestrielles de l'assemblée plénière.

Réunions avec les autorités quand il est nécessaire de promouvoir un climat de paix à la frontière

Objectifs spécifiques de l'institution :

Préserver la paix à travers un dialogue permanent et respectueux entre les deux peuples.

Problèmes rencontrés :

La pandémie de COVID a rendu difficile la réalisation des rencontres et le maintien de la communication en raison de la baisse de qualité d'Internet pour organiser des réunions en ligne, spécialement du côté haïtien.

Il existe une différence marquée entre la taille et l'importance des deux municipalités participantes. Pedernales est la capitale de la province tandis qu'Anse à Pitre est la troisième ville du département et n'a pas la facilité de convoquer les autorités comme en RD.

Manque de soutien pour se renforcer et manque de communication entre les membres.

Quelle est votre capacité à vous mobiliser et à réseauter au niveau national, local et binational ?

Il y a une réunion entre les 4 tables qui a lieu une fois par an à laquelle participent les coordinateurs, qui peuvent être plus d'un pour chaque table.

Quelle est votre expérience dans la gestion de projets, de fonds, spécialement avec des bailleurs de fonds internationaux ?

Les organismes qui participent à la table sont soutenus au moment de l'exécution des projets, mais le financement n'est pas recherché pour la mise en œuvre des projets afin de ne pas entrer en concurrence avec les institutions participantes.

Budget annuel à disposition pour les activités :

Pas de budget.

Principaux partenaires et relations avec eux

Gouvernement local et institutions gouvernementales nationales ainsi que coopération internationale.

Quelle est votre expérience dans la mise en œuvre d'activités binationales ?

Avant la pandémie, il était prévu d'organiser des foires binationales et des marchés de Noël. Une fois la pandémie terminée, c'est l'insécurité en Haïti qui cause le retard dans l'organisation de ces activités.

Quelle approche vous adoptez face aux problèmes de cohésion et aux conflits transfrontaliers ?

Rassemblez les différents acteurs impliqués et essayez de les faire dialoguer et rechercher des solutions partagées.

Quelle est la marge d'innovation dans vos procédures ?

Soutenir les initiatives culturelles, sportives et sociales binationales.

Quelles sont les coopérations existantes avec les organisations professionnelles, les structures étatiques, les médias ? Quels sont les résultats obtenus ? Quelle est votre capacité de lobbying auprès des pouvoirs publics au niveau binational ?

Une excellente relation avec les médias bien qu'ils demandent souvent quelque chose en retour.

Les instances de la table étaient plus faciles à faire monter à des niveaux institutionnels élevés il y a quelques années. Avec le changement de gouvernement dominicain et les problèmes du gouvernement en Haïti, les nouveaux dirigeants régionaux n'ont pas encore pris leurs fonctions, rendant la représentation plus difficile.

Dans quelle mesure la dimension genre est-elle intégrée dans votre travail (prise en compte des besoins différents des hommes et des femmes, représentation des femmes comme membres actifs, lutte pour l'inclusion des femmes dans leurs domaines d'intervention respectifs, ...)

Il y a beaucoup de femmes qui participent à la table et aussi plusieurs organisations qui représentent les femmes. Il y a une plate-forme de genre active à l'intérieur de la table.

Est-ce que l'institution utilise une démarche participative d'élaboration et de mise en œuvre de projets et/ou de politiques publiques au niveau national et/ou local ?

Le conseil prépare les documents qui sont ensuite présentés à l'approbation de l'assemblée.

Quel est l'impact de votre travail sur les politiques gouvernementales et sur le travail des grandes entreprises et du secteur privé en général ?

Il n'y a presque pas de grandes entreprises dans la zone à l'exception de la zone franche, mais ils n'ont pas manifesté d'intérêt jusqu'à présent.

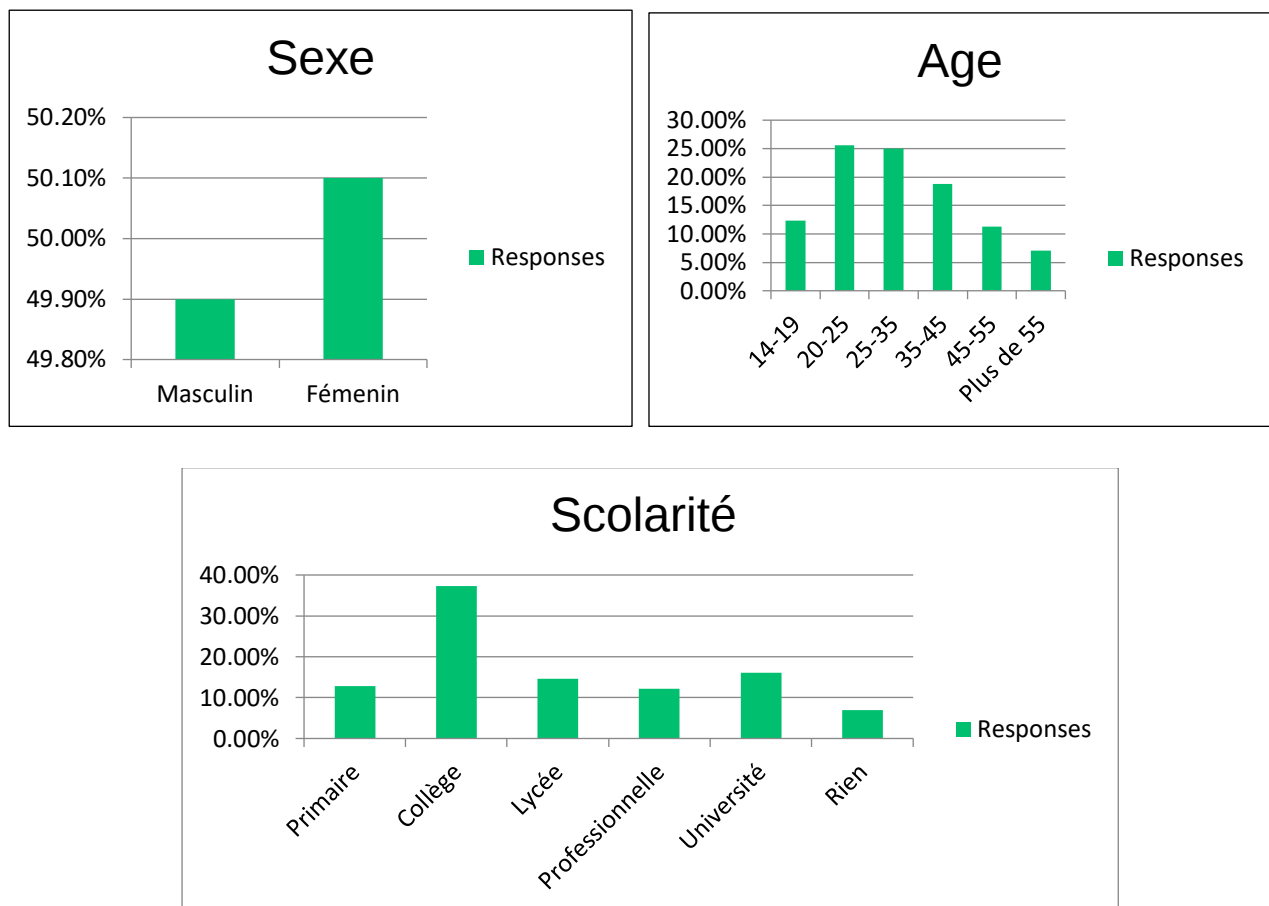
Vos attentes et besoins :

Que les institutions participantes puissent être renforcées afin de poursuivre les engagements qui ont été pris. Surtout avec les institutions haïtiennes qui sont très personnalisées et s'effondrent au départ du coordinateur.

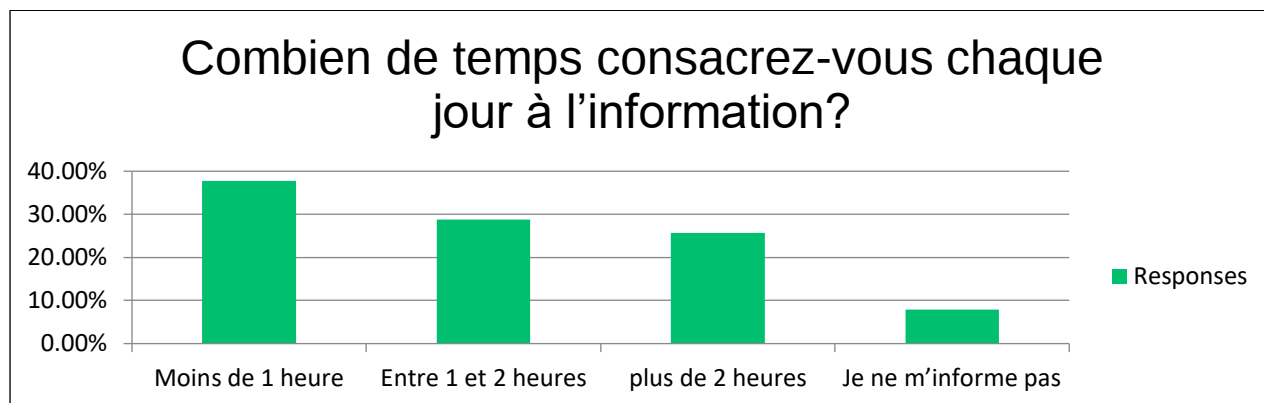
Que certains des coordonnateurs de la table puissent s'impliquer dans un projet afin qu'ils puissent être indépendants et pouvoir travailler dans le même secteur. Par exemple, travailler sur un projet binational.

Rapport sur l'Enquête sur les moyens de communication les plus utilisés aux quatre points frontaliers

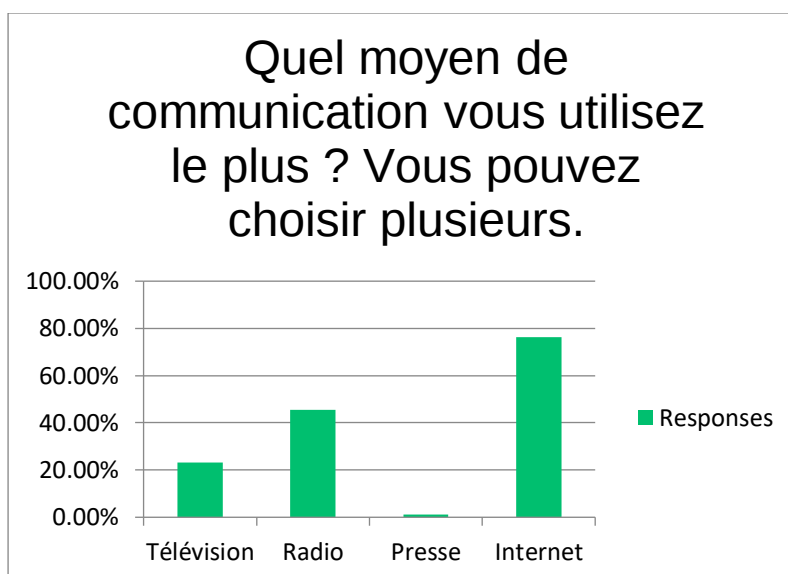
L'échantillon analysé est homogène quant au sexe (H : 50 %% ; F : 50 %), plus représentatif de la population entre 20 et 35 ans (20-25 : 26 % ; 25-35 : 25 %) avec faible scolarité (Secondaire : 37 %).



La quasi-totalité de l'échantillon (97%) estime que les moyens de communication sont importants et déclare (90%) qu'ils servent principalement à l'information, même si la majorité (38%) passe moins d'une heure par jour à s'informer.



Du côté haïtien comme dominicain, les deux moyens d'information les plus utilisés sont Internet (76%) et la radio (45%). La tranche horaire du soir (29%) est la préférée mais ce n'est pas un chiffre conséquent, car elle n'atteint pas la majorité.

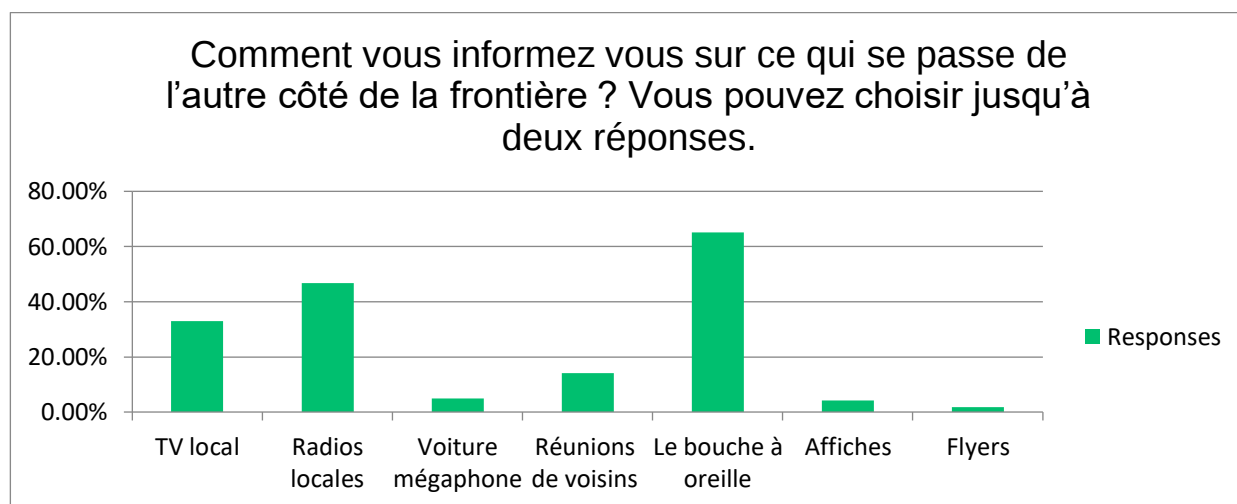
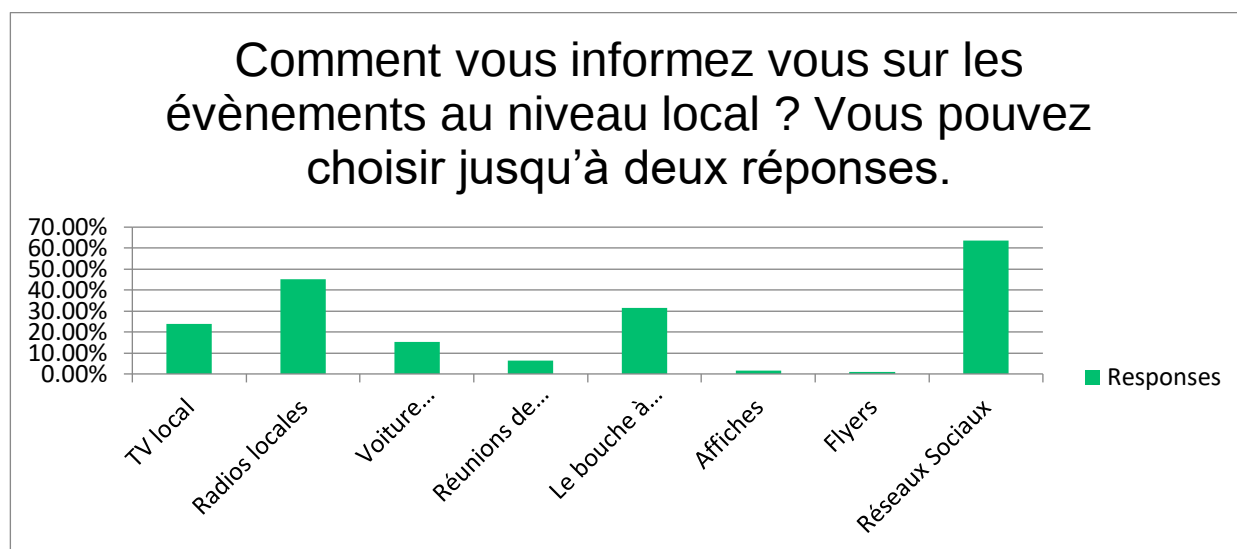


A partir de l'analyse des stations radio, en croisant les données collectées des deux côtés de la frontière, on peut constater :

	<i>Ouanaminthe</i>	<i>Dajabón</i>	<i>Belladère</i>	<i>Comendador</i>	<i>Fond Parisien</i>	<i>Jimani</i>	<i>Anse à Pitre</i>	<i>Pedernales</i>
Radio	<i>Radio San Souci/ Radio Masak</i>	<i>Radio Marien</i>	<i>Radio Caraïbe</i>	<i>Majorité utilisation Tv – canal 5</i>	<i>Politik</i>	<i>92.3 – 97.3</i>	<i>Haute Tension FM / Perfection FM</i>	<i>Majorité utilisation internet - Facebook</i>
Horaire	<i>Soir</i>	<i>Soir</i>	<i>Peu importe</i>	<i>Peu importe</i>	<i>Peu importe</i>	<i>Matin</i>	<i>Peu importe</i>	<i>Soir</i>

L'utilisation d'internet, par contre, est étroitement liée à l'utilisation des réseaux sociaux, Facebook en particulier. En plus d'être le site Web le plus cité dans la question no. 12, semble être le réseau social le plus utilisé (80%) également comme source d'information sur les événements locaux.

Dans la question 12 ressort que soit en Haiti (Anse à Pitre et Belladère) qu'en République Dominicaine (Pedernales) beaucoup des gens entretenues ne connaissent pas la différence entre un site internet et un moteur de recherche et considèrent WhatsApp une réseau social ou un site internet et pas une service de messagerie instantanée (Comendador et Pedernales).



Ces données mettent en évidence un problème évident lié aux "sources" d'information tant au niveau local que frontalier puisque l'information est confiée à la bouche à oreille (65%) et son évolution multimédia à travers les réseaux sociaux et le canal de messagerie instantanée WhatsApp.

A partir des données qui ressortent, pour mettre en place une stratégie de communication efficace, il convient d'investir dans des campagnes ciblées sur les réseaux sociaux, en créant des pages au contenu institutionnel et en essayant de véhiculer l'information sur des canaux alternatifs.

Par exemple, profiter de WhatsApp comme nouveau canal d'information pour améliorer le "bouche à oreille". Essayer de créer un canal institutionnel dans lequel il sera possible de partager du matériel d'information sans recevoir de messages ou d'appels téléphoniques.

